Les Partis Politiques du Burundi (Bilan 2012)

DECEMBRE 2012

UPRONA => (CNVR)

- Selon le parti Uprona, la Commission pour la Vérité et la Réconciliation au Burundi doit comprendre des étrangers et des Burundais. Bonaventure Gasutwa trouve aussi que toutes les composantes de la société burundaise doivent être représentées. Il estime aussi que le Tribunal spécial doit être institué puisqu'il n'y a pas de vérité sans la Justice. [Rpa]

FRODEBU-NYAKURI => (CNVR)

- Selon le président du parti Frodebu-Nyakuri, pas question de mettre dans cette commission des étrangers puisque la vérité recherchée est burundaise. Dr Jean Minani estime en outre que la Commission n'a pas pour but de punir mais de rassembler et le Tribunal pourra être mis en place pour punir ceux qui ne voudront pas demander pardon. [Rpa]

UPRONA => (CNVR)

- L'Uprona plaide pour des experts étrangers au sein de la CVR / Source Xinhua

---

ADC IKIBIRI / FRODEBU

- Le président de l'ADC-Ikibiri trouve aussi que le parti au pouvoir a déjà commencé les processus tendant à truquer les élections de 2015. Léonce Ngendakumana estime que le fait de ne pas accepter de dialoguer avec les autres politiciens, la mise en place des lois qui violent la liberté d'expression tant pour la presse que pour les partis

politiques, laisser les Imbonerakure faire ce qu'ils veulent, tout cela montre que la tenue des élections paisibles et transparentes est une chose impossible. Il affirme que les élections ne seront pas truquées à la dernière minute mais plutôt dans leur préparation. [Bonesha]

ADC IKIBIRI / FRODEBU invite le FRODEBU-NYAKURI "IRAGI RYA NDADAYE

- Selon le président de l'ADC-Ikibiri, c'est une bonne chose que l'opposition soit réunie au sein d'une seule force comme le pense aussi le président du parti Frodebu-Nyakuri "Iragi rya Ndadaye". Léonce Ngendakumana trouve aussi que les portes sont ouvertes à Jean Minani s'il veut s'associer à eux, à condition qu'il accepte les idéaux de l'ADC-Ikibiri. Il ajoute que dix partis politiques ont adressé une correspondance au ministre de l'Intérieur pour lui annoncer qu'ils existent et qu'ils sont représentés par Léonce Ngendakumana même si le ministre de l'Intérieur a un plan de mettre en place une opposition dévolue à la cause du parti au pouvoir. [Rpa]

ADC IKIBIRI / FRODEBU vis à vis du CNDD/FDD et les Imbonerakure

- L'ADC-Ikibiri estime que le président de la République n'a pas mis en application ce qu'il avait promis au début de l'année concernant le renforcement de la sécurité et de la bonne gouvernance. Le président de cette coalition trouve que des groupes armés se sont manifestés ici et là sans oublier l'action de certains agents de l'ordre et des Imbonerakure qui ont perturbé la paix et la tranquillité des citoyens. Léonce Ngendakumana ajoute aussi le fait que les anciens combattants du CNDD-FDD bénéficient d'un traitement de faveur par rapport aux autres anciens combattants. Selon lui, il s'agit d'une stratégie qui ne vise qu'à maintenir dans leurs têtes l'esprit de combattant ; tout cela dans le but de les utiliser dans la perturbation de la sécurité. Il ne comprend pas non plus pourquoi la Haute Cour de Justice n'a pas encore été mise en place pour juger les cinq hautes autorités du pays. [Rpa/Télé-Renaissance]

ADC IKIBIRI / FRODEBU (CNVR / CENI)

- Le président de l'ADC-Ikibiri estime que ce que les Burundais se sont convenus dès le début de cette année n'a pas été respecté. Léonce Ngendakumana estime que l'usage de la force a été instauré au grand dam des politiciens qui attendaient le dialogue. Il donne l'exemple de la CENI qui a été mise en place en dehors des

consultations qui avaient pourtant été promises par le parti au pouvoir. Il estime donc que le travail de cette commission sera en faveur de ceux qui l'ont mise en place. Il trouve aussi que la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation suit les idéaux de certains membres des partis Uprona et CNDD-FDD qui ne veulent pas que la vraie vérité éclate au grand jour. Il demande plutôt que la mise en place de cette Commission soit repoussée jusqu'en 2015 après les élections puisque selon lui, à ce moment, le calme sera total. [Télé-Renaissance/Rpa/Isanganiro/Bonesha]

ADC IKIBIRI / FRODEBU (Contre la reconduction de S.E. Nkurunziza Pierre / après 10 ans stoppe)

- Le vice-président du parti Sahwanya-Frodebu demande au président de la République de ne pas se présenter aux élections de 2015. Selon Frédéric Bamvuginyumvira, les deux mandats auxquels il a droit sont écoulés depuis 2005 et il les a tous assumés en prêtant serment devant la Cour constitutionnelle. Selon les accords d'Arusha, personne ne devrait pas dépasser 10 ans au pouvoir puisque l'histoire a montré qu'au delà de cette période, l'on devient fatigué. Par ailleurs, la Constitution ne le lui permet pas, a-t-il ajouté. Il signale que s'il veut se faire élire par la force, il peut le faire mais il sera hors la loi. [Bonesha]

FRODEBU-NYAKURI "IRAGI RYA NDADAYE

- Le président du parti Frodebu-Nyakuri a demandé au ministre de l'Intérieur de ne pas continuer à émettre beaucoup de lois sur le fonctionnement des partis politiques. Selon Dr Jean Minani, même s'il n'y a aucun domaine qui n'est pas réglementé, plus les lois sont nombreuses, plus il devient difficile de les respecter. Il demande aussi que les jeunes affiliés aux partis politiques soient empêchés d'aller perturber les réunions des autres partis politiques. Le ministre de l'Intérieur a fait savoir que ces jeunes doivent être punis puisqu'ils n'ont pas le droit de le faire. Il a aussi rappelé aux Gouverneurs de provinces que le régime des réunions des partis politiques est un régime de déclaration et non d'autorisation. Les partis politiques ne demandent donc pas de permission mais, ils informent l'administration de la tenue de leur réunion. [Bonesha]

ADC IKIBIRI / MSD

- Un membre du parti MSD sur la colline de Musave de la zone Maramvya, commune Makebuko, province de Gitega a été attaqué vendredi dernier par 5 hommes dont un était armé de fusil. Ils se sont bagarrés avec sa femme enceinte avant qu'il n'intervienne. Janvier Nzohabonayo a donc décidé de s'enfuir puisqu'il considère que sa sécurité est menacée. Estimant qu'il est victime de son appartenance politique, il demande que sa sécurité soit assurée. L'administrateur communal affirme qu'il n'était pas au courant de cette situation. Quant au commissaire de la Police dans la province de Gitega, il demande à la victime de l'approcher pour débattre de cette situation. [Rpa]

ADC IKIBIRI / FRODEBU

- Le président de l'ADC-Ikibiri affirme que les membres de cette coalition ne vont pas cesser le mouvement de solidarité qui les caractérise lorsque l'un d'eux organise une réunion. Léonce Ngendakumana estime que si la décision de leur empêcher cette solidarité venait du président de la République, ce dernier dirait aussi la loi qui doit être respectée. Il affirme que du moment que la loi ne l'interdit pas, ils vont continuer à s'assister. Il dit qu'il ne faut pas laisser seul le CNDD-FDD et ses ramifications se rendre sur terrain comme cela est le souhait de certaines personnes. [Isanganiro]

NOVEMBRE 2012

CNDD-FDD

Le ministre de l'intérieur du Burundi a rencontré les responsables des partis politiques agréés au Burundi. Seul 35 sur 43 partis politiques sont en ordre administrativement.

Le ministre de l'intérieur, M. Edouard NDIKUMANA, vient de réunir tous les responsables des partis politiques agréés au Burundi.
Il souhaitait échanger avec ces derniers sur la réglementation qui régit les activités politiques au Burundi, notamment les nouvelles lois sur les partis politiques et sur l'opposition.
Il a rappelé que sur 43 partis politiques agréés, seul 35 sont en ordre actuellement. La date butoire pour se mettre en ordre est Mars 2013.

Pourquoi cette réorganisation de la vie politique burundaise ? Selon M. Amani Conde, spécialiste de la géopolitique africaine :
" En cette période où la globalisation prend peu à peu le dessus sur la démocratie, il importe pour les petits pays comme le Burundi d'être vigilant. On observe que certaines multinationales qui ne sont pas contents à l'issue d'une élection démocratique dans un pays, parce que leurs intérêts ne sont pas sauvegardés, recourent de plus en plus à des méthodes d'une violence extrême et non démocratique. Dès lors, elles recourent, pour arriver à leurs fins, par le biais d'acteurs sociaux comme la société civile ou les ONGs (certains militants de la société civile), les partis politiques (ou des politiciens), ou même des armés nationaux (ou certains militaires) qu'elles financent.
Les nouvelles lois burundaises sur les partis politiques et l'opposition vont dans le sens aussi de protéger l'Etat du Burundi.
Au Burundi, en 2010, avant les élections et après le scrutin démocratique, on a vu apparaître un nouveau type de violence politique. Certains partis politiques qui avaient perdu les élections, regroupés en coalition dénommé ADC ikibiri, se sont retiré du processus électorale pour tenter de prendre le pouvoir par les armes.
L'ADC ikibiri a tenté de créer des rebellions intérieurs ou extérieurs au Burundi. Mais en vain !
La question est de savoir d'où vient le soutien de l'ADC Ikibiri qui veut sortir le Burundi de son processus démocratique initié depuis 2005 ?
On le voit par exemple en RDC Congo. La première guerre de la RDC Congo avaient

fait entre 3 et 4 Millions de victimes civiles congolaises. Aujourd'hui, les rebelles du M23 (force négative liée avec l'ADC Ikibiri au Burundi) qui ont attaqué Goma, ont poussé plus de 100 000 citoyens Congolais à fuir leurs maisons. L'idée est de sortir la RDC Congo de son processus démocratique et de pousser vers le projet de balkanisation de cette immense pays riche africain. Qui sont les puissances financières derrière ce drame que vit la RDC Congo ?"

Le ministre de l'intérieur burundais, M. Edouard NDIKUMANA , a rappelé lors de la rencontre que en tant que - coalition politique-, l'ADC/Ikibiri (active en RDC Congo comme force négative selon des rapports de l'ONU) n'est pas reconnues par la loi en vigueur au Burundi.
Il a annoncé que bientôt, il faudrait nommer au poste du chef de l'opposition une organisation. Selon les bruits qui courent, pour se conformer au résultat démocratique des derniers scrutins de 2012, ce poste devrait revenir à la 2ème force politique burundaise, le FNL.

DAM, NY, AGNEWS, le 27 novembre 2012

ADC-IKIBIRI => MSD + FNL avec le M23 en RDC => RWANDA

Burundi: L'alliance entre l'ADC IKIBIRI et le M23

http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2012/11/m23_RDC.jpg
Photo du colonel Makenga (avec RWASSA du FNL en RDC Congo) et ses hommes du M23, le 8 juillet 2012. REUTERS/James Akena

Selon un rapport de l'ONU publié le 12 octobre 2012 [1] , l' "ADC IKIBIRI" (MSD et FNL) s'est allié avec le M-23 soutenu par le Rwanda et l'Ouganda. Il s'agit d'une alliance financière et militaire.

Des combats intenses entre les FARDC et le M23 ont lieu dans la zone de Kibumba, frontalière du Rwanda, poussant des milliers de civils à fuir. Les Casques bleus de l'ONU, avec les FARDC, tentent de stopper l'avancée de la rébellion qui se rapproche de Goma, avec des hélicoptères de combat... A Bujumbura, on vient d'assister à un changement au niveau des services de sécurités. Désormais, le problème M-23 inquiète !

Depuis 2010, des partis politiques burundais (MSD - CNDD - FRODEBU - FNL) qui ont perdu les élections démocratiques se sont regroupés dans une alliance - ADC Ikibiri -. Cette organisation essaie depuis de mettre en place une rébellion en place afin de remettre en question le processus démocratique et de relancer des négociations de partage du pouvoir ... Mais en vain ! Le gouvernement démocratique

burundais a un soutien indéfectible de sa population.
Suite aux échecs d'implantation d'une rébellion intérieur au Burundi, une tentative d'implantation en Tanzanie (avec couverture médiatique -voir affaire Hassan Ruvakuki [journaliste RFI/BONESHA]-) a échoué. Ce dernière avait été précédée par une autre tentative en RDC (avec couverture médiatique France 24) ...
Il y a quelques jours des bandits armées [2] ont tenté de perturber la sécurité à Cibitoke. Les forces de sécurités burundaises les ont arrêté, grâce à une vigilance de la population burundaise à la frontière avec la RDC. Ces perturbations sécuritaires ont été revendiquées par un groupe inconnu (lié à l'ADC IKIBIRI).

- En RDC, l' ADC Ikibiri (MSD-FNL), - force négative- qui participe au pillage et aux violences envers la population congolaise à l'Est de la RDC, serait déjà dans un processus judiciaire engagé par la justice congolaise auprès de la Cour Pénale Internationale de la Haye (CPI).
- Au Burundi, grâce à la bonne coopération militaire RDC-Burundi, l'Etat arrive à sécuriser les provinces frontalières.
Des procès judiciaires ont eu lieu ou sont en cours contre des membres de ces groupements de terreur vis à vis des populations civiles burundaises et congolaises. La justice burundaise est freinée de manière permanente à cause de la pression de lobbies internationaux (via des réseaux politiques, médiatiques et de droits de l'homme).
- A plus grande échelle, il serait souhaitable que l'ONU puisse aider à poursuivre judiciairement les financiers puissants de ces groupements terroristes qui sévissent dans la région en vivant du pillage des matières premières en RDC.
L'ONU et l'EAC (East African Community) devraient, ensemble, tenter de résoudre - le conflit Rwandais - qui pèse sur toute la Région des Grands Lacs depuis le Génocide de 1994.

Notes :

[1] Letter dated 12 October 2012 from the Group of Experts ont the Democratic Republic of Congo adressed to the Chairman of the Security Council Committee established pursuant to resolution 1533(2004) concerning the Democratic Republic of the Congo (DRC-GOE-Final-Report-12-October-12-1-1-1.pdf).

[2] Voici quelques faits relatés par Radio Okapi (média de l'ONU en RDC) qui parle de la présence des FNL an RDC :

21 Aout 2012 : Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont capturé 2 rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL) et deux armes AK 47 au cours d'une attaque près d'Uvira (Sud-Kivu),selon le commandant du 1011è bataillon des FARDC, lieutenant-colonel Omari. «On ne sait pas avec quel groupe armé local ces rebelles collaborent dans la région après la mort du chef milicien Baleke qui les dirigeaient».
8 Octobre 2012 : A la clôture de sa mission à Uvira, le commandant des Forces

armées de la RDC (FARDC) chargé des opérations militaires au Sud-Kivu, le colonel Delphin Kahimbi, dément les rumeurs de la présence de l'armée burundaise des Forces de Défense National (FDN) sur le sol congolais.

« Donc il n'y a pas de déploiement militaire des forces burundaises sur le sol congolais. L'armée burundaise ne traverse pas le sol congolais quand elle veut pour traquer les rebelles des FNL au Congo »

Le colonel Kahimbi des FARDC explique que des équipes de renseignement congolaises avec des unités burundaises travaillent ensemble (sous commandement congolais) pour sécuriser leurs frontières.

Une de ces équipes de renseignements mixtes a débusqué une des planques d'armes importantes du FNL en territoire congolaise. Voici les propose du colonel Delphin Kahimbi : « Je confirme qu'il y avait 5 agents burundais chargés de vérifier les renseignements qui ont été fournis par les capturés au Burundi qui faisaient état de la cache d'armes vers Mutarule de quelques munitions et effectivement nous sommes tombés sur les armes des FNL qui sont cachés au bord de la rivière Luberizi grâce à cette mission ... Les opérations militaires conjointes qui sont menées c'est entre les deux armées et c'est dans le respect de l'espace territorial ».

Il faut rappeler que la RDC et le Burundi ont signé à Nairobi au Kenya un mécanisme de vérification conjointe de renseignements à leur frontière commune.

24 Octobre 2012 : Un groupe d'auto-défense a libéré 4 personnes enlevées le week end dernier au quartier Kakombe dans la cité d'Uvira par les rebelles burundais du Front national de libération (FNL). Les anciens otages, quatre garçons âgés de 15 à 19 ans, n'ont pas encore révélé les conditions de leur libération.

Des témoins affirment que les FNL exigeaient la libération de 4 personnes dont une femme, son bébé et deux combattants FNL détenus par les militaires congolais avant de libérer leurs otages.

Les combattants du groupe d'autodéfense qui ont libéré ces otages affirment avoir capturé 10 rebelles burundais qu'ils auraient conduits au 1111e bataillon des Forces armées de la RDC (FARDC).

29 Octobre 2012 : Des rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL) ont incendié 300 habitations construites en pailles dans 10 villages des hauts plateaux d'Uvira au Sud-Kivu, selon le chef de groupement de Bijombo, Dete Amisi. 7 civils Congolais ont été tués dont 5 femmes. Dans le village de Masango, les FNL protestaient contre la capture de leurs éléments par un groupe d'autodéfense populaire locale.

Ces assaillants FNL sont venus de Mushule et de la forêt d'Itombwe. Ils ont mis le feu sur les maisons, sur les objets ménagers et les ustensiles de cuisine. Ils ont ensuite emporté 4 vaches avant de se retirer à Ruhuha, un autre village situé sur la chaîne de Mitumba. Environ 3000 Congolais auraient fui vers d'autres villages plus sécurisés notamment Mukara, Katanga et Bikinga. Le commandant FARDC du 1111e régiment a déployé ses troupes à Rubarati, un autre village de moyens plateaux où s'est repliés le groupe d'autodéfense populaire.

DAM, NY, AGNEWS, le 18 novembre 2012.

CNDD-FDD

Burundi: Mois du Combattant Rundi mort pour sa Patrie.

Depuis 2006, désormais Novembre est devenu un mois de souvenir pour tous les Barundi (ou Burundais)... Celui de ces vaillants guerriers et combattants qui ont donné leur vie lors des batailles historiques pour défendre les Barundi. Ceux, donc on n'a pas pu rendre hommage en portant leur deuil ! Ce sont ces jeunes braves hommes et femmes -inconnus de la masse- qui se sont battus pour le Burundi,qui sont en ce moment mis à l'Honneur...

Petit rappel ... Novembre 1966, le colonel Micombero Michel, issue des Bahima Burundais, par un coup d'Etat militaire, met un terme au Royaume millénaire de l'Urundi (ou du Burundi) [1] . Ce sera dès lors le début du Génocide/régicide des Barundi ... La Dictature féroce des Bahima Burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya) va régner en maître pendant près de 40 ans et faire plus de 4,5 Millions de victimes Barundi [2]. Il faudra attendre Novembre 2003, la signature historique de l'Accord Globale de cessez le feu, matérialisant dans l'Histoire du Burundi, la victoire du CNDD-FDD sur la Dictature militaire burundaise après une décennie d'une guerre civile meurtrière [3].

Aujourd'hui, au Burundi, novembre 2012, le Burundais de tous les jours goûte la Démocratie ... Il s'agit d'une occasion particulière pour le parti CNDD-FDD burundais, formation politique dont est issue le très populaire président africain du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre, de rappeler que si il y a la Démocratie dans le pays, c'est en grande partie grâce à tous ces jeunes Barundi, issus majoritairement de cette formation politique, qui ont donné leur vie pour la Patrie notamment pendant la guerre civile burundaise …

Le Parti CNDD-FDD célèbre à cette occasion - la journée du Combattant Rundi (le 16 novembre) - dont les festivités s'étaleront toute cette semaine jusqu'au 17 novembre 2012. Ce sont des foules immenses de Barundi qui sont attendus dans les divers permanences de cette formation politique burundaise, éparpillées dans toutes les collines du Burundi.
Il s'agit de fêter l héroïsme de - ce combattant Rundi - demeuré inconnu pour le commun des mortels, qui a fait abnégation de sa vie et qui a permis de mettre notamment un terme à la Dictature.

Le Burundi a organisé depuis 2005, deux élections démocratiques en toute transparence ...

[1] L'Histoire du Burundi, http://www.burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm
[2] Le Génocide Régicide du Burundi, http://www.burundi-agnews.org/genocide.htm

[3] La Guerre civile du Burundi (Oct 1993 - Nov 2003), http://www.burundi-agnews.org/guerre_civile_burundaise_1993_2003.htm

DAM, NY, AGNEWS, le 15 novembre 2012.

CNDD-FDD

Burundi: Mme Angèle ou une Brigade Anti-Corruption en action

En ce mois de novembre, la Brigade Spéciale Anti-Corruption (BSAC) est sur le terrain ... Grâce à elle, en 2 heures de temps , Mme Angèle BARUMPOZAKO, Commissaire générale de la BSAC , vient de renflouer les caisses de l'Etat de 1 915 000 BIF (soit 1302 USD) d'amendes collectées sur le traffic routier.

La BSAC organise en ce moment des descentes sur terrain pour traquer la corruption aux abords du trafic routier. Elle souhaite attraper aussi bien les policiers véreux que les transporteurs corrupteurs.

Grâce à des sources policières, et avec l'aide d'officiers de police compétents, la BSAC est entrain d'appréhender la corruption sur les routes menant de la capitale vers l'intérieur du pays .
Selon la commissaire générale de cette Brigade Spéciale Anti-Corruption, Mme Angèle Barumpozako, des officiers de la Brigade anti-corruption ont opéré une descente sur les axes principaux menant à l'intérieur et ont constaté que de nombreuses fois ce sont les transporteurs qui corrompent la police de roulage à cause de documents réglémentaires non en règles.
Une opération surprise, réalisées par la BSAC, en 2 heures de temps, a permis de renflouer la caisse de l'Etat de 1 915 000 BIF (soit 1302 USD) . Il s'agissait d'amendes perçus des transporteurs non en règles.
La BSAC au Burundi a mis en place un numéro vert (Télephone : 22 27 54 54) qui permet à tout citoyen en cas de constat d'un acte de corruption d'appeler en toute discretion les agents anti-corruption.

La BSAC a été mise en place en 2006 par le gouvernement Nkurunziza, nom du très populaire président africain du Burundi. Aujourd'hui, la BSAC commence à porter ses fruits... La corruption est entrain de diminuer au Burundi, grâce aux efforts politiques notamment à S.E. Gervais Rufyikiri, vice président du Burundi en charge de l'économie burundaise, qui a fait de la lutte anti-corruption une de ses priorités.

DAM, NY, AGNEWS, le 13 novembre 2012

CNDD-FDD

Burundi: Le CNDD-FDD content de la conférence de Genève

Le parti CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie) , dont sont issus S.E. Nkurunziza Pierre, le très populaire président africain du Burundi, et, S.E. Rufyikiri Gervais, vice président du Burundi, est très content de l'issu de la conférence internationale des bailleurs de fonds du Burundi qui s'est déroulée à Genève les 29 et 30 octobre 2012. Pour lui, le signal est clair : La Communauté international est contente de la manière dont le Burundi est dirigé actuellement.

Ce succès enregistré à Genève montre que les partenaires du Burundi sont conscients des multiples efforts des Barundi et des difficultés importantes au niveau financier auxquelles le Gouvernement burundais, comme d'autres dans le monde, doivent faire face en ce moment.

Le Président du CNDD-FDD, l'Hon. Pascal Nyabenda, vient de féliciter S.E. le Président du Burundi, Pierre NKURUNZIZA pour l'image qu'il donne de son pays au monde entier et surtout aux Barundi. S.E Nkurunziza Pierre montre , au travers de ses initiatives en vue de sauvegarder la paix et la sécurité et surtout des travaux de développement engrangés, que le Burundais ,par nature, est un travailleur ...
Le CNDD-FDD a félicité S.E. Gervais Rufyikiri, vice président du Burundi, et toute la délégation qui a représenté le pays à la conférence de Genève pour avoir défendu avec succès le mérite du Burundi. Il faut rapeller que 2.6 Mds (Milliards) USD ont été promis pour la mise en œuvre du programme du CSLPII....

Le parti CNDD-FDD exprime sa profonde gratitude aux amis du Burundi, que sont les partenaires, pour l'objectivité et la générosité qu'ils ont témoignées au peuple burundais.

Depuis 2005, le Burundi est remis sur les rails grâce à cette volonté politique du CNDD-FDD qui s'est battu pour le retour de la démocratie dans ce pays d'Afrique.
Le CNDD-FDD s'est mis directement au travail en tentant :

- de décentraliser le Burundi, afin d'être plus proche des citoyens Barundi et à réduire, au maximum, la corruption issue du système étatique qui sort de 4 décénnies d'un centralisme fort découlant d'une des dictatures qui aura été la plus sanglante et plus féroce au 20ème siècle. La Dictature des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya) a fait plus de 4.5 Millions de victimes Barundi en près de 40 ans de pouvoir interrompu en novembre 2003 avec la fin de la guerre civile burundaise, signifiant la victoire des Démocrates Barundi (qui sont les fils de l'ancien royaume millénaire de l'Urundi) ;

- de moderniser tout le système socio-économique burundais (C'est à dire en modernisant le système éducatif; en encourageant l'esprit d'initiative, et modernisant la gestion du territoire nationale).

Aujourd'hui, c'est cette politique en cours qui est encouragé par les bailleurs de fonds, amis du Burundi.
DAM, NY, AGNEWS, le 6 novembre 2012.

CNDD-FDD

Communiqué de presse du 3 novembre 2012 du parti CNDD-FDD sur la Conférence de Genève du 29 et 30 octobre 2012.

1. Le Parti CNDD-FDD a accueilli avec beaucoup de joie les conclusions de la Conférence Internationale des bailleurs de Fonds du Burundi qui s'est déroulée à Genève les 29 et 30 octobre 2012. Les succès enregistrés prouvent que les partenaires du Burundi sont conscients des multiples efforts des burundais et des multiples difficultés financières auxquelles le Gouvernement Burundais fait face.

2. Le Parti CNDD-FDD félicite le Président de la République, Son Excellence Pierre Nkurunziza pour son leadership, ses initiatives en vue de sauvegarder la paix et la sécurité, ses travaux de développement, ce qui attire la Communauté Internationale qui ne cesse de décorer le Burundi.

3. Le Parti CNDD-FDD se réjouit du fait que tout au long de ses sept ans au pouvoir, la Communauté Internationale a toujours pris note avec satisfaction de nombreuses réformes entreprises par le Gouvernement conduit par le Président de la République Son Excellence Monsieur Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi en vue de redonner le souffle à l'économie burundaise.

4. Le Parti CNDD-FDD saisit cette occasion pour féliciter la délégation conduite par son Excellence Gervais Rufyikiri à la Conférence de Genève pour avoir défendu avec succès le mérite du Burundi. En outre, le Parti CNDD-FDD rend un vibrant hommage au Président de la République et son Gouvernement pour cette embellie qui soigne l'image du Burundi dans le concert des nations.

5. Le Parti CNDD-FDD exprime sa profonde gratitude aux amis du Burundi que sont ses partenaires pour l'objectivité et la générosité qu'ils ont témoignées au peuple burundais.

6. Le Parti CNDD-FDD tient beaucoup à féliciter les organisations de la société civile

burundaise et les partis politiques dits de l'opposition pour avoir fait preuve de patriotisme en mettant en avant les intérêts du peuple burundais

7. Le parti CNDD-FDD félicite les corps de défense et de sécurité pour avoir éradiqué le banditisme, car, n'eut été leurs efforts, le Burundi n'aurait pas enregistré ces résultats fort louables car leurs actions ont amélioré le climat des affaires au Burundi

8. Le Parti CNDD-FDD soutient que cette enveloppe soit bien gérée au profit du développement du pays et de la population tout entière.

9. Le Parti CNDD-FDD félicite enfin tous les Burundais pour avoir tourné le dos aux apôtres de la violence et les invite à redoubler d'ardeur en s'adonnant aux travaux de développement. Le Parti CNDD-FDD appelle toute la population à la sauvegarde de la paix et de la sécurité.

OCTOBRE 2012

CNDD/FDD

Le parti CNDD-FDD fête, en grandes pompes, sa récente victoire
Bujumbura le 1er octobre 12 (SurviT-Banguka)
Comme prévu, c'est ce 29 septembre que le parti présidentiel, CNDD-FDD a commémoré le deuxième anniversaire de sa victoire aux élections générales de 2010. Le président du conseil des sages dudit parti et Chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza a célébré cet événement au chef-lieu de la commune Mwakiro en province de Muyinga. Il était entouré d'une poignée de grosses légumes du parti, en l'occurrence Pascal Nyabenda (président) ainsi qu'une foule de militants venus des provinces du nord du pays à savoir ceux de Kayanza, Ngozi, Kirundo et Muyinga.
Au même moment, le vice-président du parti, Joseph Ntakarutimana,, présidait les mêmes festivités au chef-lieu de la commune Bukinanyana de la province de Cibitoke où s'étaient donnés rendez-vous les militants des provinces de Bujumbura rural, Bujumbura mairie, Cibitoke et Bubanza.
Au-delà des différents propos aux aspects pompeux et plutôt démagogiques, cet événement reste marqué, d'abord, par une sévère mise en garde adressée aux militants du parti qui, pour mauvaise conduite, en ont été momentanément exclus. « Nous savons qu'il y a de nombreux militants du parti, de la base au sommet, qui ont perdu la qualité de membres du parti CNDD-FDD parce qu'ils n'ont pas pu respecter l'idéologie et le règlement d'ordre intérieur de ce parti, nous leur donnons une deuxième chance, à eux de demander, par une lettre écrite, des excuses, dans un délai qui ne dépasse pas deux mois, après cette période, de sérieuses sanctions seront prises à leur endroit », a tempêté le Président du conseil des sages (au CNDD-FDD) et de la République, Pierre Nkurunziza. La même mise en garde a été sévèrement formulée par le vice-président du parti à Cibitoke.
... Ensuite, cet événement a été marqué par un défilé monstre exécuté par les anciens combattants de l'ex mouvement rebelle CNDD-FDD... Enfin, la journée du 29 septembre 12 était une belle occasion de dresser le bilan de la campagne de recrutement de nouveaux militants du parti. Plus de 27000 militants auraient récemment rejoint ce parti. « C'est une campagne que nous allons poursuivre jusqu'en 2015 au moment des prochaines élections générales », a déclaré Joseph

Ntakarutimana, vice-président du parti CNDD-FDD.

ADC IKIBIRI / MSD => Lien M23 RDC Congo - RWANDA

Sale temps pour les Congolais d'origine burundaise au Kivu
Bujumbura le 3 octobre 12 (SurviT-Banguka)
Les médias ont fait choux gras des vicissitudes des milliers de Congolais qui affirment être d'origine burundaise tout en étant installés dans la région du Kivu. Mais le gouvernement burundais a curieusement gardé un silence assourdissant, alors que des gens qui affirment avoir des origines burundaises sont traqués, tués ou, dans le meilleur des cas, dispersés. «Nous avons fui une guerre violente qui opposait les Congolais d'origine burundaise à ceux de la communauté des Bafulero à celles des Barundi établie dans la plaine du Kivu dans la partie du Congo depuis des années ».
A l'origine de ce mystérieux conflit se trouve une forte aversion ethnique. Les Bafulero ont remis en cause le système royal qui régit la gouvernance locale dans la partie des Congolais d'origine burundaise et à forte connotation ethnique tutsie. Ils voulaient en effet se faire sacrer Princes alors que logiquement et dans l'imaginaire collectif des Congolais d'origine burundaise, l'on naît Prince au lieu de le devenir. Ainsi, les Monarques qui y tiennent le haut du pavé sont-ils des descendants directs du Roi Ndabagoye III.
Mais au-delà de ce conflit de gouvernance plutôt structurelle, la question de fond reste davantage liée au contexte. Ou plus exactement à l'évolution de la situation au Nord Kivu où les combattants du m23 gagnent du terrain et affirment déterminés à protéger la communauté tutsie, en l'occurrence les Banyamulenge, que le pouvoir central tend à littéralement étrangler.

UPRONA

La tête illégale de l'UPRONA se soumet volontiers au système CNDD-FDD
Bujumbura le 15 octobre 12 (SurviT-Banguka)
Fortement contestée de l'intérieur par une frange de militants qui estiment que la direction légale du parti revient toujours au comité élu en 2009 et qui carburent pour la réhabilitation du parti, l'aile prétendument pilotée par l'honorable Charles Nditije vient probablement de signer un pacte d'alliance avec le parti présidentiel, CNDD-FDD. Tout devrait se savoir dans les jours qui viennent. Notamment au moment de l'approbation des membres de la commission électorale nationale indépendante, CENI, ou encore au sujet de la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle, CVR. Les députés/sénateurs UPRONA, mis à part quelques « irréductibles » qui tiennent farouchement au respect de la loi, devraient acclamer sans se faire prier deux fois la proposition du parti au pouvoir.

FNL

Emmanuel Miburo se dit déjà chef de file de l'opposition
Bujumbura le 12 octobre 12 (SurviT-Banguka)
Alors que le projet de loi sur l'opposition politique n'a franchi que le cap de l'Assemblée Nationale, Emmanuel Miburo, Président du parti FNL (aile soumise au parti présidentiel, CNDD-FDD) se sent déjà pousser des ailes. Dans la peau d'un chef de file de l'opposition. Simplement parce que le parti FNL d'Agathon Rwasa que le Ministre lui a mis sous son contrôle après avoir écarté avec fracas le bouillant rebelle Agathon. « Je salue l'approbation de ce projet de loi par l'Assemblée Nationale et tout semble indiquer que je serai le porte-drapeau des partis de l'opposition avec tous les avantages y afférents, je le dis parce que comme vous le savez, il n'y a aucun parti qui a le même poids que nous, excepté le présidentiel, CNDD-FDD », a fraîchement réagi Emmanuel Miburo, dès l'annonce de l'approbation, par les députés burundais, du projet de loi régissant l'opposition au Burundi.
Il n'exclut pas de collaborer, en cela, avec les partis ligués dans l'Alliance des Démocrates pour le Changement, ADC-Ikibiri. Mais a priori, Emmanuel Miburo balaie d'un revers de la main l'idée selon laquelle une autre grande figure de l'ADC-Ikibiri pourrait lui voler la vedette. Manifestement, Emmanuel Miburo mise sur les avantages qui lui reviendra, de jure, en tant que chef de file de l'opposition. Les plus alléchants sont, notamment, les suivants : « s'il n'est pas membre du parlement, le chef de l'opposition jouit d'une immunité contre les poursuites pénales pour les actes rentrant dans l'exercice de sa fonction. Il ne peut être mis en accusation que par le Procureur général de la République et il est justiciable devant la Cour suprême (art.16) » ou encore « le chef de l'opposition a droit notamment : aux considérations protocolaires lors des cérémonies et réceptions officielles, fait partie des délégations nationales conduites par le président de la république, de l'assemblée nationale ou du sénat lors des fora internationaux et a un véhicule protocolaire et des frais de fonctionnement (art.18) ». C'est à se demander ce qu'il a encore à envier à ceux qui sont au pouvoir.
Pour revenir sur le projet de loi, deux députés se sont gardés de l'approuver.

UPRONA (Aile EDH)

Selon l'honorable Popon Mudugu, issu du part UPRONA (mais proche de l'aile de la réhabilitation), c'est un projet de loi (sur l'opposition politique) qui accuse beaucoup d'imperfections. « A l'heure actuelle il faudrait plutôt que le gouvernement s'attelle à créer un climat propice au retour des leaders politiques aujourd'hui en exil, à la sécurisation de tous les citoyens car aujourd'hui, nul n'ignore que les exécutions extrajudiciaires commises sur instigation du pouvoir par les membres des corps de défense et de sécurité, les démobilisés et les jeunes Imbonerakure, mettent à mal la démocratie Burundaise », indique-t-il avant d'ajouter qu'au moment de l'élaboration de ce projet de loi, les partis politiques de l'opposition en ont été écartés à savoir le

FNL, l'UPD, le MSD et l'UPRONA. Les vrais opposants au pouvoir CNDD-FDD estiment en outre que le parti présidentiel s'active, par le biais du ministre de l'Intérieur, à diviser les partis politiques qui se refusent de venir des partis satellites/vassaux du CNDD-FDD. « Cela n'est plus qu'un secret de polichinelle, vous n'avez qu'à voir combien un litige entre l'Uprona de la réhabilitation et l'Uprona de Kumugumya ne trouve pas d'issue à cause du pouvoir », a t-il souligné.

ADC IKIBIRI / FRODEBU

De son côté, le président de l'Alliance Démocratique pour le Changement, Léonce Ngendakumana, indique encore que le pouvoir de Bujumbura se fabrique une opposition politique pour montrer à la communauté internationale que tout va bien au pays notamment, précisément à quelques jours de la conférence des bailleurs de fonds, attendue à la fin du mois d'octobre de cette année à Genève. « L'article 84 de la constitution stipule que les partis politiques s'organisent de leur façon, le ministre n'aurait pas dû mettre en place une autre loi s'il n'avait pas l'intention de supprimer les partis qui dérangent, mais je suis pertinemment convaincu qu'il n'y arrivera pas », conclut Léonce Ngendakumana.

UPRONA (Aile EDH / SurviT-Banguka) vis à vis du CNDD-FDD

Les jeunes miliciens Imbonerakure s'en prennent aux policiers ... Notamment à Gitega, centre du pays, où l'OPC2 Dieudonné Ndayishimiye, chef de poste à Mushasha et ses environs, vient d'être battu à mort alors qu'il vaquait à sa patrouille nocturne ordinaire, juste pour s'assurer que les hommes en uniforme qui sont sous son contrôle s'acquittent correctement de leur mission... Et les policiers dans le collimateur ont ceci de commun qu'ils sont de l'ethnie tutsie. D'aucuns craignent des réflexes ethniques... D'aucuns l'avaient déjà prédit; au vu des multiples exactions des jeunes Imbonerakure dont sont constamment victimes les militants de l'opposition ou tous ceux qui ne portent pas à cœur le parti présidentiel, CNDD-FDD.

UPRONA

La police disperse les militants de l'UPRONA en commune Mugamba
Bujumbura le 8 octobre 12 (SurviT-Banguka)
C'est ce dimanche que les membres du comité communal de l'UPRONA, aile se réclamant de la réhabilitation de ce parti, devraient organiser leur réunion au chef-lieu de la commune Mugamba province de Bururi. La réunion était initialement autorisée

par l'administration communale. Mais à leur grande surprise, les membres du comité communal ont trouvé le lieu, où devrait se dérouler cette réunion, quadrillé par un cordon de policiers lourdement armés. L'administrateur communal a eu beau leur expliquer que la réunion avait été préalablement annoncée et autorisée par les instances habilitées, les policiers ont refusé de fléchir. Craignant pour leur sécurité, les militants de l'UPRONA ont naturellement rebroussé chemin. La rage au cœur. Ils y voyaient en effet la main du premier vice-président de la République, Térence Sinunguruza, déterminé à user de tous les moyens pour persécuter ceux qui rêvent encore d'un parti UPRONA réhabilité, affranchi de toute vassalisation au parti présidentiel, CNDD-FDD.

UPRONA vis à vis du CNDD-FDD

Le récent défilé des démobilisés FDD embarrasse les acteurs sociopolitiques
Bujumbura le 5 octobre 12 (SurviT-Banguka)
A l'occasion de la commémoration du 2ème anniversaire de la 2ème victoire du parti CNDD-FDD, plusieurs centaines d'anciens combattants démobilisés ont, dans quatre coins du pays, procédé à un défilé paramilitaire. Avec des attributs des militaires en activité. Le chef de l'Etat a personnellement assisté à ce show atypique dans la province de Muyinga. Le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, a également assisté et passablement applaudi le corps défilant, inattendu, cela va sans dire. Ils s'étaient bien entraînés, des semaines durant, enfermés dans des stades que le Chef de l'Etat a fait construire dans son emballement pour les activités sportives.
Le lendemain, des interrogations fusaient de partout. Des civils, fussent-ils des anciens combattants démobilisés, ont-ils le droit de défiler en uniforme militaire. Comme à son habitude, le Chef de l'Etat se mure dans un silence assourdissant. Mais à travers son chef de cabinet, le ministère de l'Intérieur a dédramatisé la situation en parlant de quelques démobilisés ayant défilé avec de vieilles tenues militaires, avec des T-shirts estampillés CNDD-FDD.

ADC IKIBIRI / FRODEBU vis à vis du CNDD-FDD

Du côté des acteurs politiques, c'est une totale consternation. Le parti au pouvoir se prépare à la guerre et active ses bataillons dormants. Selon Léonce Ngendakumana, président de l'Alliance Démocratique pour le Changement et du parti FRODEBU, le ministère de la défense nationale et des anciens combattants a manqué à ses responsabilités en laissant certains démobilisés défiler en uniformes militaires et policières. « ce comportement risque d'avoir des conséquences lourdes sur les élections de 2015; les ex-combattants sont aujourd'hui confondus avec les forces de l'ordre et de la sécurité à cause de la complicité du ministre de l'intérieur. Cela augure une histoire macabre semblable à celle du Rwanda et de la Cote d'Ivoire », a-

t-il souligné.

UPRONA vis à vis du CNDD-FDD / les jeunes Imbonerakure

Quoi que délinquants avérés, les jeunes Imbonerakure sont massivement relaxés à Bubanza

Bujumbura le 3 octobre 12 (SurviT-Banguka)

Plus militant du parti au pouvoir que le procureur de la République en province de Bubanza, on meurt. Ce magistrat/militant vient en effet d'ordonner la relaxation d'une foule de jeunes Imbonerakure qui avaient été récemment mis au noir par la commission ad hoc chargée d'enquêter sur les exactions extrajudiciaires.

Pourtant, ces délinquants multirécidivistes inféodés au parti présidentiel sont notoirement comptables de plusieurs exactions (dont des mises à mort gratuites). Parmi ces jeunes miliciens qui recouvrent la liberté se trouve un certain Audace Ndayiragije, Président de la Ligue des jeunes Imbonerakure dans toute la province da Bubanza. Il avait personnellement plaidé coupable dans le meurtre d'un paisible citoyen.

Aussitôt relaxés, les jeunes qui avaient été mis sous les verrous ont repris leur sale besogne consistant à intimider/terroriser avec davantage d'arrogance les militants des autres partis politiques.

Cette libération a suscité un tollé de protestation au niveau de l'opinion, que ce soit à Bubanza ou dans le reste du pays. La décision du procureur est à la fois curieuse et inquiétante.

ADC IKIBIRI / FRODEBU vis à vis du CNDD-FDD

Selon le vice-président du parti FRODEBU, Frédéric, Bamvuginyumvira, le procureur a mordu à l'hameçon. Car le parti au pouvoir qui instrumentalise à souhait ces jeunes miliciens lui a certainement miroité quelques avantages, en l'occurrence une promotion. « C'est honteux, car ces jeunes libérés sont de véritables criminels, nous pensons que toutes les forces vives du pays devraient se liguer comme un seul homme pour barrer la route à ces fauteurs de trouble qui risque de replonger le pays dans le chaos », confie-t-il.

SEPTEMBRE 2012

UPRONA / DIASPORA / UK

UPRONA : "Putsch politique organisé par Térence Sinunguruza"
@rib News, 19/09/2012
MISE AU POINT SUR LE RETOUR A LA LEGALITE CONSTITUTIONNELLE AU SEIN DU PARTI UPRONA.
Par Pacelli Ndikumana
A l'issue d'une convocation illégale du Congrès National du Parti Uprona qui s'est tenu le 16 Septembre 2012, les participants à ce congrès ont élus M. Charles Nditije comme Président, M. Felix Mboneko comme Vice-Président et enfin Gaston Sindimwo comme Secrétaire Général du Parti.
Il est important de signaler que conformément au jugement rendu par la Chambre administrative de la Cour Suprême, les Congrès communaux et provinciaux qui ont précédé ce congrès sont illégaux et par conséquent les invités au Congrès national de l'Uprona n'avaient aucune qualité et aucun pouvoir pour représenter les membres du Parti. Ce Congrès est donc illégal et les décisions ou mesures qui résultent de ce congrès sont nulles et de nul effet. Par conséquent, les personnes qui ont été élues comme Président, Vice-Président et Secrétaire Général n'ont aucune qualité et aucun pouvoir pour représenter le Parti.

ADC IKIBIRI / FNL (le Général Aloys Nzabampema)

Les FNL déterrent la hache de guerre contre le régime CNDD-FDD
RFI, 04 septembre 2012
Burundi : un chef des ex-rebelles du FNL annonce la reprise des hostilités
Au Burundi, un des chefs historiques des ex-rebelles des Forces nationales de libération, les FNL, a annoncé, lundi 2 septembre 2012, par un communiqué de presse que l'état-major militaire de l'ex-mouvement rebelle a décidé de reprendre les armes contre Bujumbura.
Pour preuve de son sérieux, ce commandant rebelle qui se présente désormais comme

le chef d’état-major des FNL, a revendiqué une attaque d’une position de l’armée et des tirs de roquettes contre l’aéroport international de Bujumbura dimanche. L'armée reconnaît une attaque mais loin de ce site stratégique.

ADC IKIBIRI / FNL (le Général Aloys Nzabampema)

Des ex-rebelles burundais déclarent la guerre au gouvernement
@rib News, 03/09/2012 – Source Reuters
Un ancien groupe de rebelles hutus du Burundi a déclaré lundi la guerre au gouvernement burundais et demandé la démission du président, ce qui fait craindre un nouvel accès de violence dans ce pays pauvre de l'Afrique des Grands lacs.
Ce groupe, les Forces nationales de libération (FNL), avait déposé les armes en 2009 et rejoint le gouvernement après deux décennies d'une guerre civile particulièrement meurtrière.
Mais, dans un communiqué adressé à la presse locale et internationale, le groupe des FNL affirme que plusieurs centaines de ses membres ont été tués par les forces de sécurité burundaise depuis les élections de 2010 et annonce son intention de contre-attaquer.

ADC IKIBIRI / FNL (le Général Aloys Nzabampema)

Burundi : attaque contre une position de l'armée près de la capitale
@rib News, 03/09/2012 – Source Xinhua
Des hommes armés ont attaqué dimanche soir une position de l'armée burundaise située dans la province de Bujumbura, attaque qui n'a pas fait de dégâts, a indiqué lundi le porte-parole de l'armée burundaise, le colonel Gaspard Baratuza.
« Il n'y a pas eu de dégâts humains ni de dégâts matériels », a déclaré le colonel Baratuza. Il a indiqué que l'attaque a eu lieu une localité située dans la réserve naturelle de la Rukoko et à moins de 15 km de Bujumbura, capitale burundaise.
« Il n'y a pas eu d'affrontement ouvert puisque les coups de feux ont duré quelques minutes. Estimé à moins de 10 personnes, ce groupe n'a pas pu tenir et a rebroussé chemin », a ajouté le porte- parole de l'armée burundaise.
Dans la même localité, des embuscades ont été tendues la même nuit contre des véhicules par des hommes armés inconnus. Le véhicule d'un ancien sénateur a été endommagé.
L'attaque de dimanche soir a coïncidé avec un communiqué distribué dans les différentes rédactions des médias burundaises par l'ancien mouvement rebelle FNL Ubugaboburihabwa, branche armée du parti FNL d'Agathon Rwasa en exil.
Dans le communiqué, le mouvement a déclaré que ses membres viennent de décider

de prendre les armes pour combattre le pouvoir du parti CNDD FDD.
Le porte-parole de l'armée burundaise a minimisé ce communiqué, se contentant de dire qu'à voir la force que ce mouvement a, il n'y a pas à s'inquiéter.

ADC IKIBIRI / FNL (le Général Aloys Nzabampema)

Qui est réellement derrière la déclaration de guerre au nom des FNL ?
RFI, 05 septembre 2012
Confusion au Burundi après l'annonce de la reprise des hostilités des FNL
Le général Aloys Nzabampema, chef d'état-major des ex-rebelles des FNL, les Forces nationales de libération, première rébellion hutue du Burundi, vient d'annoncer la reprise de la guerre contre le gouvernement de Pierre Nkurunziza du Cndd-FDD, un parti issu de la principale rébellion hutue du Burundi. Le porte-parole des FNL nie de son côté une quelconque intention du mouvement de reprendre les armes.
La signature d'un accord de cessez-le-feu entre le leader historique des FNL, Agathon Rwasa, et le pouvoir burundais dirigé par le président Pierre Nkurunziza du Cndd-FDD, en 2006, n'est pas parvenue à mettre fin à la rivalité entre les deux principales forces politico-militaires issues de l'ethnie majoritaire au Burundi, loin de là.

UPRONA

-@rib News, 05/08/2012 Selon son président, à partir du 16 septembre de ce mois le parti Uprona aura de nouveaux dirigeants. Bonaventure Niyoyankana annonce cela au moment où il vient de fixer à cette date la tenue du congrès national de ce parti. Pourtant, les membres du courant dit "de réhabilitation" de ce parti font savoir que ce congrès n'en est pas un. Evariste Ngayimpenda demande au ministre de l'Intérieur de ne pas autoriser la tenue de ce congrès pour ne pas cautionner les actions d'un petit groupe d'upronistes mal intentionnés. Selon Jean Baptiste Manwangari, c'est un pseudo-congrès qui ne vise qu'à déshonorer le parti Uprona. Il précise par ailleurs que la date du congrès et les points à l'ordre du jour sont fixés par le comité exécutif. Mais, il y a une année que ce comité ne se réunit plus à cause du président du parti. [Bonesha/Rpa/Isanganiro/Télé-Renaissance]

ADC IKIBIRI / FNL (le Général Aloys Nzabampema)

Embuscade routière d'hommes armés au Burundi

Sécurité
PANA, 03 septembre 2012
Bujumbura, Burundi - Un véhicule d'un ancien député fait partie du convoi qui a été attaqué et endommagé par des individus armés non encore connus dans la nuit de dimanche à lundi sur la Route nationale numéro 5 (RN5) reliant le Nord-ouest du Burundi à Bujumbura, la capitale du Burundi, a appris la PANA de source sécuritaire dans la région.
Les auteurs de l'embuscade étaient armés de fusils et de grenades dont ils se sont servis pour tendre l'embuscade à un convoi de véhicules au niveau de la localité de Buringa, située dans la province de Bubanza, à une trentaine de kilomètres au Nord-ouest de Bujumbura.
Selon le commissaire de Police à Bubanza, Nzeyimana Remegie, l'un des véhicules qui a été le plus endommagé appartenait à un ancien député de la région, Anatole Manirambona.
Une autre attaque armée a eu lieu dans la même nuit de dimanche à lundi, cette fois, contre une position policière de Rukoko, une réserve naturelle également proche de la capitale burundaise.
Du côté des corps de défense et de sécurité, on attribue généralement ce genre d'attaques et embuscades à des groupes de "bandits armés".
L'armée burundaise avait revendiqué, au cours du mois de juin, le démantèlement d'un groupe d'une cinquantaine d'hommes armés qui s'étaient infiltrés dans la Kibira, une autre réserve naturelle du Nord-ouest du Burundi, en provenance de la République démocratique du Congo voisine, sur fond de rumeurs dans l'opinion de l'existence d'une rébellion en gestation.
Certaines radios privées ont encore jeté le trouble dans l'opinion, en rapportant, lundi, qu'un général des Forces nationales de libération (FNL, ex-rébellion), Aloys Nzabampema, projetait de relancer les hostilités contre le pouvoir en place au Burundi.

ADC IKIBIRI / FRODEBU (les Imbonerakure du CNDD-FDD)

L'ADC-Ikibiri menace d'appeler sa jeunesse à calmer les ardeurs des Imbonerakure
Bujumbura le 25 septembre 12 (SurviT-Banguka)
Depuis quelques jours, le parti présidentiel, CNDD-FDD, organise des méga réunions dans différentes communes du pays pour, prétend-il, accueillir de nouveaux adhérents. A l'occasion, plusieurs milliers de citoyens, hommes et femmes, affluent vers les lieux de réunions et se déclarent publiquement comme étant de nouveaux militants du parti qui ont été séduits par son idéologie et qui apprécient bien ses réalisations depuis qu'il est aux affaires en août 2005.
Mais ce flux massif de la population et ses témoignages surréels contraste avec le gâchis ambiant et tous azimuts, né des multiples dérapages du pouvoir CNDD-FDD. Que ce soit au niveau du pillage éhonté des deniers publics, des exécutions

extrajudiciaires ou autres violations des droits humains.
Liquéfiés par ce saisissant contraste, les leaders de l'opposition ont donc pris l'initiative de fouiner sur les dessous de ces réunions organisées en grandes pompes dans toutes les communes du pays.
Ils ont écouté les participants et le constat est plus qu'amer. « C'est incroyable : la vérité est que le parti a exhorté ses jeunes Imbonerakure, miliciens du CNDD-FDD, pour terroriser les gens en les forçant d'aller participer à ces réunions et d'annoncer officiellement leur adhésion au parti. Ceux qui ne s'exécutent pas sont menacés de lynchage, de licenciement, etc.; pour moi il ne s'agit pas des opérations de recrutements ou d'une campagne anticipée comme on pourrait le croire; c'est plus dangereux que cela car les jeunes Imbonerakure créent un véritable climat de terreur sur tout le territoire », a fait remarquer Léonce Ngendakumana, président du parti FRODEBU et de l'ADC-Ikibiri.
Au cours d'une des ces réunions embarrassantes tenues le week-end dernier à Rumonge, Victor Burikukiye, vice-président du CNDD-FDD, a ouvertement exhorté les jeunes Imbonerakure à veiller à la sécurité sur toutes les collines du pays. Ce qui, pour l'ADC, constitue un appel à la violence organisée.
Face à ce climat de terreur et de vraie fausse campagne de recrutement de nouveaux adhérents, les leaders de l'ADC-Ikibiri menacent de redresser la situation en mettant en scènes la jeunesse de leurs militants. « Nous allons inciter nos jeunes à en faire de même car le feu appelle le feu, nous ne pouvons pas laisser la situation se détériorer au jour le jour, sur instigation du parti au pouvoir », poursuit Léonce Ngendakumana.

ADC IKIBIRI / UPD-Zigamibanga

Sale temps pour les militants des partis de l'opposition
Bujumbura le 24 septembre 12 (SurviT-Banguka)
En province de Bubanza, le commissaire de police Réméggie Nzeyimana a récemment arrêté et mis en prison cinq personnes. C'était le 19 septembre 12. Elles sont toutes détenues à la prison de Gihanga. Officiellement, elles étaient soupçonnées de détenir illégalement des armes à leurs domiciles. Mais au bout d'une fouille-perquisition que la police a organisée à leur domicile, aucune arme n'a été trouvée.
Ce commissaire de police, comme bien d'autres à travers le pays, s'active à persécuter ceux qui n'acceptent pas d'intégrer son parti. C'est ainsi que dans le cas d'espèce, les personnes arrêtées militent ouvertement pour les partis FNL, MSD et UPRONA. En réalité, elles seraient coffrées parce qu'elles ont catégoriquement refusé d'intégrer le parti CNDD-FDD.
Le commissaire de police, Réméggie Nzeyimana, est aussi cité dans d'autres cas d'arrestation et d'assassinats extrajudiciaire des militants de l'opposition. En particulier les fidèles d'Agathon Rwasa (FNL).
Les leaders des partis de l'opposition, en particulier l'ADC-Ikibiri, lui demandent ouvertement de choisir entre la politique et la police. « Au lieu de veiller à la sécurité de tous les citoyens, ce policier s'affiche plutôt comme un militant zélé du CNDD-

FDD qui persécute à outrance les militants des autres partis politiques », a fait remarquer Chovineau Mugwengwezo de l'UPD-Zigamibanga.
Depuis quelques jours, le parti au pouvoir, CNDD-FDD, multiplie les réunions dans différentes provinces pour accueillir ses nouveaux adhérents. Le président du parti les présente comme des anciens militants des partis rivaux qui, par conviction, ont décidé de rejoindre le parti. Le Burundi s'approche inexorablement des nouvelles échéances électorales. En campagne électorale depuis août 2010 (clôture du processus électoral), le parti présidentiel, CNDD-FDD, redouble d'ardeur pour intégrer en son sein les militants des partis de l'opposition.
Au sud du pays, la police a dispersé, le 24 septembre, les militants du parti MSD qui voulaient tenir leur réunion au chef-lieu de la commune Mugamba, pour commémorer le 3ème anniversaire de l'agrément de leur parti. Mais leur réunion a finalement eu lieu, grâce à l'intervention de l'administrateur communal, Jean Claude Matunu, qui a fait comprendre aux policiers que la réunion n'avait rien d'illégal.

ADC IKIBIRI / FNL

Agathon Rwasa est dans l'embarras
Bujumbura le 21 septembre 12 (SurviT-Banguka)
En exil depuis près de deux ans, le leader du parti FNL est dans une situation assez embarrassante. Au niveau interne, ses militants lui vouent toujours un culte immodéré. Mais le pouvoir CNDD-FDD lui a radicalement volé le parti en le mettant sous son contrôle par le biais de ses propres pions, en l'occurrence un certain Emmanuel Miburo.
Sauf que la mayonnaise n'a jamais pu prendre, même si le pouvoir a, parallèlement, tout essayé pour fragiliser les éléments résiduels encore fidèles à Agathon Rwasa en mettant en branle une machine à tuer qui impliquaient démobilisés, militaires, policiers et autres jeunes Imbonerakure à travers tout le pays. Malgré cet irrésistible rouleau compresseur, ses fiefs historiques de Bujumbura rural, Bubanza, Cibitoke, etc. sont restés intacts et fidèles au vieux rebelle.
A quelques années de la relance d'un autre processus électoral, Agathon Rwasa est cependant dans ses petits souliers. Avec pleins de fans/militants sur terrain. Mais sans parti politique.
Le parti FRODEBU est conscient de cette situation. Tout comme ce parti de feu Melchior Ndadaye est pertinemment convaincu que sa besace de militants se vide quotidiennement et à vue d'œil. Que ce soit à la base ou au sommet. Seul Léonce Ngendakumana, président du parti et fer de lance de l'Alliance des Démocrates pour le Changement, ADC, tient encore le cou. Les autres ont cédé, depuis belle lurette, aux avances du parti CNDD-FDD au pouvoir. Ils ont alors tourné casque. Non par conviction mais par opportunisme ou instinct de survie politico/économique. A commencer par les gros poissons comme l'a récemment fait un certain Gérard Ngendabanka, alias Faurty (ancien procureur général de la République).
Pour tenter de sauver les meubles, le parti FRODEBU (ou ce qui en reste) s'attelle

donc à booster l'ADC-Ikibiri et à rassurer Agathon Rwasa de son soutien. A condition qu'en retour, Agathon Rwasa accepte de ne pas lui voler la vedette en prenant le lead de la coalition. Ce serait le rêve éveillé du FRODEBU. Au tournant de 2015, son destin politique est fatalement suspendu à ses rapports avec le FNL (détenteur de voix).
Ainsi, au moment où les acteurs sociopolitiques s'évertuent à demander un cadre d'échanges pour s'accorder sur certaines décision (révision de la constitution, de la loi électorale, mise en place de la CENI), le FRODEBU fait la moue et pose une autre condition supplémentaire : restituer le FNL à son patron naturel, en l'occurrence Agathon Rwasa. Le leader du FRODEBU va même au-delà, comme pour assurer ses arrières : il souhaite réhabiliter aussi un certain Chovineau Mugwengwezo, éjecté du parti UPD (nyakurisé tout comme le FNL). C'est ainsi qu'il a déclaré : « La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de mettre en place la CENI, cela vient en dernier lieu; on en parlera quand il sera question d'établir un chronogramme d'activités, mais aujourd'hui nous voulons un dialogue de fond et préalable à tous ces détails; nous disons qu'il faut remettre les parti FNL et UPD à leurs véritables responsables, et à ce niveau, je dois préciser par exemple que monsieur Agathon Rwasa doit être mis au même rang que les présidents des partis politiques qui sont en exil comme Alexis Sinduhije et Léonard Nyangoma, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui car dans l'entendement du pouvoir CNDD-FDD, Agathon Rwasa n'a pas de parti politique, cela doit d'abord changer », a fait remarquer Léonce Ngendakumana.
Ces derniers jours, une rumeur persistante faisait état d'un désengagement du FNL de l'ADC-Ikibiri. Mais Aimé Magera, porte-parole d'Agathon Rwasa, a catégoriquement nié les faits, tout en reconnaissant qu'il y avait, par moments, certains points de désaccords au sein de la coalition.

UPRONA / DIASPORA

- Actualité du 20.09.2012 / L'honorable Charles Nditije a du pain sur la planche ! - Théophile Bamwumva
[http://www.tutsi.org/act200912_hcnapslp.pdf]

UPRONA / DIASPORA / UK

Actualité du 20.09.2012 / MISE AU POINT SUR LE RETOUR A LA LEGALITE CONSTITUTIONNELLE AU SEIN DU PARTI UPRONA - Pacelli Ndikumana
[http://www.tutsi.org/act200912_maprlcspu.pdf]

UPRONA / DIASPORA

Actualité du 19.09.2012 / Le tout nouveau président de l'UPRONA se veut rassembleur

---

UPRONA / DIASPORA

Actualité du 18.09.2012 / Halte à la dérive dictatoriale du CNDD-FDD! - Théophile Bamwumva

---

UPRONA

Actualité du 17.09.2012 / L'UPRONA et son congrès de Gitega
L'UPRONA et son congrès de Gitega
Bujumbura le 17 septembre 12 (SurviT-Banguka)
En dépit d'une salve de protestations d'une bonne frange de ses militants et autres sympathisants, les leaders du parti UPRONA ont malgré tout organisé, ce 16 septembre 2012, son 4ème congrès ordinaire au chef-lieu de la province de Gitega. C'était pour renouveler ses organes dirigeants comme cela avait été préalablement annoncé par la direction du parti.
Mais c'était manifestement un congrès de la honte.Organisé en catastrophe et en violation de la loi. Car à la veille du jour « j », la chambre administrative de la cour suprême avait rendu son verdict et invalidé les congrès de ce parti organisés aux échelles communale et provinciale. La même cour avait décidé que la décision d'exclure une partie des leaders du parti UPRONA, du comité central, était nulle et de nul effet.
La décision de la cour est sans appel. C'est pourquoi le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, s'est empressé pour empêcher la tenue du congrès de Gitega. Avant que le Premier vice-président de la République, Térence Sinunguruza, un ardent défenseur de ses propres intérêts, ne décide de peser de tout son poids dans la balance en intimant au ministre de l'Intérieur l'ordre d'autoriser ledit congrès. Ce dernier s'est alors exécuté sans broncher. Tout en jurant de ne pas reconnaître les organes issus du congrès aussi longtemps que la cour suprême n'aura pas dit son dernier mot. Selon des sources proches de la première vice-présidence, Térence Sinunguruza aurait menacé de démissionner dans l'hypothèse où le congrès serait annulé. Il aura fallu la médiation du général Alain Guillaume Bunyoni pour forcer le ministre à changer de position.
Ainsi, toute honte bue, Térence Sinunguruza a violé la loi et supervisé ce congrès de la honte. Il y a même personnellement participé. Pour faire élire ses hommes. C'est ainsi que le député Charles Nditije, un hutu élu dans la circonscription de Burundi a gagné haut la main. Il a en effet été massivement élu à la présidence du parti UPRONA, contre son unique concurrent, André Ndayizamba, un tutsi élu aussi dans la circonscription de Bururi. La vice-présidence revient à Félix Mboneko, un tutsi originaire de la province de Muyinga. Le parti s'est doté d'un nouveau poste. Celui

de Secrétaire Général. Ce poste est revenu à Gaston Sindimwo, qui se prétend être un tutsi de la mairie de Bujumbura (commune urbaine de Nyakabiga). Mais en réalité, cet ancien agent de la REGIDESO à la formation approximative et lamentablement décousue, est de père congolais.
Aujourd'hui, certains poids lourds du parti ne s'en cachent pas : le congrès est illégal et a été initié en dehors du parti. Parmi ceux-là figure, au premier chef, Julien Nimubona, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Il se refuse de cacher sa déception. « j'y étais invité mais je ne pouvais pas y aller car c'est un congrès illégal, organisé par ceux qui se foutent de l'intérêt du parti mais qui s'attachent aux menus avantages du moment; je regrette qu'un parti historique comme l'UPRONA vole en éclats, terrassé par ceux qui se prétendent militer pour lui, moi j'ai eu l'honneur de représenter le parti dans les institutions mais je sais que c'est pour un temps, je dois défendre l'esprit du parti pour toujours, c'est cela qui compte et non le poste », a –t-il confié, la rage au cœur.
Le sénateur Emmanuel Nkengurutse (UPRONA) accuse aussi ouvertement le premier vice-président. « Nous avons des preuves suffisantes : c'est lui qui a organisé ce congrès en violation flagrante de la loi, et cela nous inquiète beaucoup car un tel leader qui n'arrive pas à réconcilier les membres de son parti n'arrivera jamais à faire respecter la loi dans le pays alors que c'est dans ses prérogatives en tant que premier vice-président de la République », a-t-il laissé entendre.

UPRONA

Actualité du 14.09.2012 / Cap sur le congrès ordinaire du parti UPRONA et le double langage du ministre de l'Intérieur

---

UPRONA / DIASPORA / AMERIQUE

Actualité du 13.09.2012 / Message de Monsieur Alphonse KADEGE
[http://www.tutsi.org/act130912_mak.pdf]

UPRONA / DIASPORA / BELGIQUE

Actualité du 13.09.2012 / Lettre ouverte à mon Président du Parti UPRONA, Gaspard KIROMBO (Coordinateur des Sections du Parti UPRONA à l'étranger)
[http://www.tutsi.org/act130912_loppu.pdf]

UPRONA & CNDD-FDD (CENI)

Pas de consensus autour des futurs membres de la CENI
Bujumbura le 12 septembre 12 (SurviT-Banguka)
Le temps que devrait durer la session extraordinaire du sénat et de l'assemblée nationale s'est finalement écoulé sans que les députés burundais aient pu s'accorder sur les noms des futurs membres de la CENI.
Le Chef de l'Etat devrait revoir sa copie. En prenant soin de gommer sur la liste, certains noms qui suscitent encore un sérieux désaccord, en l'occurrence l'ambassadeur Pierre Claver Ndayicariye (président de la CENI dont le mandat expire) et le commissaire Prosper Ntahorwamiye. Compte tenu du gâchis remarqué au cours du dernier processus électoral, rien ne milite en faveur de leur comeback, aux yeux des députés UPRONA.
Ce refus de valider la liste des candidats choisis par le Président burundais semble avoir offusqué le président du parti UPRONA, Bonaventure Niyoyankana et l'honorable Charles Nditije, député et porte-parole du groupe parlementaire UPRONA. En échange d'on ne sait quels menus avantages, ces derniers auraient bien juré aux leaders du parti présidentiel, CNDD-FDD, et probablement au président de la République, que la liste passerait comme une lettre à la poste.
Mais mal leur en a pris. Car ils se sont heurtés à un mur de refus des autres députés UPRONA.
Ainsi, bien que rien ne le présageait, le parti présidentiel aura bu jusqu'à la lie, cette fois, la coupe de l'humiliation. Et le Président du parti de jurer qu'on ne les y prendra plus. « Ce sont les députés du parti UPRONA qui ont fait piétiner les choses en refusant catégoriquement certains noms, dont Pierre Claver Ndayicariye et Prosper Ntahorwamiye; mais pour nous, c'est une leçon, cela montre encore une fois que la constitution de la République doit être revue de telle sorte que le parti qui a gagné les élections ait les coudées franches pour faire voter des lois sans attendre la position d'un parti comme l'UPRONA; dans tous les cas, à la prochaine occasion, nous allons valider la liste et le CNDD-FDD a suffisamment de voix pour faire avancer les choses », a confié Pascal Nyabenda, Président du CNDD-FDD.

UPRONA

L'aile radicale de l'UPRONA gagne trois procès coup sur coup
Bujumbura le 12 septembre 12 (SurviT-Banguka)
C'était inespéré mais c'est finalement gagné! A quelques jours de le tenue d'un congrès électif dont ils sont a priori exclus, les leaders du parti UPRONA qui militent ardemment pour sa réhabilitation et pour l'éjection immédiate de l'actuel président du parti, Bonaventure Niyoyankana viennent d'apprendre une bien bonne nouvelle : le verdict en rapport avec les trois dossiers judiciaires qui étaient jusque là pendants au niveau des instances judiciaires burundaises (cour suprême) leur est favorable.

Ils avaient en effet saisi la justice pour dénoncer (a) la tenue irrégulière des congrès du parti UPRONA au niveau des différentes communes du pays, (b) la tenue irrégulière des mêmes congrès à l'échelle provinciale et (c) l'injuste exclusion des membres du comité central de l'UPRONA qui avaient été régulièrement élus en 2009.
L'honorable Bonaventure Niyoyankana est donc défait sur toute la ligne. Cela va sans nul doute donner du baume au cœur de la frange de militants du parti qui, depuis plusieurs mois, se battent becs et ongles en vue de faire respecter la loi dans la gouvernance du parti et du pays en général.
Au premier rang des leaders du parti que requinque ce triple verdict se trouve l'honorable Jean Baptiste Manwangari, ancien président du parti et véritable fer de lance de ce courant de réhabilitation du parti.
A l'heure actuelle, le député Bonaventure Niyoyankana, Président du parti, s'attelle à la préparation d'un congrès du parti, prévu le 16 septembre 2012. Cette réunion est tout aussi controversée, dans la mesure où les mêmes membres du comité central élus en 2009 et qui étaient censés se retrouver à Gitega pour participer audit congrès n'y seront pas. La direction du parti n'ayant pas daigné les y convier. Même si l'aile Bonaventure Niyoyankana ne manquera pas d'interjeter l'appel, certainement que ce verdict s'invitera aux débats et marquera les esprits, formellement ou informellement.

UPRONA

Le parti UPRONA n'exclut pas de claquer la porte des institutions
Bujumbura le 10 septembre 12 (SurviT-Banguka)
Pour mieux prendre ses distances vis-à-vis du parti présidentiel qui se révèle être plutôt un sinistre fossoyeur de la démocratie et du pays, l'hypothèse de claquer la porte des institutions (parlement, gouvernement) commence à être sérieusement envisagée au niveau du parti UPRONA. C'est l'honorable Bonaventure Gasutwa, député UPRONA, élu dans la circonscription de Bujumbura rural, qui, pour la première fois, a envisagé cette éventualité.
« Le parti UPRONA ne peut pas rester complice des dérapages du pouvoir largement dominé par le CNDD-FDD, il y a de sérieuses questions de sécurité (exécutions extrajudiciaires), d'enrichissement illicite, de violations des droits de l'homme, qui méritent un traitement rapide et particulier, c'est d'ailleurs ce que reprend le présumé leader rebelle Aloys Nzabampema, il faut une action musclée du gouvernement pour désembourber le pays, sans cela l'UPRONA va quitter l'attelage », a confié l'honorable Bonaventure Gasutwa.
Dans le contexte actuel, ce député UPRONA estime que le parlement est incapable de lever le moindre coin de voile sur les manquements du gouvernement. « Largement dominé par le parti CNDD-FDD, le parlement est quasiment monolithique comme le gouvernement dans son ensemble, il est donc difficile d'avoir une voix discordante et c'est mauvais pour la démocratie », a ajouté l'honorable Bonaventure Gasutwa.
Cet avis est largement partagé par les autres acteurs politiques. Selon François

Bizimana, porte-parole du parti CNDD, le pourrissement de la situation est sans doute consécutif à l'inaction du parlement. « S'il y a des exécutions extrajudiciaires et que le parlement se tait, comment voulez-vous que le citoyen ait encore confiance aux députés qui croient le représenter ? », s'interroge-t-il.
A quoi, le député Félicien Nduwuburundi, président de la Commission Politique à l'Assemblée Nationale s'empresse de répondre : « C'est impossible de mettre sur pied une commission parlementaire d'enquête chaque fois qu'il y a un cas d'assassinat sur telle ou telle autre colline, je pense que dans l'ensemble, le parlement suit de très près l'action gouvernementale », a expliqué le député CNDD-FDD sans convaincre.

CNDD-FDD (3000 adhésions)

Le parti présidentiel fait le plein pour ne pas rater le tournant 2015
Bujumbura le 10 septembre 12 (SurviT-Banguka)
Le parti CNDD-FDD au pouvoir depuis 2005 s'active pour y rester contre vents et marées. En dépit de ses nombreux ratés, à tous points de vue, et malgré le feu roulant de critiques tous azimuts inhérentes aux multiples dérapages du pouvoir précisément incarné par le même parti (violations massives des droits humains, exécutions extrajudiciaires, corruptions, malversations économiques, détournements des deniers publics, etc.), son tout nouveau président, Pascal Nyabenda, est plus que serein.
Il a d'ailleurs prouvé, une fois de plus, à la ville et au monde qu'il n'a pas le moral dans les chaussettes. « Le parti CNDD-FDD se porte comme un charme, pour preuve, il ne cesse de drainer de nouveaux militants qui sont pour la plupart, des anciens militants des parti rivaux, c'est aussi dans cette logique que nous accueillons aujourd'hui près de 3000 adhérents, rien qu'au niveau de la mairie de Bujumbura, ce rituel s'organise aussi dans les différentes provinces du pays », a déclaré le président du parti CNDD-FDD.
C'était ce samedi, le 8 septembre 12 à Bujumbura (terrain de jeux de l'ex-usine textile COTEBU). En mairie de Bujumbura, une bonne frange de nouveaux militants qui se disent séduits par ce parti était faite par des étudiants. Pour ne pas rater l'effet voulu, le parti avait en effet mobilisé des foules de présumés militants, certainement achetés pour jouer le jeu (le parti est coutumier de la stratégie) afin de simuler la popularité croissante. Leur rassemblement au terrain de jeu (COTEBU) était précédé par un défilé monstre qui, des heures durant, a bloqué la circulation dans les rues de Bujumbura.
Pour rester dans le fil de l'actualité, le président du parti a, dans son mot de circonstance, tenté de disculper les jeunes Imbonerakure (miliciens de triste mémoire inféodés au même parti) épouvantablement empêtrés dans des histoires d'assassinats et de violations des droits humains. « Les Imbonerakure sont des citoyens comme les autres : ils ont le droit de veiller à la sécurité du pays et c'est exactement ce qu'ils font dans le cadre de la trilogie administration/population/forces de l'ordre », a-t-il conclu. L'événement avait toutes les allures d'une campagne électorale alors que

l’administration CNDD-FDD n’autorise pas de telles manifestations pour les autres formations politiques.

ADC IKIBIRI / FNL (Le général Aloys Nzabampema)

A peine annoncée, la nouvelle rébellion est désavouée de partout
Bujumbura le 05 septembre 12 (SurviT-Banguka)
Le général Aloys Nzabampema, ex-officier du FNL et de l’armée nationale, qui vient de revendiquer la paternité d’une rébellion naissante et qui affirme carburer pour le FNL-Ubugabo burihabwa, ne semble pas arracher l’adhésion des acteurs politiques de l’opposition.
Bien qu’il revendique son allégeance à Agathon Rwasa, le porte-parole de ce leader historique du FNL, Aimé Magera (exilé en Belgique), refuse tout lien avec cette branche armée. Mais il reconnaît que le climat est favorable à la naissance d’une nouvelle rébellion qui pourrait tirer le pays de la gueule du loup que se trouve être le CNDD-FDD.
Au niveau interne, l’on enregistre aussi un véritable torrent de protestations. D’abord au sein des partis ligués au sein de l’Alliance des Démocrates pour le Changement, ADC-Ikibiri. Selon l’honorable Léonce Ngendakumana, Président du parti FRODEBU et de cette superstructure de l’opposition politique au Burundi, la voie de la violence est à bannir à jamais. « Je suis en contact permanent avec le leader des FNL, Agathon Rwasa; il ne m’a jamais fait part de son intention de relancer la guerre dans le pays; nous échangeons aussi régulièrement avec Alexis Sinduhije, président du parti MSD, même si le pouvoir semble avoir aussi l’intention de lui coller ce mouvement rebelle, il n’y est pour rien et il me l’a toujours dit », a-t-il expliqué.
Mais les leaders de l’ADC n’excluent pas que cette présumée rébellion soit une simple mascarade initiée par le pouvoir CNDD-FDD pour mieux couler ses farouches opposants; en prétextant une connivence avec ladite rébellion. «Dans le cas de Pierre-Claver Kabirigi, un autre vrai faux rebelle créé par le pouvoir CNDD-FDD, vous avez vu ce qui a suivi ses déclarations? De nombreux innocents ont été arrêtés et tués par les agents de la police, de la documentation et des jeunes Imbonerakure; même ces prétentions de rébellions risquent d’être suivies par une vague de purge inquiétante et à grande échelle », ajoute, comme pour conclure, Léonce Ngendakumana.

ADC IKIBIRI / FNL (Le général Aloys Nzabampema exclut tout rapprochement avec l'ADC IKIBIRI - dont Rwasa- et l’ancien journaliste Alexis Sinduhije que le pouvoir CNDD-FDD soupçonne d’être derrière les mouvements rebelles qui s’apprêtent à attaquer le pouvoir)

Le général rebelle persiste et signe : une guerre totale contre le pouvoir CNDD-FDD vient d'être relancée au Burundi!

Bujumbura le 07 septembre 12 (SurviT-Banguka)

Il ne s'agit nullement pas d'un canular : des ex-combattants FNL, anciens militaires et policiers qui avaient intégré les corps de défense et de sécurité (police/armée) à la faveur du brassage des combattants qui a suivi l'accord de cessez-le-feu de 2009, viennent de décider de reprendre les armes pour saper le pouvoir en place, jugé comme doublement corrompu et sanguinaire.

Après son communiqué de presse rendu public le 4 septembre 2012, le général Aloys Nzabampema, leader autoproclamé de cette rébellion, l'a redit ce 5 septembre. Il voulait dissiper les doutes de ceux qui, comme dans le cas d'un certain Pierre-Claver Kabirigi (un autre prétendu père d'une éphémère mais ravageuse rébellion), commençaient à penser à un nième stratagème du gouvernement burundais, qui voudrait encore une fois tendre un piège à ses nombreux opposants pour mieux les asphyxier, au propre comme au figuré.

Ces forces résiduelles de l'ancien mouvement rebelle FNL-PALIPEHUTU auraient donc décidé de reprendre les armes pour mettre fin aux actes d'assassinats ou d'exécutions extrajudiciaires dont les militants du parti FNL sont victimes depuis près de deux ans. « Ceux qui pensent que c'est de la vaste blague n'ont qu'à attendre d'autres actions pour être convaincus et je répète que de telles actions ne devraient pas tarder, vous saurez bientôt que ce que je vous dis est bien réel », a encore martelé le général rebelle. Aloys Nzabampema balaie donc d'un revers de la main l'hypothèse selon laquelle il serait manipulé par le parti présidentiel, CNDD-FDD.

Il exclut aussi tout rapprochement avec les leaders politiques burundais en exil aujourd'hui, notamment l'ancien journaliste Alexis Sinduhije que le pouvoir CNDD-FDD soupçonne d'être derrière les mouvements rebelles qui s'apprêtent à attaquer le pouvoir.

Interrogé sur les risques évidents de replonger le pays dans un autre bain de sang, Aloys Nzabampema le reconnaît mais sans s'en émouvoir outre mesure. Car de son point de vue, le sang des Burundais, en particulier les militants du FNL d'Agathon Rwasa, coule déjà à flot sous l'empire du CNDD-FDD; dans l'indifférence totale de la communauté internationale. « Lorsqu'on vous chasse de votre propre pays par les armes, vous ne pouvez y revenir que par les armes, nous avons donc décidé de prendre cette voix; il y aura certainement des casses, mais je dois dire que même aujourd'hui, le sang des innocents est quotidiennement versé sans que personne n'ose lever le petit doigt pour protester », confie encore le général Aloys Nzabampema.

Si le rebelle revenant semble être précis sur ces objectifs, il reste énigmatique sur l'identité de son mouvement. « Vous aurez l'occasion de tout connaître sur nous, attendez un peu », conclut-il, un brin laconique.

UPRONA (la Constitution)

Les acteurs politiques réclament un débat sur la révision de la constitution
Bujumbura le 07 septembre 12 (SurviT-Banguka)
C'est déjà dit : le Chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a déjà annoncé son projet de revisiter la constitution et les autres textes électoraux. « Avant la fin de cette année », a-t-il bien précisé. Le pays est presqu'à trois mois de la fin de l'année 2012.
Et le Chef de l'Etat alterne toujours farniente dans son Ngozi natal en son temps de congé (comme aujourd'hui), croisades de prières (comme hier) et dribles au football (dans ses heures de service). Il n'a jamais indiqué le chronogramme de ces vastes chantiers. Ce qui inquiète fort les autres acteurs politiques. Ces derniers réclament ouvertement l'imminente organisation des débats sur la révision de la constitution.
Le Président du parti UPRONA, Bonaventure Niyoyankana, a d'ailleurs organisé une conférence de presse ce 5 septembre 2012 pour dire combien son parti souhaite un débat large et inclusif sur les dispositions de la constitution qui méritent d'être retouchées et dans quel sens. « Beaucoup d'aspects méritent d'être revus pour que les élections ne fassent pas objet de polémique comme en 2010; c'est pour cela que les acteurs de la vie politique de ce pays devraient se mettre ensemble pour corriger les imperfections se trouvant dans les différents textes de lois actuels afin de permettre le progrès de la démocratie au Burundi », a déclaré Bonaventure Niyoyankana, sans être davantage précis sur les articles de la constitution et de la CENI qui méritent des retouches.
Ce souhait a aussi été réitéré par d'autres protagonistes de la vie politique burundaise, en l'occurrence, Frédéric Bamvuginyumvira, vice-président du parti FRODEBU et Léonard Nyangoma (en exil), Président du parti CNDD.

ADC IKIBIRI / FNL (cission entre RWASA et le général Aloys Nzabampema)

La rébellion renaissante a levé son masque
Bujumbura le 04 septembre 12 (SurviT-Banguka)
Difficile, pour le gouvernement burundais, de se gargariser encore longtemps du pompeux slogan de « bandits armés » en parlant de la nouvelle génération de rebelles qui le sapent depuis plusieurs mois. Au lendemain d'une fulgurante attaque à l'arme lourde perpétrée dans la nuit de ce 2 septembre 12, dans la zone Rukaramu, commune Mutimbuzi (jonction directe avec le Congo Démocratique) par des éléments non encore identifiés, l'état-major de la rébellion a tout déballé et assumé.
Le lendemain, les médias privés en ont fait la Une de leur édition de midi : dans une déclaration n°001/2012, le général Aloys Nzabampema, ancien combattant FNL devenu officier de l'armée burundaise (après le brassage de combattants) a été on ne peut plus clair au sujet de cette rébellion alléguée et assumée. Cette aile redevenue rebelle affirme donc "avoir décidé de combattre militairement le Gouvernement au sein de l'organisation dénommée FNL ubugabo burihabwa."
Inutile de mener des enquêtes pour vérifier l'authenticité du document. Major avant de se barrer, dans la foulée de fuite de son mentor, le général en question est connu

des corps burundais de défense et de sécurité. Il se définit avant tout comme un rebelle chevronné et son mouvement serait suffisamment équipé pour bouter les rapaces/prédateurs du CNDD-FDD hors arène politique.
Selon ce Général rebelle, cette inévitable reprise des armes a pris du retard parce que la direction politique du mouvement s'y opposait farouchement... Dans le domaine de la gouvernance sociopolitique, beaucoup d'exemples illustrent ce gâchis. C'est notamment les assassinats, le bradage des deniers publics, la corruption, les malversations économiques, l'impunité, la destruction des partis politiques de l'opposition, le harcèlement et l'emprisonnement des journalistes et des membres de la Société civile, l'expulsion des diplomates et fonctionnaires des organisations internationales (cas de Mc Asky, Nureldin Satti, Mahmoud Yussef, Charles Petri, Neela Goshal et de Jozef Weiss), l'armement des Imbonerakure, etc.
Le même chaos ambiant et programmé s'observe dans le domaine de la Sécurité et des Droits de l'Homme. Pour l'illustrer, il évoque la mise en œuvre depuis 2005 d'une politique d'extermination des membres du FNL dans une campagne baptisée "mukube" (traduction donnée : traquez-les).
Les mêmes ratés s'observent au chapitre sécuritaire : les leaders rebelles en veulent pour preuves l'augmentation du nombre de prisonniers politiques, l'impunité commis par les membres du Cndd-Fdd est la règle (cf. les dossiers Manirumva, Gatumba, Muyinga, Kinama), le recrutement des magistrats inféodés au parti au pouvoir qui rendent des procès partiaux pour plaire au pouvoir...
Comme pour prouver qu'il y a une coordination d'actions entre les branches politique et militaire du FNL-ubugabo burihabwa, Agathon Rwasa est aussi sorti de son silence pour dire tout le mal qu'il pense d'un pouvoir CNDD-FDD auquel il faut mettre fin à tout prix. Il lance ouvertement un appel "à tout le peuple burundais à la résistance afin de ne pas périr sans secours sous le glaive du Cndd-Fdd pour ainsi empêcher le Cndd-Fdd de précipiter le pays dans le gouffre !"
Agathon Rwasa demande à la communauté internationale "de sortir de son silence quand [nous] sommes massacrés comme des bêtes sauvages, sinon les Burundais risqueront de considérer qu'ils n'ont rien fait pour assister la population en péril."
Mais curieusement, Agathon Rwasa nie toute relation avec ce général Aloys Nzabampema. Aussitôt après sa sortie médiatique, le porte-parole d'Agathon Rwasa, Aimé Magera, a déclaré que le général est un vrai faux rebelle instrumentalisé par le pouvoir CNDD-FDD pour mieux légitimer la traque et l'assassinat des membres du FNL. « Non, Agathon Rwasa n'a pas l'intention de relancer la guerre dans le pays, c'est le montage du pouvoir qui veut en finir avec tous ceux qui se réclament du FNL; mais je dois dire que tôt ou tard, le Chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, en répondra devant l'histoire ».

AOUT 2012

UPRONA vis à vis du CNDD-FDD / Imbonerakure

Le CNDD-FDD doit rappeler à l'ordre les jeunes Imbonerakure, répète avec amertume le Président du Parti UPRONA
Bujumbura le 27 août 12 (SurviT-Banguka)
Des membres de la milice des jeunes « Imbonerakure », politiquement inféodés au parti présidentiel, CNDD-FDD, ont lynché un militant du parti UPRONA dans la commune de Mutaho, province de Gitega. C'était ce 22 août dernier. Cet assassinat faisait suite à celui récemment perpétré par d'autres jeunes Imbonerakure dans la commune de Mutumba, province de Karuzi. La victime était aussi un des responsables communaux du parti UPRONA. Dans plusieurs coins du pays, de nombreux autres dégâts humains sont mis au compte des éléments issus de la même milice des jeunes Imbonerakure.
Sur un autre plan, ces jeunes Imbonerakure sont entrain de se substituer négativement aux forces de l'ordre dans le pays. Ils perturbent la sécurité des citoyens en s'arrogeant le droit de « corriger » ceux qui ne rentrent pas dans leur rang. Ils font même payer indûment des taxes.
De l'avis de Bonaventure Niyoyankana, Président du parti UPRONA, le gouvernement burundais devrait tout faire pour rappeler à l'ordre ces jeunes, doublement militarisés et politisés, qui pensent avoir droit de vie et de mort sur les autres citoyens. « La situation est devenue si inquiétante que dans certains coins du pays, un citoyen qui vend ses produits agricoles ou son bétail est obligé de donner une partie de ses recettes aux jeunes Imbonerakure, sans quoi il est automatiquement lynché, pour autant qu'il ne soit pas militant du CNDD-FDD au pouvoir. Cela est déjà arrivé à Mutaho où ces mêmes jeunes ont réclamé un montant de 420.000 FBU à celui qui avait vendu sa vache », a fait remarquer le Président du parti UPRONA, l'honorable Bonaventure Niyoyankana.
Selon de nombreux autres jeunes non membres de cette ligue de la terreur, il est strictement interdit d'aller où que ce soit sans aviser le chef de la ligue sur la colline. Autrement, l'on est considéré comme ayant rejoint les bandits armés qui sapent le pouvoir CNDD-FDD. « Il s'agit en fait de miliciens organisés par le pouvoir comme c'est souvent le cas dans des Etats policiers, et dans ces conditions, il sera impossible pour nous les acteurs politiques d'organiser des réunions avec nos militants à la base,

puisque ce sont ces mêmes jeunes Imbonerakure qui autorisent ou perturbent les réunions; ce sera aussi impossible de nous préparer pour les élections de 2015 », a encore fait remarquer le Président de l'UPRONA.

ADC IKIBIRI / MSD

En province de Cibitoke, la police passe au peigne fin les ménages des militants MSD
Bujumbura le 20 août 12 (SurviT-Banguka)
Depuis quelques jours, des rumeurs de relance d'une rébellion ou de recrudescence du « banditisme à mains armée » au Burundi se répandent comme une traînée de poudre en particulier dans les provinces qui jouxtent la République Démocratique du Congo, en l'occurrence Bubanza et Cibitoke.
La tension est si vive que le pouvoir soupçonne certains leaders politiques de l'opposition (ADC-Ikibiri) d'avoir commencé à armer leurs militants à la base pour alimenter cette guerre en perspective. C'est aussi dans cette optique qu'au chef-lieu de la province de Cibitoke, la police avait quadrillé plusieurs ménages, samedi le 18 août à l'aube, afin d'y procéder à une fouille perquisition. Au bout de l'opération, les habitants de cette localité se sont rendu compte que seuls les militants du parti Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD) de l'ancien journaliste Alexis Sinduhije, avaient été visitées par les hommes en treillis. «Nous avions eu des informations selon lesquelles les armes qui servent dans plusieurs forfaits enregistrés ces derniers jours dans cette province de Cibitoke sont détenues par les militants du parti MSD, cette opération consistait donc à vérifier la véracité de ces informations glanées ça et là», a déclaré le commissaire de police en province de Cibitoke. Même si aucune arme n'a été saisie lors de cette fouille perquisition, cette dernière a laissé un sentiment de frustration chez les militants et autres sympathisants du parti MSD. Ils indiquent que cette fouille sélective montre que le pouvoir les soupçonnent d'être de mèche avec les rebelles qui perpètrent dans attaques à main armée (braquages, assassinats, viols, etc.) dans plusieurs coins de la provinces de Cibitoke.

UPRONA (les déplacés)

Explosion de la colère des déplacés du site de Ruhororo
Bujumbura le 17 août 12 (SurviT-Banguka)
Surpris par un inhabituel barrage routier, les véhicules/passagers qui empruntent l'axe Ngozi-Gitega ont dû prendre leur mal en patience, le 14 août dernier, en attendant l'issue des négociations entre les responsables politiques/militaires et les déplacés du site de Ruhororo en province de Ngozi. Ces derniers étaient particulièrement très en colère, ce jour-là. Ils avaient barré la route dès quatre heures du matin. La veille, ils avaient fait fermer les bars et autres points de vente, en callaissant les maisons. Les

rescapés étaient particulièrement excédés par l'arrestation suivie de l'emprisonnement (à la brigade de Ngozi) d'un déplacé accusé de « rébellion ». Son unique tort était d'avoir érigé une maison au site de Ruhororo alors que l'administration Cndd-Fdd somme tout un chacun de rejoindre les collines abandonnées lors du génocide contre les Tutsi d'octobre 1993.
Auparavant, il y avait eu d'autres agressions/harcèlements. Mais l'arrestation de ce déplacé était comme une goutte d'eau qui a fait déborder le vase de l'indignation générale de tous les occupants du site. Ils se sont levés à quatre heures du matin pour barrer la route, près de cinq heures durant. Il aura fallu la médiation du gouverneur de province, du Commissaire provinciale de la police et d'un responsable de l'armée pour calmer leurs ardeurs. Ce n'est que vers 10 heures que la circulation est redevenue normale. Après que le gouverneur ait accepté de reconsidérer la question des déplacés du site en question et de la personne arrêtée.
A analyser les tensions et les autres spéculations dont il est aujourd'hui le théâtre/objet, il y a lieu de confirmer que le site des déplacés tutsis, rescapés du génocide en cours depuis 1993 sera probablement le prochain point de relance d'un nième conflit ethnique au Burundi. Si le pouvoir CNDD-FDD n'y prend pas garde, ce cycle de violences en perspective devrait être tout aussi ravageur que les précédents.
Régulièrement agressés, déshumanisés et ostentatoirement humiliés par l'administration Cndd-Fdd qui les force à retourner sur leurs collines d'origine pour gommer, au détail près, les réminiscences d'un génocide manifestement programmé, les déplacés/rescapés du site de Ruhororo ont décidé d'exprimer leur trop-plein de colère pour attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur leur tragique sort.

UPRONA (les jeunes Imbonerakure)

Le Burundi a été attaqué par les jeunes Imbonerakure
Bujumbura le 13 août 12 (SurviT-Banguka)
C'est l'honorable Bonaventure Niyoyankana, Président du parti UPRONA, qui le déclare : le Burundi doit se défendre car il a été attaqué par les miliciens dits Imbonerakure qui se prévalent être des jeunes affiliés au parti présidentiel, CNDD-FDD. Le leader de l'UPRONA a fait ces déclarations le 11 août 2012 depuis le Chef-lieu de la commune Mutumba, province Karuzi. C'était à l'occasion de l'enterrement d'un certain Homère Ndayishimiye, membre du comité communal du parti UPRONA. Ce dernier avait été battu à mort, la veille, par Pierre-Claver Ndayizeye, chef de zone Bibara en commune Mutumba, appuyé par une meute de jeunes Imbonerakure. Le Chef de zone Bibara est un ancien combattant démobilisé qui carbure toujours pour le CNDD-FDD dont il est responsable à l'échelle de cette même commune de Mutumba.

UPRONA (les jeunes Imbonerakure)
La police daigne frapper dans les rangs des jeunes Imbonerakure à Bubanza
Bujumbura le 6 août 12 (SurviT-Banguka)
C'est quasi certain. Finalement, une recommandation non encore officielle semble avoir été donnée au haut commandement de la police et aux magistrats/juges pour interpeller et soumettre aux interrogatoires certains jeunes Imbonerakure, notoirement coupables de graves exactions à l'endroit de paisibles citoyens.
En effet, alors qu'il se croyait jusque-là « intouchable» car surprotégé du sommet à la base, Audace Ndayisenga, président de la ligue des jeunes Imbonerakure (inféodés au parti présidentiel, CNDD-FDD), a été arrêté par la police et incarcéré à la maison de détention de la brigade de Bubanza. C'était ce 1er août 2012. Après de longues heures d'interrogatoire musclé, ce leader des Imbonerakure a été directement transféré à la prison provinciale de Bubanza, accompagné de son vice-président et de trois autres Imbonerakure, également écroués.
Ce groupe de délinquants politisés est accusé d'avoir violenté ou grièvement blessé d'innocents citoyens dont l'unique tort était de ne pas être affiliés au parti présidentiel, CNDD-FDD. Ce coup de filet assez hardi a été acclamé par la population en province de Bubanza où les jeunes Imbonerakure se font passer pour des agents de l'ordre et s'adonnent aux patrouilles, de jour comme de nuit, armés de fusils, de machettes et de gourdins.
Cette action fait également suite à l'arrestation, suivie de l'emprisonnement, d'un certain Guillaume Magorwa, chef de police à Bubanza et de l'éviction du commandant adjoint de la police en province de Gitega (Rwembe). Tous ces haut gradés de la police étaient accrochés par de sérieux dossiers de lynchage, par décapitation, d'une poignée de présumés militants de l'opposition (FNL, MSD, etc.).
Mais en dépit de cette main judiciaire qui commence à se lever, les défenseurs des droits de l'homme restent très sceptiques quant à la volonté du gouvernement de mettre fin à l'escalade d'actes d'assassinats observée dans les quatre coins du pays. « Le Gouvernement veut sans doute inscrire ces actions timides, isolées et périphériques, dans la logique de contenter la communauté internationale dont elle attend des sous pour financer le CSLPII, tout devrait se décider en octobre prochain à Genève », fait remarquer Pierre Claver Mbonimpa, un des ardents défenseurs des droits humains au Burundi.

JUILLET 2012

ADC IKIBIRI => FDLR / M23

Burundi: Les leaders de l'ADC Ikibiri à la CPI ?
Réunion CIRGL à Kinshasa, 28/07/2012. (Photo Digitalcongo) ,
Selon des sources en provenance de la réunion de La Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) qui se termine à Kinshasa, les gouvernements de Kinshasa et Bujumbura ont l'intention de poursuivre les leaders de l' ADC Ikibiri- (Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi), en tant que forces négatives burundaises en présence en RDC Congo, à la Cour de la Haye, soit la Cour Pénal International.
Suite à la tenue à Kinshasa d'une réunion de haut niveau des ministres de la Justice et du Genre des Etats membres de La CIRGL, où étaient présents les représentants des Présidents des Cours Suprêmes et des Procureurs Généraux de 11 pays membres, des poursuites judiciaires envers l'ADC Ikibiri du Burundi à la Cour Pénal International (CPI) ont été annoncé, présentée comme forces négatives présentes en RDC Congo …
Pour rappel, cette réunion avait pour objectif de se convenir sur les modalités d'établir des mécanismes spécialisés dans le traitement judiciaire des cas de Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG).
Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo) ont les preuves nécessaires affirmant la présence des forces négatives FNL de M. Rwasa Agathon, du FRD – Abanyagihugu du Major Pierre Claver Kabirigi (tué il y a quelques mois en RDC) (branche militaire de l'UPD, mouvement politique d'où proviendrait le journaliste de la RFI Hassan Ruvakuki), et le Fronabu Tabara (appelé lors de la réunion - rebellion France 24-, branche militaire du MSD), toutes membres de l'organisation politique ADC Ikibiri non reconnue par les autorités burundaises, responsable des violences post électorale au Burundi après les élections démocratiques de 2010.
Un rapport d'experts des Nations Unis à l'appui, les appareils judiciaires des deux pays RDC Congo et Burundi se sont mis en marche en vue d'entamer la procédure de l'ADC Ikibiri, force négative , en présence au Congo. Selon ces sources, l'ADC Ikibiri participe au viol et pillage des populations congolaises et burundaises aux

frontières communes des deux pays.
Une démarche similaire a été décidée contre certains leaders politiques des forces négatives ougandaises et rwandaises qui causent la désolation en RDC Congo tel le LRA , le FDLR, et le M23.
DAM, NY, AGNEWS, le 28 juillet 2012.

ADC IKIBIRI => FDLR / M23

Burundi: Un rebel FNL (ADC Ikibiri) tué par les FARDC.
Les FARDC au Kivu (Photo : Archives - radiookapi.net).
Sécurité - La présence de l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC Ikibiri) en RDC Congo est confirmée, par les instances Onusiennes ,aux côtés des forces négatives au Congo [1] ... Depuis quelques semaines, 3 rebels des Forces nationales pour la libération du Burundi (FNL), membres de l'ADC Ikibiri, ont été tués par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) .
Selon le 1005ème régiment dans la plaine de la Ruzizi des FARDC , il y a 4 jours un rebel FNL (membre de l'ADC Ikibiri burundais) a été tué lors d'un accrochage. Cet homme était sous le commandement du major Baleke Fudjo (un mutin des FARDC) , coalisé aux Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) dans les moyens plateaux et les collines dans le territoire d'Uvira. Pendant les combats , 3 hommes sont morts et 3 autres faits prisonniers. Des armes (AK 40) et des minutions des assaillants ont été saisis. Les accrochages ont eu lieu dans le village de Kisanga, sur les collines surplombant surplombant la cité de Kiliba.
Le 30 juin dernier (2012), deux (02) éléments du Front National de Libération du Burundi (FNL) avaient été tués par les FARDC, lors d'une opération menée contre leur position située au village Kitundu, à 12 kilomètres au Nord-ouest de Kavimvira. Les FARDC ont également récupéré 5 mitrailleuses et 1 Motorola talkie-walkie. [2]
L'ADC Ikibiri est une coalition politique née pendant les élections démocratiques de 2010 au Burundi. Elle n'est pas reconnue par l'Etat du Burundi. Elle regoupe des partis politiques burundais qui ont perdu les élections et qui ont préféré recourir à la violence armée en vue d'espérer à nouveau un cycle de négociations de partage du pouvoir entre élites, rejetant de la sorte le processus démocratique en cours depuis 2005. Elle est connu au Burundi pour ces comportements terroristes (jets de grenade dans une foule etc.) ...
[1] Burundi: Des forces négatives burundaises en RDC Congo., [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/sport/2479-burundi-des-forces-negatives-burundaises-en-rdc-congo]
[2] Conference de presse des Nations Unies du mercredi 04 juillet 2012 , [http://monusco.unmissions.org/Default.aspx?tabid=11334&ctl=Details&mid=14505&ItemID=19231&language=fr-FR]
DAM, NY, AGNEWS, le 26 juillet 2012.

ADC IKIBIRI => (société secrête NTABARUMANIKA / société civile / Uprona) => FDLR / M23

Burundi: Des forces négatives burundaises en RDC Congo.
L'ADC Ikibiri et les Forces Négatives burundaises en RDC.
Sécurité - A l'occasion des festivités du Cinquantenaire de l'Indépendance du Burundi, malheureusement la sécurité en RDC Congo voisin demeure problématique...
Une guerre, sans nom, y sévit. En cause, de nombreux groupes rebelles étrangers, appelés "Forces Négatives", s'y sont installés. Ces rebellions, en connivence avec de nombreuses multinationales nébuleuses, pillent les richesses de ce pays et surtout commettent l'indescriptiple vis à vis de la population congolaise. Parmi ces derniers, on trouve des rebelles du Burundi (voir France 24 [1]). Il s'agit de citoyens burundais qui ont refusé le verdict des urnes à l'occasion des élections démocratiques organisées en 2010, qui se regroupent dans un mouvement politique, à recours violent, dénommé -ADC Ikibiri- (Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi). Cette proximité avec les "Forces Négatives" en RDC poussent le Burundi à la vigilence et à sécuriser sa frontière avec le Sud-Kivu.
En RDC Congo, les forces négatives (FDLR, ADF/Nalu, Maï-Maï de La Fontaine, M23, Maï-Maï PCLS, Maï-Maï NDC, Maï-Maï FDC, Maï-Maï Raiha Mutomboki, etc.) tentent de faire régner la terreur aux Kivu (Nord/Sud). A côtés de ces forces négatives reconnues sur le terrain congolais, ils existent de très petites structures burundaises dont le Fronabu Tabara, le FRD – Abanyagihugu, et le FNL de Rwasa...
Ces forces négatives burundaises en RDC Congo évoluent surtout entre les frontières du Sud - Kivu (RDC) et le Burundi. Des opérations conjointes avec les FARDC (Forces armées de la République Démocratique du Congo), associées à la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo), et les FDN (Forces de Défense Nationale) burundaises assurent ensemble la sécurité en ce moment sur cette zone du Sud-Kivu ... La recette semble très bien fonctionnée. Heureusement car du côté Burundi, le pays accueille cet été (juillet - aout) près d'une centaine de milliers de touristes, venus à l'occasion du Cinquantaire de l'Indépendance du pays.
Un homme proche de la sécurité burundaise, anonymement, explique que: " tout le Burundi, les forces de sécurité aidées par de nombreux citoyens, participent à ce que la fête puisse durer en toute sécurité".
Jusque maintenant, les touristes interrogés par les correspondants d'AGnews n'ont aucunement l'impression de se sentir dans une insécurité quelconque. Au contraire, ils sont interpelés par le courage des Barundi, qui à tous prix, tentent de conjurer la pauvreté. De plus, les citoyens Barundi exposent aux touristes les réalisations faites depuis le retour de la paix en 2005, et ce, avec leurs moyens propres pendant les travaux communautaires, toutefois aidés, tant que peu, par l'Etat du Burundi, ses partenaires fidèles, et certaines ONGs vouées au développement.

L'homme travaillant à la sécurité burundaise reprend : "Cependant les gens de l'ADC Ikibiri, depuis le verdict des élections de 2010, ont préféré le recours à la violence. L'année dernière, ils ont mis en place des rebellions: - le MSD du journaliste M. Alexis Sinduhije avec son Fronabu Tabara [1] ; l'UPD avec son FRD – Abanyagihugu [2]; et le FNL de M. Rwasa Agathon. Le MSD et le FNL se sont installés au Kivu en RDC Congo. Un rapport d'experts des Nations Unis [3] a dénoncé ce fait en novembre 2011. L' UPD a essayé d'installer sa rebellion FRD – Abanyagihugu dans le Nord du Burundi et en Tanzanie mais sans succès.
Finalement, le FRD – Abanyagihugu a tenté de s'installer en RDC Congo. Leur chef d'Etat Major Pierre Claver Kabirigi a été tué par la Sécurité Congolaise lors d'une inter-cation. Ce que redoute le Burundi,en ce moment, c'est que ces groupes rebelles s'invitent à la fête du Cinquantenaire pour troubler l'ordre publique et effrayer les dizaines de milliers de touristes ... ".
L'homme des services de sécurité burundaise ajoute : " La confusion du moment au Burundi est produite par le média de l'ancien journaliste M. Alexis Sinduhije. La Radio Publique Africaine - RPA - [4], comme après les élections en 2010 où elle a essayé de faire vivre une insécurité puis rebellion dans les consciences des Burundais, elle va à la charge des jeunes IMBONERAKURE (militants du CNDD-FDD, parti du très populaire président africain du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre) ... Car tous les citoyens burundais sont mobilisés à présent pour que la paix règne sur tout le territoire du Burundi, dont ces jeunes qui sont accusés d'aider la police burundaise à ce que la sécurité soit ! ... Le problème de la RPA est que les forces de rebelles de l'ADC Ikibiri, venant de la RDC Congo (forces négatives burundaises au Congo RDC), n'arrivent pas à percer la frontière burundaise. Arrivée au Burundi, certains rebelles de l'ADC Ikibiri sont molestés par la population burundaise (parfois tués) avant d'être prise en charge par la police lors de son arrivée sur le terrain, et mis aux mains de la justice burundaise ... D'autres (membres des partis politiques coalisés dans l'ADC Ikibiri) de l'intérieur pays tentent des actions terroristes mais sans succès ! Ils font face à une population en alerte ... Cela ne fait pas les affaires de l'ADC Ikibiri qui, dans le calendrier de la Balkanisation de la RDC Congo , n'arrive pas à jouer le rôle clé que ses leaders avaient annoncé à des promotteurs nébuleux.".
L'Homme termine : "C'est dans ce cadre qu' une partie de société civile burundaise, appelée par nos services - NTABARUMANIKA - (car leurs leaders sont des membres actifs d'une société secrête burundaise NTABARUMANIKA [2] connue), rentre en action pour essayer d'épauler l'ADC Ikibiri , qui est une organisation finalement dans une logique négative car elle refuse la démocratie au Burundi. La société civile NTABARUMANIKA (ou dite de l'"Uprona", ancien parti unique sous la dictature) accuse les jeunes IMBONERAKURE et la police burundaise de se livrer à de nombreuses exactions dont des passages à tabacs et arrestations de membres de l'opposition ... Cette société civile NTABARUMANIKA évoque même des bavures attribuées aux membres aux jeunes IMBONERAKURE. Ce que le président des jeunes IMBONERAKURE, M. Denis KARERA, a réfuté de suite... M. Denis KARERA dénonce toutes ces accusations faites à l'encontre de son organisation par cette société civile -des enfants de la Dictature- dont on devine à Bujumbura ses ambitions.

Les jeunes IMBONERAKURE rejetent en bloc toutes les accusations relatives aux différents actes de barbarie et de perturbations de la sécurité observés dans les différentes localités du Burundi. Pour eux, il ne faut pas confondre les citoyens barundi qui se défendent face aux forces négatives régnant en RDC Congo, appelés, dans une confusion voulue, par cette société civile NTABARUMANIKA : -opposition burundaise-. Or l'ADC Ikibiri, avec ces forces négatives basées en RDC Congo (Fronabu Tabara, FRD – Abanyagihugu, et FNL de Rwasa), ressemble plus aujourd'hui à une organisation qui a refusé le verdict des urnes en privilégiant le recours à la violence ... Le danger pour cette société civile NTABARUMANIKA et l'ADC Ikibiri, ce n'est pas du tout le gouvernement ou ce qu'ils appellent le - pouvoir CNDD-FDD -. C'est vraiment le retour de flamme suite à la colère de la population burundaise qui tente d'avancer en développant le pays alors que ces derniers -anti démocratiquement- cherchent à les ramener en arrière ... ".

[1] Burundi, le retour de la rébellion (France 24) [http://www.france24.com/fr/20111202-burundi-ombre-guerre-groupes-armes-rebellion-tutsi-hutu-president-nkurunziza-reporter]

[2] Burundi:Le journaliste burundais Hassan Ruvakuki? [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/sport/2441-burundi-le-journaliste-burundaise-hassan-ruvakuki]

[3] Burundi: L'ONU accuse l'ADC Ikibiri de destabiliser la Région. [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/sport/1949-burundi-lonu-accuse-ladc-ikibiri-de-destabiliser-la-region]

[4] Burundi : Faits médiatiques depuis mai 2010 (scrutins démocratiques 2010) [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/histoire/histoire-du-burundi/1649-burundi-faits-mediatiques-depuis-mai-2010-scrutins-democratiques-2010]

DAM, NY, AGNEWS, le 22 juillet 2012.

CNDD-FDD

Burundi : Y a t’il un parti unique dominant ?

A l'occasion unique du Cinquantenaire d'Indépendance du Burundi, dans les télévisions françaises et belges, on a entendu des journalistes présenter le Burundi comme étant un pays à parti unique où le chemin démocratique est encore "assez long". Les Belges proposent même d'aider : - à améliorer la gouvernance ; la lutte contre la corruption; organiser des élections justes en 2015 (Soutendant que celles de 2010, boycottées par l'opposition n'étaient pas justes) ; et mettre en place un "vrai multipartisme". Pourquoi confondre le Régime Nkurunziza / Cndd-fdd au Burundi avec les régimes dictatoriales d'autrefois (au moment où la Balkanisation en RDC (Congo) s'organise) ? Y-a-t'il réellement un parti unique dominant (le CNDD-FDD) au Burundi ?

1. Le Burundi sort de 40 ans d'une dictature militaire féroce, celle des Bahima

burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya), qui a fait plus de 4,5 Millions de victimes parmi les "Bahutu" Barundi. D'où le conflit du Burundi oppose les Bahima burundais (les enfants de la Dictature ou de la République) aux Bahutu Barundi (les enfants de l'ancien Royaume millénaire de l'Urundi ou Burundi). Il ne s'agit donc pas d'une opposition ethnique Hutu contre Tutsi comme on a tendance à croire [Voir notes (1)].

2. Les scrutins électives au Burundi sont de types proportionels et non majoritaires.

Contrairement à des pays comme la France, l'Angleterre, ou les USA, où les scrutins sont majoritaires (c'est à dire adapter à la majorité, qui souvent est la moins instruite), le Burundi, qui sort de plus de 40 ans d'une des dictatures les plus féroces du 20 ème siècle, a hérité avec les Accords d'Arusha du must des types de scrutin -la proportionelle- (que l'on retrouve dans les pays comme la Belgique et la scandinavie - nations fortement instruites -). Cela a un prix. Le projet politique du parti vainqueur est réellement freiné à être mise en place. Le vainqueur des éléctions (CNDD/FDD 64 %) gouverne avec les perdants des élections (Uprona 6,3 %). Il ne s'agit pas comme en France où la Gauche s'oppose à la Droite ou encore aux USA où les Démocrates font face aux Républicains. Le jeu politique n'est pas polarisé. Bref les réformes sont lentes à venir... Après une longue période de destabilisation d'un pays, les experts du Droit recommande plutôt des scrutins de types majoritaires car il faut des décisions rapides et des actions fortes pour reconstruire. Voilà le Burundi vit la conséquence des scrutins hérités des Accords d'Arusha de 2000 où les Bahima burundais (Buyoya) ont réussi à imposer ces institutions à la proportionnelle [voir Notes (2)].

3. En plus, des quota ethniques existent. Ils obligents d'avoir dans la composition des parties toutes les composantes nationales (les ethnies, les femmes, etc.), et il doit y avoir 60% de Bahutu et 40% de Batutsi Barundi.

4. Pourtant un projet politique existe ...

Le Burundi est un état à multipartisme. Il existe 44 partis politiques [Voir notes (2)] .

Le parti politique CNDD/FDD de S.E. Nkurunziza Pierre, le très populaire président africain du Burundi, s'est donné pour objectifs: a) de décentraliser le pays; (b) et de moderniser le système socio-économique nationale. C'est à dire : b.1. moderniser le système éducatif au Burundi ; b.2. Encourager l'esprit d'initiative ; et b.3. Moderniser la gestion du territoire nationale. Les réalisations de ce projet sont en cours et palpables ... Le parti CNDD/FDD, que certains pays occidentaux appellent le parti unique au Burundi, a gagné les élections démocratiques en 2005 et en 2010. Mais avec les règles d'imposition de la proportionelle, le CNDD/FDD compose avec des partis comme l'ancien parti unique UPRONA devenu celui des Bahima Burundais (Donc l'ancien dictateur sanguinaire Buyoya). Par exemple, le Premier Vice Président du Burundi est de l'UPRONA. Au parlement (Assemblée et Sénat), on retrouve de nombreux upronistes. Mais on y retrouve aussi une pléade de petits partis implantés depuis les Communes jusqu'à l'Etat.

Ce n'est pas un premier vice président Uprona qui va mettre la gomme pour que le projet de décentralisation du CNDD/FDD se mettent en place afin que les communes du pays puissent devenir autonome financièrement !

Aux élections de 2010, certains partis politiques burundais ont tenté de se rassembler en coalition pour remporter les scrutins. Ils ont pris le nom de ADC Ikibiri. Ensemble, l'ADC Ikibiri, après les Communales de mai 2010, totalisait plus de 29,78 % des votes (FNL 16,04% / MSD 4,75 % / FRODEBU 6,36% / CNDD NYANGOMA 0,98 % / UPD 1,65 %). L'Uprona (non membre de la coalition) a eu 7,86 %. Le CNDD/FDD a obtenu 62,17 % des votes. L'idée du rassemblement de partis (coalition) est typique des institutions issues de la proportionelle. Sous conseil de la Belgique et de la France, au niveau de la géopolitique qui se joue dans la Région des Grands Lacs, les partis de l'ADC Ikibiri pensaient qu'en coalition il aurait pu avoir une majorité pour gouverner et écarter le parti CNDD/FDD (qui rassemblent les enfants de l'ancien Royaume de l'Urundi - ou plus communément appelés les Bahutu Barundi comprenant Batutsi et Baganwa). Car en Belgique, par exemple, la NVA (parti Flamand) a gagné les élections nationales mais elle a été écartée du pouvoir par une coalition de plusieurs autres partis qui totalise une majorité au Parlement. La proportionelle permet ce genre de fait politique (apparemment non démocratique car ne reflétant pas l'esprit majoritaire mais bien des minorités rassemblées).

Au Burundi en 2010, ces subtilités de la proportionalité demandant un peu de sagesse et de patience à mettre en place (surtout dans une société peu instruite) n'ont pas été comprises par l'ADC Ikibiri. Par l'impulsion d'un de ces leaders, impatient, qui a préferré miser sur la violence pour exister politiquement, l'ADC Ikibiri a quitté les élections croyant que la Communauté Internationale allait imposer aux Barundi, comme à Arusha, des négociations de partage du pouvoir. Le calcul était faux ! [lire note (3)]

5. La société civile burundaise, rassemblant une majorité de corporation professionelle, est outrageusement dominée par les Bahima du Burundi.

Ces corporations sont: les syndicats d'enseignants, les journalistes, les juristes, les avocats, les magistrats, les médecins, les militants de Droit de l'Homme et de la lutte contre la corruption etc. Ce sont elles qui mènent la dance... La société civile, dans un secteur comme les médias ou les Droits de l'Homme par exemple, souvent dispose plus de moyen que l'Etat. La société civile peut être financée par des Etats ou des multinationals (ou ONGs) ou des Multi Etats (UE, USA etc.) . Aujourd'hui, c'est cette société civile là qui explique au monde le Burundi profitant de la confiance parfois naïve que lui accorde la communauté internationale . Il y a des dérives importants ... Ainsi une personne trouvée à un endroit mort d'une mort naturelle ou accidentellement, car au Burundi, lorsqu'une personne meurt la police n'est pas la première informée, devient via les média et les organisations des Droits de l'Homme une exécution extrajudicaire réalisée par le Régime en place.

La magistrature joue le jeu des Bahima burundais: - des procureurs ne mènent pas des enquêtes judiciaires nécessaires ; et certains juges n'hésitent pas à prononcer des jugements contraires au droit afin que la Justice burundaise en prenne un coup au niveau de son image. Le pire, c'est la corruption que cette société civile voit partout alors que des efforts énormes sont consentis par l'Etat. Par exemple, la décentralisation en cours a réduit considérablement le phénomène de corruption au Burundi.

L'image du Burundi est devenue à ce point, de part cette domination de la société civile par les Bahima burundais, très négative.
Cela a pour conséquence que des bailleurs de fond se retirent de leur promesse ... Alors que les citoyens barundi semblent eux de plus en plus heureux [notes (4)].
En conclusion, le Burundi, comme on vient de le voir, n'est pas une dictature. Il s'agit d'une démocratie avec un type de scrutin à la proportionnelle et des quota ethniques. Le CNDD/FDD, bien qu'il a gagné les élections générales en 2010, n'est pas seul au commande de l'Etat du Burundi. Ce parti n'est pas un parti unique dominant car seul, la société civile du Burundi domine le débat national et donne l'image qu'elle veut du Burundi. Le Burundi reste un pays à enjeu géopolitique important dans la région d'Afrique des Grands Lacs.
Notes :
(1) Barundi, Bahutu , Batutsi, Bahima ...
-Les grandes dates de l'Histoire des Barundi, et du Royaume de l'URUNDI , [http://www.burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm]
-Les clans des Barundi, [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/histoire/histoire-du-burundi/812-burundi-les-clans-des-barundi]
-Qu'est qu'un Mututu, et un Mutusi au Burundi ? "NYAMIGOGO" et sa réforme institutionnelle, répondent partiellement. [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/histoire/histoire-du-burundi/574-burundi-institution-histoire-quest-quun-mututu-et-un-mutusi-au-burundi-qnyamigogoq-et-sa-reforme-institutionnelle-repondent-partiellement]
-Burundi: Tutsi ou Batutsi.[http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/histoire/histoire-du-burundi/2225-burundi-tutsi-ou-batutsi]
-Burundi: Hutu ou Bahutu (Barundi) [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/sport/2409-burundi-hutu-ou-bahutu-barundi]
-Burundi - Histoire : Le Mututsi Murundi, usurpé par les BAHIMA. [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/histoire/histoire-du-burundi/573-burundi-histoire-le-mututsi-murundi-usurpe-par-les-bahima]
(2) Les institutions du Burundi.
- Le code oesothérique de l'Urundi (sorte de Constitution, sous le Royaume de l'Urundi).
- Burundi: Bref historique institutionnel (Bilal Luqman, 19 sept. 2004)... [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/histoire/histoire-du-burundi/624-burundi-bref-historique-institutionnel-]
-En 1992, La Constitution du Burundi en 1992 [http://burundi-agnews.org/images/pdf/Constitution_burundi_1992.pdf]
-En 1996 (Coup d'Etat Buyoya II), Acte constitutionel d'abrogation de la Constitution de 1992, [http://burundi-agnews.org/images/pdf/acte_abrogation_constiution_de_Burundi1992.pdf]
-En 1998 (Suite Coup d'Etat Buyoya II), L'acte constitutionel de Transition, [http://burundi-agnews.org/images/pdf/acte_constitutionel_transition_burundi.pdf]
-En 2000, Les Accord d'Arusha, [http://burundi-

agnews.org/images/pdf/accorddarusha.pdf]
-En 2003, Loi organisant les partis politiques au Burundi : [http://burundi-agnews.org/images/pdf/loipartipolbdi.pdf]
-En 2005, La Constitution du Burundi, [http://burundi-agnews.org/images/pdf/constitution_burundi.pdf]
-En 2005, Loi des Communes au Burundi, [http://burundi-agnews.org/images/pdf/Loi_Organisation_Administration_Communale.pdf]
-En 2005, Le Code électoral du Burundi,[http://burundi-agnews.org/images/pdf/Code_Electoral-burundi.pdf]
-En 2009, Révision de la loi de 2005, code élecorale du Burundi , [http://burundi-agnews.org/images/pdf/Loi_Electorale2009.pdf]
-En 2010, Loi des Communes au Burundi (Revision), [http://burundi-agnews.org/images/pdf/loi_communale_2010_burundi.pdf]
-En 2010, code de conduites des parties politiques et média au Burundi [http://burundi-agnews.org/images/pdf/bur2010code.pdf]
(3) Les élections de 2010 au Burundi.
15-06-2010: Synthèse nationale des résultats du scrutin communal CENI [http://burundi-agnews.org/images/pdf/CENI_Burundi_resultat_elections_communales_mai_2010.pdf]
24-06-2010 : Rapport d'observation des élections communales du 24 mai 2010, [http://burundi-agnews.org/images/pdf/Cosome_election_communal_2010.pdf]
12-10-2010 : La Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Burundi, rapport final: [http://burundi-agnews.org/images/pdf/final-report-burundi-2010_fr.pdf]
Décembre 2010: Rapport général sur le processus électoral de 2010: [http://burundi-agnews.org/images/pdf/ceni_rapport_general_election_2010.pdf]
(4) Des signes positifs du Burundi :
- 28 Juin 2011 : Burundi: Nkurunziza Pierre ou le meilleur président africain actuel. [http://www.burundi-agnews.org/index.php/economie/economie-a-affaires/1348-burundi-nkurunziza-pierre-ou-le-meilleur-president-africain-actuel]
- 14 novembre 2011 : Burundi: Un état impliqué dans le développement. [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/1678-burundi-un-etat-implique-dans-le-developpement?showall=1&limitstart=]
- 22 Mars 2012 : Burundi: Pierre Nkurunziza ou l'âme d'un Tambour amoureux de Sorgho. [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/sport/2113-burundi-pierre-nkurunziza-ou-lame-dun-tambour-amoureux-de-sorgho]
- 27 Avril 2012 : Burundi: Pierre Nkurunziza, le Président préféré de l'Afrique (Gallup) [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/sport/39-politique/2229-burundi-pierre-nkurunziza-le-president-prefere-de-lafrique-gallup]
- 30 Juin 2012: Burundi: Discours du Président pour le Cinquantenaire. [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/sport/2411-burundi-discours-du-president-pour-le-cinquantenaire]
DAM,NY,AGNEWS, le 5 juillet 2012.

JUIN 2012

UPRONA vis à vis du CNDD-FDD (Hassan Ruvakuki)
« La rébellion du Cndd-Fdd, fut-elle plus « propre » que les rébellions naissantes actuelles ? », s'interroge notre correspondant à Montréal.
Bujumbura, le 22 juin 2012 (Net Press). « La question n'est pas du tout philosophique et se pose de façon incontestable, après la condamnation à perpétuité d' Hassan Ruvakuki, du nom de ce journaliste de Radio Bonesha et correspondant en kiswahili de Rfi et de France 24. Elle se pose avec acuité quand on se souvient comment le pouvoir actuel du Cndd-Fdd se perdit dans des justifications contradictoires et alambiquées au moment de son arrestation...

UPRONA (NetPress/la diplomatie Rwandaise/USA)
Une diplomatie rwandaise qui doit faire des jalousies dans la capitale burundaise.
Kigali, le 22 juin 2012 (Net Press). La diplomatie rwandaise vient d'enregistrer un succès incontestable dans son offensive contre celle de la République démocratique du Congo sur fond de tension à sa frontière avec le Nord Kivu. En effet, on a appris la nuit dernière qu'un rapport encore confidentiel produit par les Nations –Unies était en circulation au palais vert de Manhattan, mettant nommément en cause le Rwanda pour son soutien présumé du M23 en lutte contre l'armée nationale congolaise.
Mais des sources en provenance de New York indiquaient ce matin à l'aube que les Etats-Unis s'opposent à ce que ce rapport soit rendu public et même s'il devait l'être, Washington ne voudrait pas que le Rwanda soit pointé du doigt de façon explicite, avant que Kigali ne fasse connaître son droit de réponse.
Hier soir, le ministre congolais des affaires étrangères a reproché au gouvernement américain ce soutien à peine voilé au Rwanda désigné comme agresseur » sans que cela puisse faire bouger la position ni de la Maison blanche ni du département d'Etat.
Cette bienveillance des Etats-Unis vis-à-vis du pays de Paul Kagame due à sa diplomatie très offensive depuis le génocide de 1994 doit susciter bien des jalousies dans la capitale burundaise. Car, dans ses relations avec les puissances qui dominent les affaires du monde et avec la première d'entre elles particulièrement, le Burundi est un « nain » par rapport à son voisin du Nord ...

ADC IKIBIRI / FRODEBU

Plaidoyer pour le retour de la peine de mort par la faute du..... Cndd-Fdd.
Bujumbura, le 18 juin 2012 (Net Press). Le 19ème anniversaire de la double victoire du parti Sahwanya Frodebu à la présidentielle, le 1er juin 1993 et aux législatives, 28 jours plus tard, a été commémorée ce dimanche dans la grande salle des réunions située en face de l'ex-école secondaire des techniques administratives (ESTA), abritant actuellement les élèves du lycée Vugizo. Tout au long du grand boulevard du 28 novembre, on pouvait voir les drapeaux à la mémorable couleur verte et blanche suspendus sur tous les poteaux électriques.
Dans une intervention fort remarquée et très applaudie, le président de Sahwanya-Frodebu, M. Léonce Ngendakumana a, avec son franc-parler qu'on lui connaît, dénoncé la mauvaise gouvernance politique et économique du Cndd-Fdd, affirmant que si la situation n'était pas rectifiée dans les meilleurs délais, notre pays verrait sa démocratie, pour laquelle Melchior Ndadaye s'est battu et versé son sang, disparaître pour toujours.
Mais là où l'ancien président de l'assemblée nationale a été original, c'est lorsqu'il a plaidé pour le retour de la peine capitale supprimée par les députés et les sénateurs en avril 2009. Son argument fort simple est que malgré l'abolition du « châtiment suprême », le Cndd-Fdd l'applique pratiquement chaque jour, avec les exécutions extrajudiciaires dont sont victimes de simples citoyens, mises en œuvre par l'appareil de répression du pouvoir en place (service des renseignements, police nationale et milices du Cndd-Fdd).
L'honorable Ngendakumana a expliqué que, de cette manière, les exécutions seraient appliquées après un jugement, même de façade, mais jugement quand même, afin d'éviter que les émissaires du pouvoir fassent le tour du monde pour se faire applaudir d'avoir supprimé la peine de mort au nom du respect des droits de l'homme !!!

PTD -TWUNGURUNANI (la sauvegarde du secteur café)

Cri d'alarme du Ptd pour la sauvegarde du secteur café.
Bujumbura, le 15 juin 2012(Net Press). Le président du Parti Ptd-Twungurunani, en collaboration avec le collectif des associations provinciales des Etudiants du Burundi (Cape Burundi), a indiqué que les efforts devraient être conjugués pour défendre les intérêts de la nation en ce qui concerne la non-privatisation de la filière café et la renationalisation des secteurs ayant déjà connu cette politique étrangère.
En effet, a-t-il souligné, nulle n'ignore que cette politique de privatisation, qui n'a

d’autres conséquences que la hausse des prix des denrées de consommation courante, - un chômage chronique chez les jeunes comme chez les moins jeunes, la disparition des services rendus à la population, la crise financière de l’Etat -, est dictée par les institutions financières internationales.

M Paul Nkunzimana a alors précisé que le café avait rapporté à l’Etat plus de 80% des recettes d’exportation et avait constitué la principale source de revenus pour plus d’un million de familles. Toutefois, le budget du pays est à plus de 50% d’origine extérieure, selon le vouloir de ces institutions, ce qui remet en cause la souveraineté du Burundi.

C’est pourquoi, a souligné Paul Nkunzimana, l’arrêt de la privatisation de la filière-café et le retour de cette culture dans le secteur public sont des conditions de sauvegarde de notre pays. Ainsi, les travailleurs, les paysans, les jeunes, les chômeurs,... quels que soient leurs partis politiques d’appartenance, y compris ceux du pouvoir, doivent répondre à cet appel pour sauvegarder le secteur café et le pays lui-même de la crise du marché que les institutions et les multinationales veulent nous faire payer, a-t-il conclu.

MAI 2012

ADC IKIBIRI / RDC -BURUNDI/BUBANZA

ADC Ikibiri / Des mouvements d'hommes armés sont signalés vers la Kibira
@rib News, 09/05/2012
Les habitants de la colline Buhanza, commune Rugazi de la province de Bubanza ont révélé ce mardi, le passage d'hommes armés, en uniformes militaires.
« Ils portaient des habits militaires, avec des bottines et des armes tous neufs », a raconté un paysans de Buhanza joint par téléphone par le correspondant d'ARIB.INFO à Bujumbura. Ils ont acheté de la nourriture dans nos restaurants, mais n'ont rien fait de mal, a ajouté ce paysan sous couvert d'anonymat.
Un des responsables collinaires de Buhanza, qui s'exprimait sur la Radio publique africaine (RPA) a aussi abondé dans le même sens, soulignant que des hommes armés sont passés par sa colline avant de disparaitre dans la foret naturelle de la Kibira, frontalière à sa zone, du côté de la province de Bubanza (Ouest).
[http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=5190&Itemid=1]

UPRONA / AFP (Hassan Ruvakuki)

Burundi : Perpétuité requise contre un journaliste accusé de "terrorisme"
@rib News, 08/05/2012 - Source AFP
Un procureur du Burundi a requis mardi la prison à perpétuité contre le journaliste Hassan Ruvakuki et ses 22 co-accusés, poursuivis pour « acte de terrorisme » à la suite d'une attaque perpétrée en novembre dernier.
« Ils sont poursuivis pour un crime très grave, une attaque qui visait à perturber la sécurité du pays », a déclaré le procureur Barbatus Ntakarusho à l'issue d'une journée d'audience. « Pour cela je requiers pour chacun de ces accusés la prison à perpétuité » a-t-il ajouté.

ADC-IKIBIRI / FNL (Claver Nduwayezu du FNL tué en RDC - le cerveau du massacre de septembre de 2011 dans la localité de Gatumba-)

Burundi : l'armée annonce la mort d'un important chef de groupe armé
@rib News, 04/05/2012 – Source AFP
Un ex-commandant de la rébellion burundaise, considéré par Bujumbura comme l'un des principaux chefs des groupes armés actifs à la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC), a été tué mardi par l'armée congolaise, a affirmé l'armée burundaise.
(FNL/ADC Ikibiri) Claver Nduwayezu, surnommé "Carmel" ou "Mukono" (le Manchot), est aussi considéré par les autorités burundaises comme le cerveau du massacre de septembre de 2011 dans la localité de Gatumba, frontalière de la RDC, au cours duquel une quarantaine de civils ont été tués.
[http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=5157&Itemid=1]

ADC-IKIBIRI / FNL (Claver Nduwayezu du FNL tué en RDC - le cerveau du massacre de septembre de 2011 dans la localité de Gatumba-)

L'auteur présumé du massacre de 39 personnes abattu au Burundi
PANA, 04 mai 2012
Bujumbura, Burundi - L’un des auteurs présumés du massacre d’au moins 39 personnes, en novembre 2011, à Gatumba, une cité touristique de la périphérie ouest de Bujumbura, Carmel Mukono, a été abattu sur le sol de la République démocratique du Congo (RDC) voisine dans la nuit de mercredi à jeudi, non loin de la frontière avec le Burundi, apprend-on de source sécuritaire dans la capitale burundaise.
Selon le commandant de la 1ère région militaire de la force de défense nationale et des anciens combattants(FDN), qui opère non loin de la frontière avec la RDC, le colonel Domitien Kabisa, le fugitif activement recherché a été tué au moment où il tentait de tendre une embuscade sur une route de l’est de la République démocratique du Congo à la tête d’un gang armé.

ADC-IKIBIRI / FNL (Claver Nduwayezu du FNL tué en RDC - le cerveau du massacre de septembre de 2011 dans la localité de Gatumba-)

Burundi : la mort du principal accusé de Gatumba suscite des doutes
Voice of America, 04 Mai 2012

Par Chérubin Dorcil | Washington, DC
Claver Nduwayezu, alias "Carmel" ou "Mukono" (le Manchot) a été tué en RDC et ramené mort au Burundi, a annoncé un responsable de l'armée burundaise mercredi soir.
Les autorités militaires du Burundi ont annoncé la mort, en RDC, de l'ex-commandant rebelle Claver Nduwayezu, surnommé "Carmel" ou "Mukono" (le Manchot), qui était recherché par la justice burundaise pour son rôle présumé d'auteur intellectuel du massacre de Gatumba, non loin de la frontière congolaise, en septembre de 2011. Ce massacre avait fait au moins 37 morts et autant de blessés.

ADC-IKIBIRI / FNL
Burundi : une attaque par des hommes armés, un mort et 4 blessés
@rib News, 13/05/2012 - Source Xinhua
Une personne a été tuée samedi soir et quatre autres blessées, dont deux grièvement, par un groupe d'hommes armés de fusils dans la zone de Buringa, à quelque 20 km à l'ouest de Bujumbura, capitale burundaise, rapporte dimanche la radio nationale burundaise. La personne tuée était un gardien de vache qui a succombé de ses blessures.
Ces hommes, habillés en tenues militaires, venus de la réserve naturelle de la Rukoko, se sont repliés après un échange de tirs avec des soldats de l'armée burundaise en patrouille.

ADC-IKIBIRI / MSD (Communauté des Barundi en RDC)

Burundi: L'ADC Ikibiri tente de créer un Royaume en RDC.
Cérémonies d'intronisation de Richard Nijimbere Photo Iwacu
Depuis la fin des élections démocratique au Burundi en 2010, l'ADC Ikibiri (formations politiques perdantes aux urnes) souhaiterait destabiliser le régime burundais.
La tentative de l'ADC Ikibiri de créer une rébellion au Burundi a échoué. Ensuite, elle a essayé de s'installer en RDC et en Tanzanie. Ce fut l'hécatombe. Il y a de cela un mois en RDC la tête de l'organisation qui s'y était installer a été totalement démantelée.
Aujourd'hui, sa dernière stratégie pour pouvoir avoir pied en RDC semble être de revendiquer l'existence d'un état qu'ils appellent " Royaume des Barundi" (1) oublier lors de la conférence de Berlin en 1885.
Un peu comme l'aventure des Banyamulenge, l'ADC Ikibiri veut rivaliser les peuples Bafulero sur leur territoire.
Jusqu'où ira l'ADC Ikibiri ? Elle vient de créer une -Communauté des Barundi - dirigée soit disant par une dynastie de Banyakarama. L'idée est de pouvoir se garantir un bout de territoire en RDC afin de destabiliser le Régime de Bujumbura.

Mais malheureusement pour eux, les Bafulero (RDC) et les Barundi (Burundi) promettent une défaite cuisante à ce projet de dupe.
Tout comme à travers le journal Iwacu "les voix du Burundi", il y a quelques jours. On y annonce la mort du Roi des Barundi en RDC Congo. A Bujumbura, les gens éclairés en rigolent.
Avant hier, le même quotidien évoque l'intronisation du nouveau Roi des Barundi en RDC qui serait en plus un Munyakarama.

Historiquement, les Banyakarama, comme par exemple les Benengwe , sont parmi les anciens notables du Royaume du Bugesera qui a été annexé et ensuite partagé entre les Royaumes de l'Urundi et celle du Rwanda. La parti du Bugesera appartenant à l'ex Urundi a été attribuée à la Tanzanie (lors de la défaite Allemande). L'ancien Royaume du Bugesera, qu'aurait pu peut-être revendiquer ce nouveau "Roi des Barundi" en RDC, se trouve aujourd'hui entre le Burundi, le Rwanda, et la Tanzanie. C'est à dire la Région du Bugesera.
Au Burundi, les Banyakarama sont devenus des "Balusi" (ou Batutsi en Kirundi) c'est à dire des notables car la Royauté Barundi a marié leurs filles (comme pour les Benengwe après l'annexion du Bugesera. On remarque toutefois que les colons ont assimilé les Banyakarama aux Bahima (2).
Au Rwanda, les Benegwe, étant considéré comme des "Bahutu" ou "clans des terricoles", les Banyakarama le sont peut-être aussi. De plus, les Banyakarama n'ont pas de totem (3).

Cette aventure de l'ADC Ikibiri pourra certainement avoir une oreille attentive des gens qui souhaitent la -Balkanisation de la RDC-. Leur alliance rwandaise avec [le FDLR et les déserteurs ex- officiers FPR] (Forces Négatives en RDC) ne s'est pas très bien concrétisée, ce qui les rend vulnérable. Il y a quelques jours 4 officiers rebelles burundais de cette mouvance (ADC Ikiriri) ont été mis hors d'état de nuire par les forces de l'ordre congolaise au Sud - Kivu.
Condamnée par un rapport de l'ONU en décembre, qui affirmait preuve à l'appui, que des membres influents de l'ADC Ikibiri étaient entrain d'armer une nouvelle rebellion burundaise en RDC. Avec l'idée de fondation ou création d'une "Communauté des Barundi" en terre Bafulero (RDC) , l'ADC Ikibiri espère une protection de la Communauté Internationale afin de pouvoir instaurer une base arrière en RDC (voir le reportage de France 24 sur la nouvelle rebellion burundaise en RDC) mais aussi donner une main tendue à ceux qui veulent le démantèlement du Congo RDC (projet Balkanisation du Congo RDC).
Notes :
(1) Les Barundi du Congo ont un nouveau Mwami [http://www.iwacu-burundi.org/spip.php?article2687]
(2) Tiré d'une liste de M. Eugène SIMONS (Administrateur territorial, 1944)
Les clans des Barundi [http://www.burundi-agnews.org/index.php/societe/histoire/histoire-du-burundi/812-burundi-les-clans-des-barundi]
(3) Les quinze clans (Alexis Kagame , Les organisations socio-familiales de l'ancien Rwanda, Bruxelles 1954 pp.37-61)) voir http://www.olny.nl/RWANDA/Societe/A_Kagame_Clans.html ou Les royaumes

Bahutu du Rwanda ancien (www.musabyimana.be)
DAM, NY, AGnews, le 18 mai 2012.

ADC Ikibiri/FNL

Des policiers burundais armés arrêtés à l'Est de la RD Congo
Sécurité
@rib News, 28/05/2012
Cinq personnes dont trois policiers ont été arrêtées la semaine dernière dans l'Est de la RD Congo, a-t-on constaté sur place.
Trois policiers et deux démobilisés du parti présidentiel ont été arrêtés ce mercredi dernier dans la localité de Luvungi. Selon une source de la localité de Luvungi, ces cinq hommes d'origine burundaise se sont fait arrêtés alors qu'ils possédaient des armes, c'est-à-dire deux fusils kalachnikov et un pistolet.
Ces hommes sont Théophile Manirakiza, Benoit Bizindavyi, Jean Paul Ndikuriyo, Bernard Niyonkuru, et Marc NsandaganyaCependant. Selon un militaire congolais sous couvert d'anonymat, ces policiers burundais étaient plus d'une dizaine mais certains se sont volatilisés après avoir été arrêtés par les militaires congolais.
Quant à la raison de leur entrée au Congo, en possession des armes sans même la permission du Gouvernement congolais, la même source a fait savoir que ces policiers ont déclaré avoir reçu la mission de la part des hauts cadres de la police de faire une traque des FNL, qui sont à l'Est du Congo.
Selon l'une des personnes arrêtées, ces hommes avaient reçu cette mission des chefs de la police, et surtout le directeur-adjoint de la police burundaise Gervais Ndirakobuca alias Ndakugarika, et le commissaire de la police en province de Cibitoke Jérôme Nibibogora. « Ils ont même appelé au chef de la police de Cibitoke », affirme une autre source.
Joint par téléphone par la rédaction d'un hebdomadaire burundais, Ntibibogora a déclaré n'être pas à l'origine de cette invasion et souligne que les armes en possession de ces hommes n'avaient pas été livrées par la police, alors que les policiers déclarent avoir reçu ces armes de la police pour aller traquer les FNL d'Agathon Rwasa à l'Est de la RD Congo.
Les cinq burundais arrêtés au Congo ont été transférés dans un camp de l'armée congolaise connu sous le 1004ème régiment de l'armée congolaise, où ils restent pour le moment.
La présence des hommes au solde du gouvernement burundais à l'Est de la RD Congo avait été annoncée depuis quelques temps. Ces informations affirmaient que les agents du Service National de Renseignement avaient été rapporté présents dans les hôtels et familles de l'est du Congo, pour traquer les membres des partis de l'opposition.
Cependant, le Gouvernement et surtout l'armée burundaise avaient officiellement rejeté cette présence, reconnaissant néanmoins la collaboration frontalière et conjointe avec l'armée congolaise dans la traque des groupes armés opérant dans

cette région.

ADC IKIBIRI => lien avec la société civile/Uprona

Opposition et société civile démentent vouloir ternir l'image du Burundi
@rib News, 07/05/2012 – Source Xinhua
Les partis politiques de l'opposition, certaines organisations de la société civile ainsi que les médias burundais ont réagi lundi aux accusations portées contre eux par le gouvernement du Burundi de collaborer avec l'ONG Human Rights Watch pour ternir l'image du Burundi.
Pour l'Association des Radio Diffuseurs (ABR), les accusations portées contre certains médias sont sans fondement et le gouvernement devrait plutôt chercher à démentir le rapport produit par cette ONG au lieu de chercher des boucs-émissaires.

ADC IKIBIRI / UPD (HRW report)

- L'ADC-Ikibiri, via son porte-parole, fait savoir que le gouvernement du Burundi ne devrait pas chercher à étouffer le rapport de Human Rights Watch sur la situation des droits de l'Homme au Burundi. Chovineau Mugwengezo souligne que le gouvernement devrait plutôt se réjouir du fait qu'il y ait des personnes qui songent à lui faire un clin d'œil. Le gouvernement devrait donc considérer avec intérêt ce rapport. Il dément en outre les informations livrées par le porte-parole du gouvernement qui a affirmé que de tels rapports sont rédigés par les membres de l'ADC-Ikibiri. [Bonesha] @rib News, 07/05/2012

ADC IKIBIRI / FRODEBU (HRW report)

- Le vice-président du parti Sahwanya Frodebu déclare que le gouvernement devrait, au lieu d'étouffer les rapports de Human Rights Watch, démentir ce qui a été publié. Si une mort est rapportée, il faudrait que le gouvernement démente l'information. Le fait de dire que le rapport a été produit par tel ou tel autre personne, c'est une échappatoire. [Bonesha] @rib News, 07/05/2012

ADC IKIBIRI / FRODEBU

- L'ancien président de la République Domitien Ndayizeye dit que les paroles du

porte-parole du gouvernement sont de nature à causer un climat malsain entre la Burundi et ses bailleurs. [Bonesha]

UPRONA

- Zénon Nicayenzi estime que ce qui vient de se passer en France peut servir de leçon pour les Burundais, en matière de démocratie, et surtout en ce qui de la reconnaissance de la victoire de son concurrent. [Isanganiro/Bonesha] @rib News, 07/05/2012

ADC IKIBIRI / FRODEBU

- L'ancien président Sylvestre Ntibantunganya fait savoir qu'il est bon que les restes de Mwambutsa Bangiricenge soient rapatriés et enterrés au Burundi. C'est une chose importante du moment que ce roi a été au pouvoir pendant 50 ans, a combattu contre les envahisseurs étrangers et sous le règne duquel l'indépendance dont nous allons fêter le cinquantenaire a été proclamée. Selon la fille de ce roi, il ne faut pas être prisonnier des déclarations de Mwambutsa qui avait souhaité ne pas être enterré au Burundi puisque ces déclarations ont été prononcées sur pression de la colère du roi qui venait de perdre ses deux fils. [Bonesha]/@rib News, 09/05/2012

UPRONA

- L'Ombudsman burundais a reçu en audience l'ancien président de la République Major Pierre Buyoya. Personne n'est revenu sur les rumeurs faisant état de gens qui voudraient attenter à la vie de l'Ombudsman. Son porte-parole n'a pas non plus voulu donner des détails sur cette question. [Rpa/Isanganiro/Bonesha] @rib News, 14/05/2012

UPRONA

Pierre Buyoya: portrait d'un ex-putschiste reconverti en "faiseur de paix"
La Croix, 23/5/12
Le Burundais Pierre Buyoya défend la transition démocratique en Afrique
À 62 ans, l'ancien président burundais est l'un des trois grands médiateurs de l'Union africaine.

Costume prince-de-galles à la coupe soignée, cravate club à rayures mauves, la silhouette fine et élégante de Pierre Buyoya n'évoque pas celle du soldat responsable de deux putschs au Burundi. À 62 ans, l'homme est parfaitement à son aise dans ce grand hôtel parisien où il reçoit ses invités. S'exprimant dans un français clair et courtois, l'ancien homme fort du Burundi, qu'il a dirigé à deux reprises (de 1987 à 1993 et de 1996 à 2003), est aujourd'hui l'un des trois membres du haut panel de l'Union africaine, chargé de résoudre les crises qui touchent l'Afrique.

CNDD-FDD

- Le parti au pouvoir CNDD-FDD affirme que ce qui se fait actuellement en Suisse ne peut être considéré comme des négociations entre politiciens burundais. Il affirme aussi ne pas avoir reçu d'invitation et souligne que même Aimé Nkurunziza et Pascal Kekenwa, membres de ce parti qui ont été invités l'ont été à titre personnel et individuel. Ce qu'ils vont dire sera pris comme leur position individuelle qui n'impliquera pas celle de leur parti politique. [Isanganiro] @rib News, 30/05/2012

AVRIL 2012

ADC Ikibiri / UPD (terrorisme Hassan Ruvakuki / Emmanuel Ndereyimana -UPD-)

Burundi : libération de 24 prisonniers accusés de" terrorisme"
@rib News, 24/04/2012 – Source Xinhua
24 prisonniers poursuivis pour « collaboration avec des groupes terroristes » ont été libérés mardi après-midi par le Procureur Général près la Cour d'Appel de Gitega, la seconde plus grande ville du Burundi, a rapporté la Radio Sans Frontières - Bonesha Fm (RSF-Bonesha FM).
Seulement un certain Emmanuel Ndereyimana, qui appartiendrait à une mouvance politique d'opposition de l'Union pour la paix et le développement (UPD), et le journaliste de la RSF-Bonesha FM, Hassan Ruvakuki, poursuivis pour le même motif, n'ont pas bénéficié de cette mesure d'élargissement.

UPRONA (la CNTB)

Burundi : Mgr Sérapion Bambonanire dans l'œil du cyclone
@rib News, 15/04/2012
En de termes très clairs, le président du parti Uprona a demandé au Gouvernement « de procéder dans les meilleurs délais au remplacement de Mgr Sérapion Bambonanire à la tête de la CNTB avant qu'il ne soit trop tard ». Dans une conférence de presse animée jeudi au siège du parti à Bujumbura, le président de l'Uprona, Bonaventure Niyoyankana, considère le président de la Commission nationale des terres et autres biens (CNTB) comme « une entrave réelle à la résolution des conflits en rapport avec les terres et autres biens ».

UPRONA / RFI / (CNTB)

Burundi : L’Uprona accuse Mgr Sérapion Bambonanire d'être un extrémiste hutu
RFI, 14 avril 2012
Tensions au Burundi autour de la commission chargée des conflits fonciers liés à la guerre
L'action de la Commission nationale des terres et autres biens, la CNTB, chargée de régler les problèmes fonciers liés au retour des réfugiés burundais de l'étranger, faisait l'unanimité jusqu'ici, mais ce consensus vient de voler en éclats car l'Uprona, le principal parti issu de la minorité tutsi de ce pays, accuse le président de la CNTB d'être un extrémiste hutu.
Quelque 700 000 Burundais, réfugiés en Tanzanie, sont rentrés d'exil depuis 2002. Parmi eux, des dizaines de milliers de réfugiés de longue date, dont les terres ont été occupées par d'autres personnes : une bombe dans ce pays où 90% de la population vit de l'agriculture. [http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=5063&Itemid=1]

UPRONA (CNTB)

Réaction face à l’attitude de l’Uprona envers Mgr Bambonanire
@rib News, 28/04/2012 / Réaction à l’accusation de l’Uprona à Mgr Sérapion Bambonanire d'être un extrémiste hutu - source ARIB, le 14 avril 2012
Avant toute chose, j’ose croire que l’auteur de cet article a exagéré en affirmant que "…le principal parti issu de la minorité tutsi de ce pays, accuse le président de la CNTB d'être un extrémiste hutu", "…cette Commission donne systématiquement raison aux rapatriés", s'enflamme le président de l'Union pour le progrès national (UPRONA), Bonaventure Niyoyankana : « Le mal, c’est "ce" Mgr Sérapion parce que c’est un agitateur, c’est un faiseur de guerre. Et là, on ne peut pas accepter. Nous espérons que le gouvernement osera prendre les responsabilités d’avoir contribué à une guerre ».
Si réellement ces déclarations étaient reconnues comme vraies par le Parti Uprona et son Président, Monsieur Niyoyankana, nous nous étonnons d’entendre que le parti UPRONA était réellement un parti de la minorité tutsi du Burundi ?

UPRONA (CPI)

Pierre Buyoya déplore la condamnation de Charles Taylor
RFI, 27 avril 2012
« Beaucoup en Afrique - y compris moi-même - ont l'impression que c'est une Cour qui n'applique pas toujours le principe de base de la justice, en particulier l'égalité de tous les justiciable devant cette Cour ».
Une voix discordante dans le concert de louanges qui a suivi la condamnation de Charles Taylor par la Cour pénale internationale. Pierre Buyoya a été président du

Burundi, à deux reprises. Aujourd'hui, il est l'un des médiateurs de l'Union africaine entre les deux Soudan. Il répond aux questions de Christophe Boisbouvier.

CNDD-FDD

Burundi : Pascal Nyabenda du Cndd-Fdd prône un dialogue "non piégé"
@rib News, 28/04/2012 – Source Xinhua / Le nouveau président du Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Force de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir au Burundi), Pascal Nyabenda, a déclaré samedi sur les ondes de la radio Isanganiro qu'il est pour un dialogue à condition que ce dialogue ne soit pas piégé. « Nous savons qu'il y a des pièges qui sont tendus ici et là. Dialogue oui, mais dialogue piégé non », a indiqué M. Nyabenda dans un débat avec le vice-président du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), Frédéric Bamvuginyumvira, et le délégué général du Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC), Pacifique Nininahazwe. Les trois hommes se sont penchés sur la possibilité de susciter un nouveau souffle de dialogue entre les partis politiques réunis au sein de l'opposition, l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri), et les autorités publiques d' une part, et entre ces dernières et les organisations de la société civile, d'autre part. Ce nouveau souffle de dialogue a été perçu positivement par M. Nininahazwe : « Le fait que tout le monde s'accorde à dire que le dialogue est absolument incontournable, on devrait maintenant aller dans le concret, entrer dans ce pas, créer le cadre de dialogue et dialoguer ».
Le pouvoir de Bujumbura et les partis politiques avaient initié dès 2008 un cadre de dialogue appelé « Forum de Dialogue Permanent des partis politiques agréés au Burundi », mais son fonctionnement travaille au ralenti par manque de confiance entre certains partis et le pouvoir.

ADC IKIBIRI/MSD vis à vis du CNDD-FDD

- Le député Manassé Nzobonimpa, ancien membre du CNDD-FDD, fait savoir que la nouvelle équipe dirigeante du parti au pouvoir n'apportera rien de nouveau dans la bonne administration de ce parti. Selon lui, ce sont les mêmes individus qui ont juré de « se laver les mains et de piller le pays » qui continuent d'être élu aux postes les plus juteux de ce pays afin de continuer de s'enrichir aux dépens du reste de la population qui s'appauvrit continuellement. [Rpa] @rib News, 30/04/2012

UPRONA (Forum des Partis Politiques)
Il y a comme de l'eau dans le gaz, côté Forum des Partis Politiques
Bujumbura le 27 avril 12 (SurviT-Banguka)

Il n'y a pas que les partis politiques ligués dans l'Alliance des Démocrates pour le Changement Démocratique, ADC-Ikibiri, qui ne portent pas à cœur le Forum des partis politiques, désormais vu comme un machin du CNDD-FDD.
Il y a quelques jours, le Président de l'UPRONA, Bonaventure Niyoyankana, boudait sa réunion et l'assumait sans ambages alors qu'il en assure la première présidence. Aujourd'hui, tous les partis qui y croyaient encore viennent de retirer ouvertement leur confiance à Melchiade Nzopfabarushe, Président dudit Forum. « Nous n'allons plus participer aux réunions du Forum aussi longtemps qu'il sera dirigé par Melchiade Nzopfabarushe, il nous faut rapidement un autre président car ce dernier s'est déjà montré suffisamment incapable de piloter un tel organe, cela fait trois mois qu'on ne se réunit pas et nous ne savons rien de ce qui ce trame derrière ce Forum initialement conçu pour servir de cadre d'échanges et de dialogue entre les partenaires politiques », a expliqué, le 26 avril 12, Nick Paul Casimir, un des leaders du parti FNL-Icanzo.
Le Forum est décidément au point mort. Le parti au pouvoir qui en a fait un ersatz du véritable cadre de dialogue doit encore cogiter pour arrêter une autre stratégie.
Mais même si les partis politiques déplorent les qualités de leadership du président du Forum, Melchiade Nzopfabarushe, la question de fond reste totale. Car à l'instar de la quasi-totalité des responsables issus du CNDD-FDD, le président du Forum des partis politiques agit sur commande des responsables du parti présidentiel. Tant et si bien que même le futur président n'aura pas de coudées franches pour tolérer un débat franc et contradictoire au sein de ce Forum.

UPRONA

Actualité du 24.04.2012 / L'aile radicale de l'UPRONA déplore la double désignation de Martin Nduwimana et Frédéric Ngenzebuhoro à l'EALA

MARS 2012

FRODEBU NYAKURI-IRAGI RYA NDADAYE (la vie chère)

Le président du parti Sahwanya Frodebu Nyakuri-Iragi rya Ndadaye conseille aux organisations de la société civile et les syndicats, qui ont annoncé l'arrêt des activités pour dénoncer la vie chère, de privilégier plutôt la voie du dialogue. Mais il reconnaît que la vie est réellement chère dans tout le pays. [Bonesha]

ADC IKIBIRI / DIASPORA

Cimpaye accuse Nkurunziza d'avoir "dénaturé la vérité" sur les exilés politiques
@rib News, 02/03/2012

Pancrace CIMPAYE
Rue des Francs 22
6001 Marcinelle
pcimpaye@yahoo.fr

Marcinelle, 1e mars 2012

Lettre ouverte à Son Excellence Monsieur
Pierre NKURUNZIZA
Président de la République du Burundi

Objet : Réaction à votre appel de la B.B.C

Excellence Monsieur le Président, ...

UPRONA (accuse le gouvernement dont il est membre d'être responsable de massacre)

- L’Uprona et le Frodebu Nyakuri, deux partis de la coalition au pouvoir, soutiennent le rapport de l’Union Européenne sur la situation sécuritaire au Burundi. L’Uprona affirme qu’il n’est pas question de soutenir les massacres qui se commettent, puisque cela fait que le pays régresse. Il demande à la justice de relâcher ceux qui sont innocents et de poursuivre les fautifs. [Rpa]

ADC IKIBIRI/ FRODEBU (la vie chère)

L’ADC-Ikibiri rompt son silence pour parler « vie chère »
Bujumbura le 20 mars 12 (SurviT-Banguka)
Comme toujours à pareille occasion au Burundi, derrière la salve de protestations sociale contre la vie chère et la menace de descendre dans la rue pour y exprimer le trop-plein de chagrin, le pouvoir CNDD-FDD sentait déjà la vicieuse main de l’ADC-Ikibiri, ou l’opposition radicale qui jure par tous les dieux de faire tomber le mammouth. Mais sans aucune preuve tangible. Car les partis ligués dans l’Alliance des Démocrates pour le Changement n’avaient pipé mot jusque-là. Ce n’est qu’après le concert de réactions du Gouvernement et de l’Assemblée Nationale que le président de l’ADC (et du parti FRODEBU), Léonce Ngendakumana, a finalement pris la parole pour appuyer sans détours les revendications des syndicats. « la voie de la rue est inévitable tant qu’une poignée de quelques responsables politico-militaro-policiers continueront à piller les deniers, publics ; ce sont ceux là qui disent toujours que la flambée des prix est relative, sinon je dois avouer que nous sommes tous concernés, y compris les membres du partis CNDD-FDD au pouvoir, la révolte populaire est inévitable, le pouvoir ne peut plus se faire des illusions », a publiquement déclaré le Président de l’ADC-Ikibiri.
Malgré les apparences, la détermination des syndicats et de la société civile burundaise semble faire tiquer les plus hautes autorités de la République. Après la déclaration solennelle de l’Assemblée Nationale qui mettait en garde les grévistes déclarés, c’est autour du Conseil National de la Sécurité de plancher sur la bouillante question de la vie chère. Les membres dudit Conseil se sont réunis le 16 mars dernier, sous la présidence du Chef de l’Etat, Pierre Nkurunziza. Le communiqué sanctionnant la réunion a été lu par le ministre de la Sécurité Publique. "Le Conseil reste convaincu que les manifestations prônées par certains syndicalistes et certaines associations de la société civile ne sont pas une solution. Elles sont plutôt de nature à désorienter la population burundaise. Seuls la production et le dialogue entre tous les partenaires de la vie socio-économique du pays sont une voie sûre pour trouver des solutions durables", a déclaré le ministre de la Sécurité Publique, Gabriel Nizigama, au nom dudit Conseil.
Le Conseil reconnaît tout de même que les Burundais mènent une vie chère qui peut être source d'insécurité. "Le Conseil national de sécurité est préoccupé par la flambée des prix des produits de première nécessité qui conduit à la paupérisation de la population burundaise, et qui constitue une source d'insécurité", a-t-il poursuivi.

Le Conseil national de sécurité appelle les syndicalistes et les organisations de la société civile à "se garder de tout discours appelant à la révolte populaire", mais à "approcher plutôt le gouvernement pour comprendre ensemble des solutions adéquates à la pauvreté de la population burundaise en général". Il demande en même temps à la population burundaise de "rester sereine et de ne pas tendre l'oreille à ceux qui ne cherchent qu'à la désorienter par des discours tendancieux, mais de s'atteler aux travaux de développement pour augmenter la production".
Pour rappel, le 15 mars, 486 organisations de la société civile, dont 44 syndicats, ont déposé un préavis de grève générale contre la vie chère. Elles ne sont pas contre le dialogue prôné par le gouvernement, mais posent des préalables. Elles exigent la suspension de la mesure portant hausse des prix d'eau et d'électricité qui sont respectivement à hauteur de 376% et de 266% depuis le mois de septembre 2011.

UPRONA (la vie chère)
Le parti UPRONA se met presque du côté des grévistes
Bujumbura le 27 mars 12 (SurviT-Banguka)
Ce n’est pas tout à fait vrai mais c’est tout comme. Face aux nombreux ratés du pouvoir CNDD-FDD, Bonaventure Niyoyankana, Président de l’UPRONA, est plus critique que jamais. Ses détracteurs Upronistes qui l’accusaient de complicité avec le CNDD-FDD au pouvoir devraient se raviser.
Dans un point de presse qu’il a organisé le 26 mars 12 à Bujumbura, le Président du parti UPRONA a en effet a affirmé sans ambages que l’appel à la grève, lancée par les syndicats ou les autres organisations de la société civile pour ce 27 mars est bien fondé. Davantage. Le Président de l’UPRONA passe à une autre vitesse et promet que son parti est prêt à se mettre du côté des manifestants pour braquer le pouvoir CNDD-FDD qui devient de plus en plus un creuset de toutes les contradictions. « Je pense que la voie de grève reste bien autorisée pour les syndicats et au-delà de cette grève annoncée, on peut envisager d’autres réactions, comme une marche dans les rues, pour forcer le Gouvernement à changer les choses et ce qui me chiffonne dans le contexte actuel est qu’il semble y avoir des dérapages et un sérieux dysfonctionnement des institutions que même le parti UPRONA qui est au Gouvernement se sent en droit de dénoncer», a déclaré Bonaventure Niyoyankana.
Pour illustrer ses propos, le président de l’UPRONA revient sur le révoltant dossier de la société de production/commercialisation de l’eau et de l’électricité : « au sujet des prix de l’eau et de l’électricité, l’Assemblée Nationale avait recommandé à la Régideso de surseoir à la décision de majorer les prix, en attentant un audit qui devrait rendre compte de la manière dont cette entreprise est gérée, afin d’avoir une idée sur le prix de revient d’un KWH ou d’un mètre cube d’eau, mais à notre grande surprise, la société a passé outre toutes ces injonctions et a augmenté les prix, c’est une honte et aujourd’hui, on ne sait pas qui commande à qui ? », a encore déclaré Bonaventure Niyoyankana.
Il est aussi revenu sur l’affaire Ernest Manirumva, du nom de l’ancien vice-président de l’Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques,

assassiné dans la nuit du 8 au 9 avril 2009. «Tout le monde sait que les véritables assassins se la coulent douce à Bujumbura et que des innocents croupissent en prison, c'est aussi une honte », a encore déclaré le Président de l'UPRONA.

CNDD-FDD (Travaux Communautaires)

Le pouvoir CNDD-FDD passe à une autre vitesse et rançonne les citoyens qui ne vaquent pas aux travaux communautaires
Bujumbura le 30 mars 12 (SurviT-Banguka)
C'est le signe que le compte général du trésor est désespérément vide. Non content de laisser l'Office burundais des recettes sucer le contribuable burundais qui, comme on sait, est sans ressources, les commis du pouvoir CNDD-FDD qui ne manquent pas d'imagination quand c'est pour renflouer la caisse commune en arrivent aujourd'hui à frapper de lourdes amendes tout citoyen qui a le malheur de rater les travaux communautaires de samedi. La sanction était d'abord timide mais elle tend désormais à s'officialiser.
C'est en tout cas le cas dans la commune Muyinga, province Muyinga, où l'administrateur communal n'hésite plus à exiger le paiement d'un montant global et forfaitaire de 2000 FBu pour tout citoyen qui s'absente au moment solennel des travaux communautaires organisés chaque samedi depuis que l'ancien mouvement rebelle CNDD-FDD a pris les rênes du pouvoir (août 2005).
Ce responsable administratif n'aurait sans doute pas agi d'initiative ou par excès de zèle. Comme toujours, cette idée serait venue d'en haut comme l'estime Léonce Ngendakumana, président du parti FRODEBU et de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri). « Le Gouvernement veut passer par tous les moyens, légaux et illégaux, pour avoir de l'argent, car les bailleurs traditionnels qui le soutenaient ont déjà suspendu leur aide financière en raison de la mauvaise gouvernance appliquée au Burundi à tous points de vue », a déclaré Léonce Ngendakumana.
Interrogé sur ces amendes intempestives, le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana ne nie pas que la taxe est illégale, mais il essaie de noyer le poisson à dessein. « Il n'y a pas de loi qui rend obligatoire les travaux communautaires de samedi, mais cet argent collecté ça et là constitue une contribution généralement volontaire qui peut être en espèce ou en nature selon les moyens de chacun », indique le ministre burundais de l'Intérieur.

UPRONA et FRODEBU-NYAKURI (critique le gouvernement dont ils sont membres)

Les partis UPRONA et FRODEBU-NYAKURI réclament ouvertement la fin de l'impunité.

Bujumbura le 22 mars 12 (SurviT-Banguka)
Il n'y a pas que l'Union Européenne qui s'indigne de l'insoutenable protection dont jouissent toujours les gros poissons du parti présidentiel constamment cités dans les différents dossiers de sang à vrai dire emblématiques. Au sein même du Gouvernement, le désaccord est perceptible. Car les leaders des partis UPRONA et FRODEBU-Nyakuri viennent d'affirmer ouvertement que comme l'a recommandé l'Union Européenne, le Gouvernement burundais doit immanquablement mettre à la disposition de la justice les hauts cadres de la police/documentation qui sont cités dans les grands dossiers compromettant.
C'est notamment le cas de l'assassinat de l'ancien vice-président de l'OLUCOME, Ernest Manirumva, le pogrom de Gatumba, etc. « Nous devons reconnaître que tant qu'il y a des noms qui sont cités et qui restent intouchables, cela va toujours décrédibiliser le Gouvernement ; car personne n'est au-delà de la justice », a déclaré Jean Minani, Président du parti FRODEBU-NYAKURI. C'est aussi l'avis de l'honorable Bonaventure Niyoyankana, Président du parti UPRONA. «Le fait que les mêmes gens soient cités dans ces grands dossiers de sang et qu'ils ne sont jamais inquiétés, donne une mauvaise image au pays, les plus hautes autorités de la République ne devraient pas l'ignorer », explique-t-il. Pour rappel, parmi ces caciques du parti présidentiel, CNDD-FDD, qui font la pluie et le beau temps dans le pays, figurent le général Adolphe Nshimirimana (administrateur général de la Documentation), le général Gervais Ndirakobuca alias Ndakugarika (directeur général adjoint de la police nationale), ainsi que les colonels David Nikiza et Désiré Uwamahoro.
Ces personnalités sont citées comme étant les commanditeurs/exécutants du lynchage de l'ancien vice-président de l'Olucome, mais ils n'ont jamais comparu en justice. Ce qui irrite le Président de l'UPRONA. « On nous dit que le procureur les a écoutés discrètement, nous exigeons une comparution publique et officielle comme c'est le cas pour les autres prévenus », a ajouté Bonaventure Niyoyankana.
Pour rassurer à la fois le Président du FRODEBU-NYAKURI et UPRONA, Elie Ntungwanayo, porte-parole du parquet général de la République affirme que ces personnalités seront convoquées en justice en temps utile. « Nous ne pouvons pas les arrêter parce que l'Union Européenne ou un autre acteur politique burundais le demande, mais je dois avouer que si le procureur de la République a de sérieux éléments à leur charge, il n'hésitera pas de les arrêter pour interrogatoire », a indiqué Elie Ntungwanayo.

FEVRIER 2012

UPRONA (l’affaire Jean-Baptiste Manwangari et consorts)

-Sous les verrous depuis deux mois, un ancien président du parti UPRONA recouvre sa liberté.

Bujumbura le 29 février 2012 (SurviT-Banguka)

Comme prévu, c’est un soulagement quasi-général au sein du parti UPRONA. L’honorable Jean Baptiste Manwangari, ancien président de ce parti, a recouvré sa liberté ce 28 février 2012. Sauf surprise et rebondissement de dernière minute comme on en voit souvent sous le règne du parti CNDD-FDD, Jean Baptiste Manwangari devrait retrouver les siens ce mercredi le 29 février 2012. La cour d’appel de Bujumbura a en effet déclaré non fondé l’appel du ministère public dans l’affaire Jean-Baptiste Manwangari et consorts.

Après l’acquittement prononcé par le tribunal de grande instance en mairie de Bujumbura, le Ministère Public a immédiatement interjeté l’appel et a concrètement demandé à la cour d’appel de réformer la décision du tribunal de grande instance en mairie de Bujumbura selon laquelle ces détenus soient libérés moyennant une caution. Aujourd’hui, le verdict est donc tombé et la cour saisie déclare main levée à cette affaire et libère, illico et sans caution, Jean-Baptiste Manwangari et ses co-détenus.

Parmi les gens qui se réjouissent de cette décision de la cour se trouve naturellement ses avocats. Selon Maître Pasteur Nzinahora, l’avocat de Jean Baptiste Manwangari, la justice burundaise a redoré son blason : « c’est un ouf de soulagement pour nous car cette fois, les magistrats ont écouté leur conscience pour dire le droit et rien que le droit, ils ont ainsi pris leur courage à deux mains pour ne pas s’écarter de la logique du droit et des textes réglementaires et légaux, nous exhortons les autres magistrats à leur emboîter le pas pour ne plus se laisser influencer par les décideurs politiques qui défendent d’autres intérêts », a déclaré l’avocat de Jean Baptiste Manwangari avant de lui jeter ces fleurs : « peut-être que les Burundais ne le savent pas, Jean Baptiste Manwangari n’est pas n’importe qui, c’est un des brillants fils de ce pays qu'il a servi depuis 1970 ».

Après la libération, coup sur coup, de Faustin Ndikumana, président de l’ONG local PARCEM, après la relaxation de Maître François Nyamoya, numéro deux du parti d’opposition MSD, et enfin celle de Jean Baptiste Manwangari, les défenseurs des droits humains saluent enfin le triomphe de la justice sur l’injustice.

A priori, cette relaxation ne devrait pas plaire aux partisans de l'actuel président du parti, Bonaventure Niyoyankana, et par ricochet le premier vice-président de la République Térence Sinunguruza. D'aucuns estiment en effet que l'emprisonnement prolongé de cet ancien leader de l'UPRONA avait été décidé et encouragé par la première vice-présidence de la République, sur demande insistante du président de l'UPRONA.

ADC IKIBIRI / FNL

L'ADC-Ikibiri déjoue la stratégie du vrai faux FNL.
Bujumbura le 27 Février 12 (SurviT-Banguka)
La coalition des partis politiques de l'opposition ligués dans l'Alliance des Démocrates pour le Changement, ADC-Ikibiri est formelle : les gesticulations du parti FNL, aile créée de toutes pièces par le parti présidentiel, CNDD-FDD et dirigée par Emmanuel Miburo, se constitue en opposant de paille pour faire figure de l'ADC-Ikibiri Nyakuri. Car depuis plusieurs mois, le parti présidentiel, CNDD-FDD, a pris l'option de doubler le véritable opposant par un opposant (bis) qui n'en est pas un. Les véritables acteurs de l'opposition en sont parfaitement convaincus. « Nous savons bien que le vrai faux FNL d'Emmanuel Miburo s'est récemment déclaré parti politique de l'opposition sur commande du pouvoir qui, craignant la pression de l'opposition extraparlementaire que constitue l'ADC-Ikibiri aux yeux de la communauté internationale et nationale et demain, nous ne serons pas étonnés de voir un flux de facilités accordées à cette aile soumise du FNL et le gouvernement ne manquera pas de se vanter pour avoir accordé tant de facilités à un parti politique de l'opposition », a fait remarquer Chovineau Mugwengwezo, Secrétaire Général du parti UPD-Zigamibanga.
Ce sont les dernières interventions médiatiques des leaders de cette aile du FNL, en l'occurrence Jacques Bigirimana (directeur commercial à l'Office du Thé du Burundi et secrétaire général du FNL anti-Agathon Rwasa) et Emmanuel Miburo, président de la même branche du FNL. Ces derniers ont, coup sur coup, réclamé des postes dans les institutions de la République tout en se rangeant dans l'opposition avec cette sibylline précision : « nous ne voulons pas une part de la parcelle qui revient de droit au parti CNDD-FDD et nous n'allons pas utiliser la force pour réclamer nos droits, mais c'est tout simplement pour implorer le Chef de l'Etat, qui est aussi le père de la Nation, pour qu'il ait l'amabilité d'accorder au FNL la place qui lui revient au regard de son score aux élections communales », indique Jacques Bigirimana.

UPRONA (l'affaire Jean-Baptiste Manwangari et consorts)

Les Upronistes dans l'attente du sort de l'honorable Jean-Baptiste Manwangari.

Bujumbura le 28 février 12 (SurviT-Banguka)
Que l'honorable Jean Baptiste Manwangari, ancien président du parti UPRONA incarcéré à la prison de Muramvya depuis plusieurs semaines, soit libre ! tel est l'ardent vœu de nombre de militants de ce parti du Prince Louis Rwagasore, en particulier dans les rangs des nombreux militants radicaux, partisans d'un départ précipité de l'honorable Bonaventure Niyoyankana, actuel leader en chef du parti. Aujourd'hui, ils croisent les doigts et attendent le verdict de la Cour d'Appel de Bujumbura.
Jean-Baptiste Manwangari, avait en effet comparu le 24 février 2012 dans la chambre de conseil de cette même cour d'appel de Bujumbura, appelée à statuer sur son cas.

ADC IKIBIRI / MSD

Libération d'un opposant à Muyinga.
Bujumbura le 29 février 12 (SurviT-Banguka)
Violemment accusée de corruption et de vassalisation vis-à-vis du pouvoir exécutif, la justice burundaise semble décidée à redorer son blason. Le N° 2 du parti MSD, Maître François Nyamoya a été récemment libéré après six mois d'injuste incarcération. Faustin Ndikumana a été aussi relâché après deux semaines de détention à la prison centrale de Mpimba. D'autres détenus pour des mobiles essentiellement politiques pourraient aussi retrouver leur liberté dans quelques jours. Et ce mouvement concerne aussi les juridictions de l'intérieur du pays.
Ainsi, la cour d'Appel de Ngozi (nord) vient de prendre la décision de libérer M. Gérard Nduwimana, président du parti UPD-Zigamibanga en Commune Mwakiro de la province Muyinga (nord-est). Cette mise en liberté a été décidée par la chambre de conseil de la cour d'Appel de Ngozi après que le parquet de Muyinga ait interjeté l'appel auprès de cette cour. Gérard Nduwimana et ses codétenus, à savoir Jonathan Ntihabose et Léonard Nzorijana, tous deux du parti FNL (Force nationale de libération) avaient été transférés à la prison centrale de Ngozi sur ordre du parquet de Muyinga. Ils avaient été arrêtés par le parquet de Muyinga, il y a de cela trois mois. Pour rappel, à l'origine de leur arrestation, il y avait eu un message capté sur un téléphone portable par un agent du Service national de renseignement (SNR), lequel appelait les trois codétenus à commettre un meurtre. Tous les trois prévenus avaient alors qualifié ces allégations de non fondées, arguant que leur harcèlement judiciaire avait plutôt un caractère politique.

ADC IKIBIRI

L'Ombudsman entre le pouvoir et l'opposition.
Bujumbura le 27 Février 12 (SurviT-Banguka)
Au moment où les acteurs politiques de l'opposition, en particulier ceux qui se sont

ligués au sein de l'Alliance des démocrates pour le changement (ADC-Ikibiri) réclament ouvertement des négociations avec le pouvoir CNDD-FDD, l'on assiste aujourd'hui à des suggestions tous azimuts quant à un éventuel médiateur entre les deux parties. L'idée d'entamer des négociations se précise de plus en plus, même dans le camp gouvernemental dont la position était plutôt radicale à toute prise de langue avec l'illégale ADC.
Dans le souci d'organiser un débat libre, franc et contradictoire les plus radicaux des acteurs de l'opposition proposent un pays neutre pour permettre justement aux leaders de l'opposition vivant en exil d'y prendre part sans risquer leur peau. De son côté, le Gouvernement leur propose de rentrer quitte à entamer des négociations sur place avec les représentants de tous les représentants des autres acteurs sociopolitiques. La voie du Forum des Partis politiques n'est toujours pas exclue, côté Gouvernement.
Consciente de l'impérieuse nécessité de négocier, la communauté internationale exhorte aussi les deux parties à s'asseoir sur une même table pour plancher sur les différents points de désaccord. En cela, l'Union Européenne vient de prendre les devants en allant jusqu'à proposer un possible Médiateur. Le nom de Mohamed Rukara, Ombudsman est clairement évoqué par le représentant de l'Union européenne dans la région des Grands lacs qui venait de lui rendre une visite de courtoisie. Ce qui ne manque pas de tordre de rires les grandes figures de l'ADC-Ikibiri. Dans son fort intérieur, explique Léonce Ngendakumana, président de l'Alliance des démocrates pour le changement (Adc-Ikibiri), le Chef de l'Etat reste convaincu qu'il n'y aura pas de négociations avec l'ADC-Ikibiri. Inutile de donner au militant CNDD-FDD Mohamed Rukara une mission a priori impossible.

CNDD-FDD (attaqué par l'APRODH - jeunes Imbonerakure)

- Le ministre de l'Intérieur a adressé une correspondance au président de l'APRODH pour lui demander de donner des preuves de ses accusations faisant état de distribution des armes par les services de renseignement aux jeunes Imbonerakure, miliciens du parti au pouvoir CNDD-FDD. [Rpa/Isanganiro]

CNDD-FDD

- Les Bagumyabanga qui prônent le respect de la loi ont sorti un communiqué de presse dans lequel ils fustigent le comportement de certains dignitaires du parti CNDD-FDD qui n'osent pas dénoncer les maux qui hantent le pays et qui trouvent certainement origine dans le parti au pouvoir. Cette attitude a été à la base de la perte des membres. Selon le communiqué, même les membres sont recrutés par force en provoquant la scission au sein autres partis politiques et que même ceux qui sont accusés de tous les maux se réfugient dans le parti au pouvoir.

ADC IKIBIRI / FNL

- L’aile du parti FNL dirigée par Emmanuel Miburo a adressé une correspondance au président de la République pour lui demander de lui accorder des postes politiques conformément aux résultats des dernières élections communales comme le stipule la Constitution de la République du Burundi. A la question de savoir pourquoi il a attendu deux ans après les élections, il a répondu qu’ils ont attendu la réaction du gouvernement précisément du président de la République. [Bonesha/Isanganiro]

ADC IKIBIRI / FRODEBU

Les anciens Chefs d’Etat prônent ouvertement des négociations.
Bujumbura le 13 février 12 (SurviT-Banguka)
La nécessité de négociations s’impose plus que jamais au Burundi. Après le gotha de l’Eglise catholique (Conférence des Evêques), trois anciens présidents de la République du Burundi, en l’occurrence Pierre Buyoya, Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye vient de faire une bruyante sortie médiatique pour recommander au pouvoir CNDD-FDD de prendre langue avec les partis politiques de l’opposition, en l’occurrence ceux qui sont coalisés dans l’alliance des démocrates pour le changement, ADC-Ikibiri. « Je pense que le pouvoir ne devrait pas continuer à fermer les portes de dialogue avec ses opposants, notamment l’ADC-Ikibiri, il est urgent d’entamer des négociations pour éviter de replonger le pays dans une nouvelle crise aux conséquences encore plus dramatiques, sinon, moi je vois déjà un risque évident de relance du conflit ethnique dans le pays », a d’abord déclaré le major Pierre Buyoya, douchant ainsi les espoirs de ceux qui commençaient à écarter l’idée d’une éventuelle reprise de guerre à ressort essentiellement ethnique. Pour Sylvestre Ntibantunganya, lui-même ancien Chef de l’Etat, il est aussi impératif de négocier : Il n’y a pas d’autres alternatives mais les débuts sont toujours difficiles, et ici je comprends les hésitations des décideurs actuels du CNDD-FDD, ils n’ont pas été à Arusha, ils n’ont pas vu comment il était difficile de briser la glace ; dans tous les cas ils vont regretter de n’avoir pas commencé à négocier plus tôt », fait-il remarquer. Domitien Ndayizeye, un autre ancien Chef d’Etat, est aussi partisan des négociations entre le pouvoir CNDD-FDD et l’opposition. « C’est l’unique solution envisageable et je dois préciser que ces négociations ne se feraient pas sans la participations des leaders politiques qui sont en exil aujourd’hui, le pouvoir doit les associer et au besoin trouver un pays neutre qui abrite ces négociations pour commencer », indique Domitien Ndayizeye.

ADC IKIBIRI / MSD & UPRONA (jeunes Imbonerakure)

- A Ruyigi, la population demande aux autorités de faire des enquêtes sur les cas d'assassinat qui s'observent dans cette province. Elle donne l'exemple d'un chef de colline qui a été assassiné après avoir été accusé de cacher des combattants. Ses voisins disent qu'il a été tué par des jeunes Imbonerakure, miliciens du parti présidentiel, puisqu'il était membre du FNL (opposition). L'administrateur communal affirme qu'il était à Bujumbura lors de cet événement. [Rpa/Bonesha] / @rib News, 25/02/2012 / Sécurité

CNDD-FDD

Le Chef de l'Etat chipe une mission au 2ème vice-président de la République.
Bujumbura le 20 février 12 (SurviT-Banguka)
Pour des raisons encore inconnues, le Chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, vient de chambouler les choses en se mettant à la tête d'une délégation burundaise qui doit participer à une réunion sur la Somalie, prévue le 23 février à Londres. Pourtant, depuis plusieurs jours, il était officiellement connu que c'est Gervais Rufyikiri, deuxième vice-président de la République, qui devrait prendre part à cette grand'messe. Mêmes des ordres de missions avaient déjà été signés et les journalistes des médias publics identifiés pour couvrir cette activité s'y préparaient depuis plusieurs jours. La mission est en même temps écourtée car Gervais Rufyikiri devrait initialement faire saut de puce au Danemark. Pierre Nkurunziza ne le fera pas.

ADC IKIBIRI / FNL

L'aile du parti FNL dirigée par Emmanuel Miburo a, lors de son congrès tenu ce week-end, demandé au Gouvernement et au président de la République de bien vouloir les octroyer des postes qui lui sont garantis par les résultats des urnes lors des communales de mai 2010. [Rtnb/Isanganiro]

ADC IKIBIRI / FNL

- Le secrétaire de du parti FNL aile Miburo a demandé aux militants de ce parti de se préparer pour être intégrés à des postes politiques conformément aux résultats des élections de 2010. Il fait savoir que le gouvernement ne peut pas leur refuser ce qu'il a donné à l'Uprona et au Frodebu Nyakuri puisque les deux partis n'ont pas non plus participé à toutes les élections de 2010. [Rpa]

ADC IKIBIRI / FNL

Le pouvoir CNDD-FDD tente d'enterrer définitivement Agathon Rwasa.
Bujumbura le 20 février 12 (SurviT-Banguka)
Le FNL vient de tenir un congrès à Bujumbura pour montrer qu'il a pris ses distances avec Agathon Rwasa. « Nous organisons ce congrès pour montre que nous démarrons les préparatifs en vue de gagner les élections 2015, nous sommes donc dans l'opposition mais pas au sein de l'ADC-Ikibiri », a déclaré Emmanuel Miburo, président officiel du FNL. Mais son congrès était organisé sous haute surveillance policière. Il y avait même des véhicules de l'Etat. Signe que le pouvoir y avait une main.
En réalité, pour faire ombrage au leader rebelle Agathon Rwasa, le CNDD-FDD a décidé de remonter l'aile soumise du parti FNL dirigée par Emmanuel Miburo. Il y a quelques semaines, le Secrétaire Général de ce parti, Jacques Bigirimana, créait la surprise en demandant au Chef de l'Etat de permettre au FNL d'intégrer les institutions de la République au prorata de ses résultats aux élections communales ; les seules auxquelles ce parti, alors piloté par Agathon Rwasa, a pris part. L'idée paraissait un peu déplacée et inopportune. D'autant que la Constitution ne prévoit pas cette ouverture pour un parti politique qui ne s'est arrêté que sur les communales. Mais Jacques Bigirimana se savait encouragé par le Chef de l'Etat qui veut faire du FNL un parti satellite du CNDD-FDD. Un remaniement ministériel serait même envisagé pour faire entrer ce parti au Gouvernement.

UPRONA (affaire Jean Baptiste Manwangari)

L'ancien Président de l'UPRONA, Jean Baptiste Manwangari est victime d'un complot.
Bujumbura le 14 février 12 (SurviT-Banguka)
C'est Maître Pasteur Nzinahora, l'avocat personnel de Jean Baptiste Manwangari, qui le dit : le ministère public n'avait aucune raison de demander le maintien de mon client en détention, du moment que le tribunal de grande instance avait décidé de le libérer et même quand il a interjeté l'appel, il n'a pas motivé cette décision puisque son dossier est toujours vide, c'est tout simplement une honte », a déclaré l'avocat de Jean Baptiste Manwangari. Mais peu avant, Elie Ntungwanayo, porte- parole du parquet général de la République et secrétaire général de la cour suprême avait osé mentir en déclarant que le ministère public avait bien motivé cette demande, arguant que tout se trouve actuellement dans son dossier. Le sort de Jean Baptiste Manwangari, et ses coaccusés, sera donc déterminé par la cour d'appel. Maître

Pasteur Nzinahora demande à la cour de plancher rapidement sur ce dossier comme le recommande le code des procédures pénal. « C'est en effet bien spécifié que dans pareille situation, la cour doit se prononcer rapidement, toutes affaires cessantes, c'est ce que nous attendons précisément de la cour d'appel », ajoute-t-il.
Mais Jean Baptiste Manwangari est sans doute victime d'un complot politique ourdi par le pouvoir sur commande du tandem Niyoyankana/Sinunguruza. Les militants de l'UPRONA en sont aussi convaincus. C'est aussi pour cette raison que Jean Baptiste Manwangari a été élu, le week-end dernier, comme membre du comité provincial du parti.

ADC IKIBIRI / FNL

- Emmanuel Miburo demande au gouvernement que dans tout ce qu'il fait, qu'il se souvienne des politiciens qui sont en exil. Il lui demande de ne rien faire avant que ces politiciens ne rentrent. [Rtnb/Isanganiro]

ADC IKIBIRI / FNL

- Le parti FNL aile Miburo qui avait organisé cette rencontre nationale a souligné qu'au cours de cette réunion des centaines de membres des groupes armés s'étaient rendus à la nouvelle direction du FNL, selon le secrétaire général du FNL aile Miburo, Jacques Minani. [Rtnb/Isanganiro]

ADC IKIBIRI / FRODEBU

Pour le parti Frodebu, il s'agit d'un signe d'un gouvernement autoritaire que de vouloir arrêter les gens en cachette. Il ne comprend pas pourquoi n'importe qui dans ce pays se donne le pouvoir d'arrêter les gens alors qu'il y a des organes chargés de ce travail.

ADC IKIBIRI / FNL

- Un ancien combattant du FNL affirme être persécuté et poursuivi pas la police et quelques éléments du service national des renseignements en commune Bukeye de la province Muramvya. Il dit qu'il a failli être assassinat mais s'en est tiré grâce à la

population de la localité qui a lancé une alerte. Les autorités provinciales affirment qu'elles sont au cours de la question. [Rpa]

ADC IKIBIRI / FNL

L'aile soumise du FNL déculotte sa pensée.
Bujumbura le 22 février 12 (SurviT-Banguka)
C'est toujours la même chanson et cela devient quelque peu agaçant. Logiquement, le FNL s'apprête à intégrer les institutions de la République. Cela fait en effet plusieurs jours que Jacques Bigirimana, Secrétaire général de l'aile dissidente/soumise du parti FNL d'Agathon Rwasa, réclame à cors et à cri que le pouvoir leur concède les postes qui reviennent au parti FNL conformément à ses performances au moment des élections communales du 24. « On accuse le FNL d'avoir boycotté le processus électoral ; mais je dois rappeler que seul le parti CNDD-FDD a participé à tous les scrutins puisque ni le FRODEBU-NYAKURI, ni le parti UPRONA n'ont pris part aux élections présidentielles, nous devons donc intégrer les institutions sinon même ces deux partis devront dégager pour laisser toute la place au parti présidentiel », a clairement expliqué Jacques Bigirimana.
Au départ, d'aucuns croyaient que Jacques Bigirimana ne faisaient qu'amuser la galerie, dans la mesure où la Constitution de la République, est explicite à ce sujet : pour prétendre à un siège au Gouvernement, un parti politique doit avoir eu au moins 5% des voix aux élections législatives. Mais certains observateurs commencent déjà à y voir la main du parti CNDD-FDD au pouvoir. Ce dernier aurait pris la décision de neutraliser définitivement le leader rebelle Agathon Rwasa en partageant le gâteau avec les dissidents qui lui sont religieusement soumis. Et c'est d'autant plus vrai que dans son discours, Jacques Bigirimana, ne manque jamais de rappeler que le prétendu ancien président du FNL Agathon Rwasa n'a pas été exclu du parti mais chassé de la présidence. « Nous respectons beaucoup Agathon Rwasa, nous reconnaissons qu'il a rendu énormément de services au parti FNL, nous l'invitons d'ailleurs à regagner le pays pour continuer à renforcer le parti même s'il n'en assure plus la présidence », a encore déclaré le Secrétaire Général du FNL. C'est comme s'il ignorait totalement l'existence de l'aile du FNL dirigée toujours par Agathon Rwasa et dont des dizaines de militants ont déjà péri, foudroyés par la coalition Imbonerakure/agents de la Documentation/policiers.
A l'occasion de son dernier congrès tenu le week-end dernier à Bujumbura, Jacques Bigirimana a d'ailleurs présenté aux participants un groupe de jeunes combattants qui affirmaient avoir pris la décision de quitter la rébellion en gestation animée précisément par Agathon Rwasa.

JANVIER 2012

ADC IKIBIRI (accusé par l'ONU d'être des forces négatives en RDC)

@rib News, 19/01/2012
- Un rapport attribué à des experts des Nations Unies accuse certains leaders de l'opposition d'être derrière un mouvement rebelle naissant pour convaincre le gouvernement à négocier avec les partis de l'opposition réunis dans la coalition ADC-Ikibiri. Ledit rapport nomme Alexis Sinduhije, Pancrace Cimpaye, Léonard Nyangoma, Rwasa Agathon et Pascaline Kampayano. Réagissant à ce rapport, Pancrace Cimpaye affirme que ce rapport est l'émanation du service national des renseignements. [Bonesha]

ADC IKIBIRI / FNL (accusé par l'ONU d'être des forces négatives en RDC)

Agathon Rwasa rejette le contenu du Rapport des Experts de l'ONU
@rib News, 30/01/2012
Extraits de la lettre du 23 janvier 2012 envoyée par Agathon Rwasa, président des Forces nationales de Libération (FNL), à Karin Landgren, Représentante de Ban Ki-moon au Burundi :
A Madame Landgren, Représentant Spécial du Secrétaire
Général des Nations Unies,
A Bujumbura.
Objet : Démenti du rapport des experts onusiens du 2/12/2012.
Madame le Représentant Spécial,
J'ai l'insigne honneur de m'adresser à votre haute autorité pour réfuter les allégations faites sur ma personne par les experts onusiens, dans leur rapport au conseil de Sécurité, daté du 2 décembre 2011 et intitulé « REPORTS OF THE GROUP OF EXPERTS SUBMITTED THROUGH THE SECURITY COUNCIL COMMITTEE

ESTABLISHED PURSUANT TO RESOLUTION 1533 (2004) CONCERNING THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO » Final report of the Group of Experts on RDC submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 1942 (2010), S/2011/738, 2 December 2011. [http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=4741&Itemid=1]

UPRONA (CNTB)

- Le parti Uprona demande que le président de la Commission Nationale des Terres et autres Biens soit rappelé à l'ordre ou bien démis de ses fonctions. Le parti Uprona estime que les propos tenus par ce fonctionnaire sont de nature à montrer son côté penchant. Cela se remarque dans les interventions de ce pasteur durant les réunions de travail mais aussi les interventions publiques qu'il fait. [Isanganiro/Rpa]

UPRONA (CNVR)

Burundi : l'UPRONA propose la mise en place d'une CVR mixte
@rib News, 22/01/2012 – Source Xinhua
L'Union pour le progrès national (UPRONA), membre de la coalition gouvernementale sous la direction CNDD-FDD, propose la mise en place d'une Commission Vérité et Réconciliation, qui doit se composer de Burundais et d'étrangers pour qu'elle soit crédible ainsi que l'adaptation de la période d'investigation à la nouvelle donne politique.
Pour ce parti, le constat est que les violations graves des droits de l'homme ne se sont pas arrêtées avec la date du 4 décembre 2008, date à laquelle la Commission devrait arrêter ses investigations. Il apparaît aussi que ces faits remontent environ à la création des premiers partis politiques en 1958.

ADC IKIBIRI/ MSD vis à vis du CNDD-FDD
Le député Manassé Nzobonimpa critique les propos du ministre de l'Intérieur sur les massacres de Kivyuka en 1996. Il fait savoir qu'il était parmi ceux qui ont assisté au carnage et qui ont pris l'initiative de rassembler les cadavres. Il signale que plus de six cents personnes ont été tuées. Il demande que le ministre ne sous-estime pas les faits et qu'il écoute les propos des populations. [Rpa]

ADC IKIBIRI/ MSD

@rib News, 20/01/2012 / Justice / - Le parquet de la République a confirmé ce vendredi l'émission d'un mandat d'arrêt de la justice burundaise contre Alexis Sinduhije qui a été émis dans le mois de septembre 2011. Il est accusé de subordination de témoins dans l'affaire KAssi Manlan et du meurtre de son travailleur. Il pourrait aussi être accusé de participation aux groupes armés si la justice se réfère au récent rapport des experts du Conseil de sécurité des Nations Unies. [Rtr/Rtnb/Rpa/Isanganiro]

ADC IKIBIRI/ MSD (accusé par l'ONU d'être des forces négatives en RDC)

Alexis Sinduhije à la tête d'une nouvelle rébellion dit un rapport de l'ONU

Politique / RFI, 20 janvier 2012 / L'opposant burundais Alexis Sinduhije mis en cause dans un rapport de l'ONU

Le rapport du Groupe des experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo qui a été présenté devant le Conseil de sécurité le 30 décembre dernier, ne pouvait pas tomber à un pire moment pour l'ancien journaliste devenu opposant politique burundais, Alexis Sinduhije, arrêté en Tanzanie il y a plus d'une semaine. Selon ces experts qui ont enquêté dans toute la région, l'ancien journaliste serait désormais à la tête d'une nouvelle rébellion burundaise, qui opère essentiellement à partir de l'est de la RDC.

Alexis Sinduhije, ancien journaliste devenu opposant politique burundais, aurait été désigné comme responsable par tous les dirigeants politiques de l'opposition burundaise au cours d'une réunion, organisée à Dar es Salaam, en août 2011, précise un document onusien. L'ancien journaliste, qui a un carnet d'adresse très prestigieux, aurait été spécialement chargé de trouver des soutiens politiques dans la région, ainsi que des fonds pour financer les actions de son nouveau groupe armé.

L'opposition burundaise, regroupée au sein de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC-Ikibiri), a dénoncé un tissu de mensonges sans aucun fondement. Le pouvoir burundais jubile mais se tait. Il a laissé le soin à la radio officielle, la Rema FM, une station privée proche du parti au pouvoir, de revenir sur tout ce qui incrimine Alexis Sinduhije dans ce rapport.

Toujours selon ce rapport, la nouvelle rébellion burundaise se serait approvisionnée en armes et aurait plusieurs bases d'entraînement en Tanzanie, un pays d'où il a lancé des attaques dirigées contre le Burundi en novembre 2011.

En arrêtant Alexis Sinduhije le 14 janvier dernier, les autorités tanzaniennes ont voulu sans doute donner des gages de bonne volonté au voisin burundais, estiment des sources diplomatiques.

http://ddata.over-blog.com/3/15/38/72//CONSEIL-DE-SECURITE.pdf

---

ADC IKIBIRI/ MSD (libération d'Alexis Sinduhije en Tanzanie)

Burundi : le fiasco politico-diplomatique de la libération d'Alexis Sinduhije
RFI, 26 janvier 2012
L'un des principaux opposants burundais, Alexis Sinduhije, a été libéré mardi 24 janvier, après 14 jours passés dans un commissariat de police de Dar es-Salaam en Tanzanie, puis il a été expulsé vers l'Ouganda, alors qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international de la justice du Burundi.
Comment cet ancien journaliste, désigné parmi les 100 personnalités les plus influentes du monde par le magazine américain Times en 2008, a-t-il échappé à l'extradition ? A Bujumbura, cette affaire apparaît, en tout cas, comme un fiasco politico-diplomatique.

UPRONA/RFI & ADC IKIBIRI/ MSD (accusé par l'ONU d'être des forces négatives en RDC)

Les proches de Sinduhije jugent "pas crédible et fantaisiste" le rapport de l'ONU
RFI, 22 janvier 2012
Burundi : questions sur un rapport des Nations unies
Au Burundi, l'un des principaux leaders de l'opposition Alexis Sinduhije, arrêté le 11 janvier 2012 en Tanzanie, a été interpellé « sur un mandat d'arrêt international du parquet burundais », qui l'accuse d'être impliqué dans deux assassinats. Ce mandat d'arrêt international aurait été lancé par le ministère public burundais via Interpol dès le 14 septembre 2011.
Le parquet se fonde sur un rapport du groupe des experts des Nations unies sur la République démocratique du Congo, qui présente l'opposant comme le leader d'une nouvelle rébellion burundaise opérant essentiellement à partir de l'est congolais. Chrystelle Amigues, compagne d'Alexis Sinduhije indique à RFI tous les doutes qu'elle a sur ce rapport.

ADC IKIBIRI/ MSD

Burundi : le parquet dit avoir ordonné l'arrestation en Tanzanie d'Alexis Sinduhije
@rib News, 21/01/2012 – Source AFP
L'un des principaux leaders de l'opposition burundaise, Alexis Sinduhije, arrêté le 11 janvier en Tanzanie, a été interpellé « sur un mandat d'arrêt international du parquet burundais », qui l'accuse d'être impliqué dans deux assassinats, a annoncé le porte-parole du parquet.
« L'arrestation de M. Alexis Sinduhije par la police tanzanienne répond à un mandat

d'arrêt international lancé par le ministère public (burundais) via Interpol dès le 14 septembre 2011 », a déclaré Elie Ntungwanayo.

ADC IKIBIRI/ MSD (Alexis Sinduhije arrêté en Tanzanie sur mandat d'arrêt international)

Alexis Sinduhije a été arrêté en Tanzanie sur mandat d'arrêt international
@rib News, 20/01/2012 – Source Xinhua
Le ministère public burundais a annoncé vendredi que l'opposant burundais Alexis Sinduhije avait été arrêté en Tanzanie suite à un mandat d'arrêt international qu'il avait lancé.
« Son arrestation répond à un mandat d'arrêt international lancé par le ministère public en date du 14 septembre 2011. Donc, la police tanzanienne n'a fait que répondre à l'appel lancé par le ministère public via Interpol notre service de police.

ADC IKIBIRI/ MSD (Alexis Sinduhije arrêté en Tanzanie sur mandat d'arrêt international)

France : Rama Yade appelle à la mobilisation pour Alexis Sinduhije
@rib News, 20/01/2012
Rama YADE demande des explications sur l'arrestation annoncée par ses proches d'Alexis SINDUHIJE, ex-candidat à l'élection présidentielle au Burundi
Paris, le 19/01/12 - Rama YADE, ancienne secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme, première vice-présidente du Parti Radical, demande des explications après l'arrestation d'Alexis Sinduhije, opposant burundais, qu'elle avait reçu au Quai d'Orsay après sa libération en 2009 puis rencontré le 6 avril dernier à l'UNESCO lorsqu'elle était Ambassadeur de France.
Rama Yade a appris aujourd'hui par l'un des proches de l'ex journaliste qu'il avait été arrêté à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 janvier 2012.

ADC IKIBIRI/ MSD (Alexis Sinduhije arrêté en Tanzanie sur mandat d'arrêt international)

L’entourage d’Alexis Sinduhije apporte des précisions sur sa vision politique
@rib News, 21/01/2012 - Arrestation d’Alexis SINDUHIJE - Communiqué de presse, 20/01/12

Alexis Sinduhije, président du MSD, membre actif de l'ADCIkibiri, a été arrêté le 11 janvier 2012 à l'aéroport de Dar-es-Salaam, lors de son arrivée en Tanzanie. Son interpellation s'est déroulée hors de tout cadre légal, puisqu'il ne lui a pas été notifié, pas plus qu'à ses avocats, les charges pesant contre lui.
Malgré l'absence de la moindre accusation formulée par la justice tanzanienne, l'inexistence d'un mandat d'arrêt international Interpol et d'un acte d'accusation instruit par la justice burundaise, la détention d'Alexis Sinduhije a été prolongée sans qu'aucune échéance ne soit formulée à ses défenseurs.

ADC IKIBIRI/FRODEBU/DIASPORA (accusé par l'ONU d'être des forces négatives en RDC)

@rib News, 19/01/2012 / Politique / - Un rapport attribué à des experts des Nations Unies accuse certains leaders de l'opposition d'être derrière un mouvement rebelle naissant pour convaincre le gouvernement à négocier avec les partis de l'opposition réunis dans la coalition ADC-Ikibiri. Ledit rapport nomme Alexis Sinduhije, Pancrace Cimpaye, Léonard Nyangoma, Rwasa Agathon et Pascaline Kampayano. Réagissant à ce rapport, Pancrace Cimpaye affirme que ce rapport est l'émanation du service national des renseignements. [Bonesha]

ADC IKIBIRI/FNL (=> RDC -CIBITOKE)

Burundi : deux hommes armés tués dans une attaque en province de Cibitoke
@rib News, 23/01/2012 – Source Xinhua
Plusieurs hommes armés en tenue militaire ont pillé dimanche soir certains ménages de la commune Buganda dans la province de Cibitoke (Ouest du Burundi) et deux d'entre eux ont été tuées lors des fusillades, a-t-on appris lundi de la radio Isanganiro captée à Bujumbura dans son édition de la mi-journée.
Selon les témoignages d'une dame rescapée, l'attaque avait commencé à 21h00 quand cinq hommes armés ont fait irruption dans son ménage.
D'après une source policière, ces assaillants seraient venus de la République Démocratique du Congo (RDC).

ADC IKIBIRI/UPD (accusé par l'ONU d'être des forces négatives en RDC)

- Cheauvineau Mugwengezo, porte-parole de l'ADC-Ikibiri fait savoir que cette alliance n'a pas opté pour la voie de la force pour dénoncer ce qui se fait au Burundi. Il rejette ainsi le rapport des experts des Nations Unies qui dénonce l'implication des

leaders de l'opposition de l'ADC-Ikibiri. Il rappelle que l'ADC n'a jamais et ne va pas user de la force pour donner son avis sur la vie du pays. [Rtr]

ADC IKIBIRI/FRODEBU

Burundi : le pouvoir accusé de vouloir "faire rayer" les partis d'opposition
@rib News, 23/01/2012 – Source Xinhua
Le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) a rejeté lundi la demande du ministre de l'Intérieur exigeant aux formations politiques burundaises agréées de déposer à son ministère tous les documents attestant la légalité de leurs partis, y compris les dossiers des membres fondateurs depuis les périodes d'agrément.
Léonce Ngendakumana, président du FRODEBU et président en exercice de l'Alliance des démocrates pour le changement (ADC, coalition d'opposition), a précisé lundi au cours d'un point de presse que son parti dénonce les manœuvres du pouvoir de vouloir « faire disparaître et rayer » de la liste des formations politiques les partis politiques d'opposition.

ADC IKIBIRI/ MSD (Alexis Sinduhije en Tanzanie)

La Tanzanie libère l'opposant burundais Alexis Sinduhije
RFI, 24 janvier 2012
L'opposant burundais Alexis Sinduhije a été libéré ce mardi 24 janvier 2012 par la police tanzanienne et expulsé vers l'Ouganda. Il avait été arrêté à Dar es-Salaam, il y a deux semaines, à la demande du parquet burundais. Bujumbura regrette ce geste « inamical » de la part d'un pays voisin, tandis que l'opposition parle d'un « camouflet » infligé au pouvoir burundais.

Il semble que l'affaire se soit dénouée un peu dans la précipitation. Un des avocats de Sinduhije a effectivement été surpris en apprenant, ce matin, que son client avait déjà quitté la Tanzanie alors qu'une audience était prévue devant le juge à 9h00. Il s'agissait de statuer sur la légalité de son arrestation et de sa détention prolongée. Un de ses avocats avait déposé, à ce sujet, une requête pour obtenir sa libération « pour vices de procédure ».

ADC IKIBIRI / DIASPORA/ MSD
@rib News, 25/01/2012 - Le président du MSD est arrivé en France sa terre de refuge mercredi matin d'où il a affirmé être satisfait du comportement de la justice tanzanienne qui l'a relâché après avoir constaté que les charges retenues contre lui ne

sont pas fondées. Le même sentiment de satisfaction se fait sentir de la part du parti MSD et de l'ADC-Ikibiri, la branche de la diaspora. Tous ces intervenants font savoir que le comportement de la justice tanzanienne est exemplaire même pour le Burundi. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]

ADC IKIBIRI / FNL (Rapport de l'ONU)
- Le président du FNL M. Agathon Rwasa rejette le contenu du rapport des experts des Nations Unies l'accusant lui et son parti de se préparer à l'Est du Congo pour une nouvelle rébellion. Ceci est le contenu de sa lettre à la représentante de l'ONU au Burundi. [Isanganiro]

ADC IKIBIRI / FNL (Rapport de l'ONU)

- Le président du FNL souligne que le parti au pouvoir a trompé les experts des Nations Unies et se montre inquiet par le fait qu'une grande organisation comme les Nations Unies arrive à se faire piéger par le Gouvernement burundais. [Rpa]

Parti pour les travailleurs et la démocratie (PTD)

Burundi : un parti d'opposition fustige la privatisation de la filière café
@rib News, 05/01/2012 – Source Xinhua
Le Parti pour les travailleurs et la démocratie (PTD), parti d'opposition au Burundi, estime que la privatisation de la filière café est une forme de "remise en cause de cette culture" qui rapportait à l'Etat plus de 80% de recettes d'exportation, a indiqué jeudi à Bujumbura le président du PTD, Paul Nkunzimana, au cours d'une conférence de presse.
Pour M. Nkunzimana, « cette politique de privatisation » vise à mettre la richesse du pays entre les mains des multinationales et contribue à renforcer la misère et le chômage qui gangrènent actuellement le Burundi
---

Parti pour les travailleurs et la démocratie (PTD)
- La Parti des Travailleurs pour le Développement (PTD-Twungurunani) demande que le processus de privatisation les entreprises publiques soit arrêté et que les entreprises déjà privatisées soient remis à l'Etat. Le président de ce parti fait savoir lors d'un point de presse que la privatisation fait perdre au gouvernement beaucoup d'argent et engendre le chômage, l'augmentation des prix, un manque à gagner au trésor public. Selon lui, si le gouvernement ne le fait pas, tôt ou tard ces entreprises vont revenir aux mains de l'Etat. Il a surtout évoqué la privatisation de la filière café

qui faisait entrer au trésor public près de 80% des entrées financières. Après la privatisation, ces rentrées seront sans doute diminuées. [Rpa/Rtr]

UPRONA (contre l'amendement de la Constitution)

- L'Uprona n'est pas pour l'amendement de la Constitution. Il demande qu'elle ne soit pas touchée puisque ce n'est pas une voie de retrouver la paix. Les politiciens doivent s'entendre et comprendre cette question de la même façon. L'Uprona affirme que ce qui a été fait doit être consolidé et ce qui ne l'a pas été doit être repéré et objet de dialogue. Tels sont les propos du président du parti Uprona. [Bonesha]

ADC IKIBIRI / FRODEBU (contre l'amendement de la Constitution)
- Le parti Frodebu, par la voix de son vice-président, fait savoir que la Constitution ne peut être amendée puisque ce sera un moyen pour Nkurunziza de se présenter encore une fois aux élections de 2015. Ce sera une sorte de manœuvre qui ne ferait que faciliter le président de la République, le président du parti ainsi qu'un groupuscule du parti au pouvoir. Le Frodebu demande plutôt au président de la République de mettre sur pied un bon climat entre les partenaires politiques, les médias, la société civile ainsi que ceux qui aident le Burundi

---

CNDD-FDD, UPRONA et Sahwanya-Frodebu-Nyakuri (contre un dialogue politique exclusif - avec l'ADC IKIBIRI)

Burundi : les partis du FDP rejettent un dialogue politique exclusif
@rib News, 31/12/2011 – Source Xinhua
Après l'appel de l'ONU, de la Conférence des évêques catholiques du Burundi, du gouvernement burundais et d'autres partenaires pour un dialogue politique entre acteurs politiques, le Forum des Partis politiques agréés au Burundi (FDP) a déclaré rejeter un dialogue exclusif.
Le FDP regroupe les trois partis qui sont dans les institutions : CNDD-FDD, UPRONA et Sahwanya-Frodebu-Nyakuri, ainsi que de petits partis.
Le député Karenga Ramadhan, président du Conseil communal de Rumonge, a

affirmé que le jour où il attrapera celui qui a relâché un homme qui a violé une femme, il le pendra publiquement. Il affirme qu'il a même avisé les services de la présidence de la République. Mais il déclare cela alors même que la peine de mort a été abolie dans le code pénal burundais. [Bonesha/Isanganiro]

UPRONA (Jean Baptiste Manwangari)

Les avocats de Jean Baptiste Manwangari se disent satisfaits par la décision de la Cour suprême de se déclarer incompétente pour juger Manwangari et ses codétenus. L'affaire a été renvoyée devant le tribunal de grande instance de la Mairie de Bujumbura. Les avocats de la défense estiment alors à ce stade que les détenus devraient être immédiatement relâchés puisque les délais de détention ont expirés. Rappelons que ces avocats avaient demandé que la Cour suprême se dessaisisse de l'affaire puisque parmi les accusés, personne n'a le privilège de juridiction. C'est donc une satisfaction de leur part. [Rpa/Isanganiro/Rtr/Bonesha]

ADC IKIBIRI/DIASPORA / MSD

L'avocat belge d'Alexis Sinduhije dénonce "Une détention inhumaine"
@rib News, 17/01/2012
Me Bernard Maingain, l'avocat belge de l'opposant burundais Alexis Sinduhije arrêté mercredi dernier en Tanzanie, a publié hier un communiqué de presse pour dénoncer « Une détention inhumaine dans des conditions surprenantes » et annoncer que « rien ne justifie aujourd'hui de retenir monsieur SINDUHIJE en Tanzanie », affirmant en outre qu'« aucun dossier ne justifie l'extradition de Monsieur SINDUHIJE au Burundi ».
Extrait : « La défense a été alertée concernant les conditions de détention. La cellule ne contient pas de matelas et monsieur SINDUHIJE doit dormir à même le sol. Cela lui a occasionné des contusions multiples. L'ensemble de ses vêtements et effets personnels ont été confiés à l'établissement à l'entrée du centre sans que Monsieur SINDUHIJE reçoive fussent des souliers pour protéger les pieds. Il souffre considérablement et a demandé à être présenté à un responsable médical vu la dégradation rapide de son état de santé. La défense exprime ses plus vives inquiétudes quant aux conditions de détention de monsieur SINDUHIJE. »

ADC IKIBIRI/MSD

Burundi : Alexis Sinduhije inculpé en Tanzanie pour meurtre
@rib News, 13/01/2012 – Source Xinhua
Alexis Sinduhije, président du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD), parti d'opposiion burundaise, arrêté mercredi à Dar-es-Salam en Tanzanie, est inculpé pour meurtre, a fait savoir son avocat Me Kiyovya cité vendredi par la Radio Publique Africaine (RPA).
D'après Me Kiyovya, le gouvernement du Burundi aurait entrepris des démarches pour obtenir l'extradition de M. Sinduhije. Il s'agit d'une simple entente entre le Burundi et la Tanzanie, a-t-il dit.

ADC IKIBIRI/MSD

Arrestation de Sinduhije : l'opposition interpelle l'Ambassadeur de Tanzanie
@rib News, 15/01/2012
Extrait de la Lettre adressée par la Coalition ADC-Ikibiri à l'Ambassadeur de la Tanzanie à Bujumbura.
[…] Excellence Monsieur l'Ambassadeur,
L'arrestation de Monsieur Alexis SINDUHIJE, commandité par le pouvoir de Bujumbura, s'inscrit dans le cadre d'un plan macabre orchestré par le gouvernement du Burundi pour déstabiliser et anéantir l'opposition par tous les moyens et ainsi mettre un terme au processus de paix et de réconciliation d'Arusha. Pourtant, ce processus, parrainé par la région, la Communauté Internationale, particulièrement la République Unie de Tanzanie, avait rétabli l'unité, la cohésion et la confiance au sein du peuple Burundais et avait de ce fait remis le Burundi sur la voie de la Démocratie.
[…]

ADC IKIBIRI/MSD

Alexis Sinduhije dans la nasse des Services de renseignements
Bujumbura le 12 janvier 12 (SurviT-Banguka)
Selon des sources concordantes, le Président du parti MSD, Alexis Sinduhije vient

d’être arrêté à l’aéroport international de Dar-es-Salaam en Tanzanie. La nouvelle circule sur la toile depuis quelques heures a d’abord été annoncée par le site web des services burundais de renseignement (Documentation Nationale), www.nyabusorongo.org .
D’autres sources précisent que l’ancien journaliste se rendait en Tanzanie depuis Kampala et qu’il devrait aussi passer par le Kenya. Comme par hasard, Alexis Sinduhije a été cueilli à l’aéroport à son arrivée dans ce pays, au moment où le Valentin Bagorikunda, procureur général de la République au Burundi séjournait aussi en Tanzanie.
Peu avant son départ, il avait animé, à Bujumbura, une conférence de presse pour annoncer le classement sans suite du dossier lié « aux cahiers ougandais ». Il avait profité de cette occasion pour justifier le maintien en détention de Maître François Nyamoya, porte-parole du MSD. A la surprise générale des praticiens du droit et de bien d’autres acteurs sociopolitiques, ce dernier a été accroché par le dossier lié à l’assassinat du Docteur Kassy Manlan (ancien représentant de l’OMS, tué à son domicile en novembre 2001). Rien n’exclut que le pouvoir CNDD-FDD, qui, à n’en pas douter, est à l’origine de son arrestation, puisse demander l’extradition de Monsieur Alexis Sinduhije et l’inculper pour complicité avec les terroristes ou l’écrouer pour les mêmes raisons que François Nyamoya (la radio publique africaine dont Alexis est le promoteur a diffusé plusieurs reportages d’investigation sur l’assassinat du Docteur Kassy Manlan).
Peu importe le chef d’accusation car là comme ailleurs, ce qui compte c’est le résultat. Alexis Sinduhije était considéré comme l’un des animateurs clé de l’Alliance des démocrates pour le changement (ADC-Ikibiri), aux côtés de l’ancien porte-parole du parti FRODEBU, Pancrace Cimpaye. Ce dernier est aussi quotidiennement filé par les garçons du Général Adolphe Nshimirimana, patron des services burundais de renseignement. Il est aussi recherché par la police burundaise pour ses déclarations sur l’assassinat d’Ernest Manirumva, ancien vice-président de l’Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques, OLUCOME.

UPRONA

Le Chef de l’Etat déculotte son projet de déstructuration de la constitution
Bujumbura le 11 janvier 12 (SurviT-Banguka)
Le Président burundais avait été on ne peut plus laconique en annonçant, fin 2011, son projet de révision de la constitution de la République. Mais bien qu’une certaine partie d’acteurs sociopolitiques soit restée quelque peu indifférente, cette annonce éphémère constituait sans doute un épais pavé dans la marre politique burundaise. Pour preuve, le lendemain, des réactions fusaient de partout. Les uns se demandaient les aspects de la loi fondamentale à réviser, les autres s’égaraient dans des discours dithyrambiques, louant sans réserve la louable initiative du Chef de l’Etat burundais, le seul qui à qui reviennent les prérogatives d’annoncer au peuple burundais les éléments de la Constitution qui méritent d’être élagués.

Mais le Chef de l'Etat semble avoir pris l'option de préparer l'opinion et comme pour y aller en douceur, il a le malin plaisir de se faire précéder par ses pions naturellement triés sur le volet et missionnés pour défendre son projet controversé avant même qu'il n'en annonce la teneur. C'est ainsi que les présumés grandes figures des partis satellites ou « nyakurisés » du CNDD-FDD se succèdent depuis quelques jours sur le plateau de la télévision nationale pour saluer chaleureusement l'idée de détruire la Constitution de la République du Burundi, garant de l'unité des Burundais.
Du côté du parti FNL volé au leader rebelle Agathon Rwasa, c'est un certain Jacques Bigirimana qui a récemment organisé une conférence de presse pour défendre et encourager l'idée de révision de la constitution. Malheureusement, sa sortie médiatique est passée inaperçue, simplement parce que l'on sait bien, l'intéressé y compris, qu'il ne représente rien au niveau de l'opinion. C'est à peine si les médias ont fait allusion à ses élucubrations. Il avait pourtant pris soin de louer le projet du Chef de l'Etat et de préciser que le cas échéant, il avait la latitude de ne demander l'aval qu'au parlement. Soit. L'idée est bien passée.
Non content de l'indifférence totale qui semble avoir entouré les propos de son premier émissaire, le Chef de l'Etat a envoyé le 10 janvier un second pion en l'occurrence ZED FERUZI, président du non moins « nyakurisé »parti UPD-Zigamibanga. Bien qu'il soit aussi léger que le précédent (à tous points de vue), ce dernier a eu le mérite d'aller directement au but : « nous soutenons l'idée du Chef de l'Etat qui veut réviser la constitution et au niveau de notre parti politique UPD, nous pensons qu'il y a des choses à revoir, notamment les quotas ethniques au sein des institutions ou des corps de défense et de sécurité, hier c'était nécessaire mais aujourd'hui, rien ne l'explique, il faut gommer ces dispositions », a-t-il déclaré en pleine conférence de presse. Tout semble donc déjà dit.

ADC IKIBIRI

Que d'espoirs douchés par le Chef de l'Etat burundais! (Pas de négociations avec l'ADC Ikibiri)
Bujumbura le 02 janvier 2012 (SurviT-Banguka)
Comme prévu, le Président burundais, Pierre Nkurunziza, a adressé son message de vœux à la Nation, le 31 décembre 2011. Son discours était très attendu, notamment en ce qui concerne la nécessité de négocier avec l'opposition politique.
Mais sur cette question d'une brûlante actualité, vue l'insécurité qui va crescendo, la violation continuelle des droits humains, le pillage éhonté et systématique des deniers publics, le Président burundais s'est montré intraitable et vigoureusement catégorique : pas question de négocier avec une poignée d'acteurs politiques, fussent-ils de l'ADC-Ikibiri.
«Il y a des acteurs politiques qui se croient supérieurs aux autres et qui veulent même remettre en cause la volonté du peuple, nous leur demandons de prendre leur mal en patience et de se préparer dès aujourd'hui au prochain rendez-vous électoral de 2015 ; nous n'allons jamais accepter de négocier avec cette bande d'anti-démocrates», a

martelé le Chef de l'Etat.
Avant sa sortie médiatique très attendue, le Chef de l'Etat avait pris le soin de déblayer le terrain en demandant à son porte-parole d'exclure toute éventualité de négociation avec les opposants. Mais selon Gertrude Kazoviyo, Professeur à l'Université du Burundi et expert en analyse du discours, le Président burundais est moins catégorique que les autres gros poissons du parti présidentiel (Melchiade Nzopfabarushe, président du forum de dialogue pour les partis politiques ; Jérémie Ngendakumana, président du CNDD-FDD, Philippe Nzobonariba, porte-parole du Gouvernement) qui s'étaient récemment exprimé sur le même sujet.
Le Chef de l'Etat, commente le Professeur, a exclu l'idée de négociation avec les autres acteurs sociopolitiques, mais dans son discours, il a quand même fait allusion à un début de négociations sur d'autres sujets, notamment la révision de la constitution, la révision de la loi électorale, la mise en place de la Commission Vérité Réconciliation, etc. ; nous pouvons y voir déjà une porte ouverte au dialogue même si c'est autour d'autres questions politiques, l'opposition pourra naturellement refuser d'y participer sans qu'il y ait des négociations préalables sur les véritables questions de l'heure notamment le contentieux électoral, violation des droits humains et des libertés politique, etc.
Vu de l'Alliance des démocrates pour le changement, le discours du Chef de l'Etat est un non événement. «Je suis sûr et certain que même s'il refuse de négocier, le Chef de l'Etat est convaincu que nous finirons par négocier, tôt ou tard et il vaut mieux le faire maintenant pour limiter les dégâts sinon en continuant à banaliser nos revendications, il veut nous tendre un piège que nous allons éviter car notre combat est avant tout politique », a réagi Chovineau Mugwengwezo, porte-parole du parti UPD-Zigamibanga.
Son optimisme s'explique par le fait que même la communauté internationale (Nations Unies, Union Européenne) appelle les négociations de tous ses vœux pour mettre fin à la spirale des violences orchestrées par la police (dans toutes ses dimensions) ainsi que les jeunes Imbonerakure du parti CNDD-FDD au pouvoir.
Viscéralement réfractaires à l'idée de négociations, les ténors du parti présidentiel sont décidés à batailler ferme pour s'incruster au pouvoir et à l'avoir qui y est afférent dans le contexte burundais. C'est aussi cela qui justifie le courroux du Chef de l'Etat vis-à-vis des médias locaux et étrangers.
«Nous déplorons énergiquement l'attitude ce certains médias privés locaux ou étrangers qui veulent toujours mettre de l'huile sur le feu comme s'ils ne travaillaient que pour l'opposition politique », a-t-il indiqué dans son discours de fin d'année. Vu la nervosité du Chef de l'Etat, l'année 2012 devrait être une année de chasse à l'homme sans précédent, en particulier dans les rangs de la presse privée, de la société civile et de l'opposition politique. Le tout sur fond de frilosité du trésor public après le refus obstiné des bailleurs de fonds traditionnels de mettre la main à la poche.
Le Gouvernement burundais vient d'ailleurs de tirer la sonnette d'alarme en interdisant aux sociétés publiques et parapubliques d'accorder des primes de fin d'année au personnel et aux membres des conseils d'administration. C'est le signe que le compte général du trésor est en piteux état comme j'ai eu l'occasion de le

démontrer fin novembre, rappelle Faustin Ndikumana, Président de l'association Parcem (parole et actions pour le réveil des consciences et le changement des mentalités).

UPRONA (la réforme de la constitution)
Le débat sur la réforme de la constitution bat son plein
Bujumbura le 03 janvier 12 (SurviT-Banguka)
C'est le Chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, qui aura suscité un torrent de commentaires sur l'imminence de la révision de la Constitution de la République. Il y a fait ouvertement allusion dans son discours de vœux, le 31 décembre dernier. Sans être explicite sur les dispositions précises à modifier coûte que coûte, le Chef de l'Etat évoque simplement un débat sur la réforme de la constitution. Et les acteurs sociopolitiques de s'engouffrer dans cette brèche ouverte pour donner leurs impressions sur la nécessité de revisiter la loi organique et les dispositions particulières qui méritent de l'être.
Malgré la crise interne qui secoue son parti et dont il est indubitablement la cause, le Président de l'UPRONA, Bonaventure Niyoyankana est le premier à exprimer ses inquiétudes. « La constitution de la République est notre loi organique qui s'inspire de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation, si nous devons la retoucher en remettant en cause les acquis d'Arusha, ce serait très dangereux pour la société burundaise car cela pourrait raviver le conflit ethnique qui commençait déjà à s'apaiser », explique le président de l'UPRONA et député de ce même parti, élu dans la circonscription de Gitega.
Sans être ouvertement contre l'idée d'une éventuelle révision de la constitution, le vice-président du parti FRODEBU, Frédéric Bamvuginyumvira, estime que le Chef de l'Etat aurait dû être précis sur les dispositions de la Constitution qui méritent d'être revues. « Nous pensons que certains aspects de la constitution sont à revoir car on se pose déjà la question de savoir s'il ne faudrait pas un premier ministre en lieu et place des deux vice-présidents, s'il faut garder le système de listes bloquées, de bulletins uniques, on se pose aussi des questions sur le fonctionnement de la CENI, etc », déclare le N° 2 du FRODEBU.
Contrairement au président de l'UPRONA, Frédéric Bamvuginyumvira ne fait aucune allusion au risque de laisser au rancart l'Accord d'Arusha et ses prescrits en matières des équilibres ethniques dans les institutions.
C'est plutôt Pacifique Nininahazwe, Délégué Général du Forum pour le Renforcement de la société civile (FORSC), qui appuie énergiquement les propos de Bonaventure Niyoyankana. « Nous nous inscrivons en faux contre une révision de la constitution qui bafoue les précieux Accords d'Arusha, notamment en ce qui concerne les équilibres ethniques et de genre dans les institutions, il n'est pas encore temps de toucher ces dispositions », fait-il remarquer. En revanche, Pacifique Nininahazwe est favorable à la révision de certains aspects de la constitution. « Nous souhaitons que la constitution intègre des dispositions qui consacrent explicitement l'indépendance de la magistrature, car la magistrature est sous l'emprise du pouvoir

exécutif, c'est pourquoi c'est Chef de l'Etat qui est en même temps président du Conseil Supérieur de la Magistrature », poursuit le Délégué Général du FORSC.
Au delà de ces aspects à modifier, Pacifique Nininahazwe craint un éventuel agenda caché du Président burundais : « Nous avons l'habitude de voir des Chefs d'Etats africains qui, lorsqu'ils sont au bout de leur deuxième et dernier mandat, revisitent la constitution pour s'offrir un troisième ; j'ose espérer que ce n'est pas le cas pour Pierre Nkurunziza sinon le peuple s'y opposera vigoureusement », indique-t-il.

UPRONA vis à vis du CNDD-FDD

Le pouvoir CNDD-FDD poursuit son travail de sape des partis de l'opposition
Bujumbura le 03 janvier 12 (SurviT-Banguka)
Les partis politiques de l'opposition ont décidément la vie dure au Burundi. La « nyakurisation aidant », le pouvoir est manifestement décidé de les saper jusque dans leurs fondements. Du parti FNL à l'UPD-Zigamibanga en passant par l'historique parti UPRONA, la quasi-totalité des partis ayant pignon sur rue sont ailés ou en voie de le devenir. Le travail de sape se poursuit.
Ainsi, alors qu'il était officiellement gardé par la police depuis mai dernier (date à la quelle le pouvoir a scindé le parti en deux ailes rivales), le bureau de la permanence du parti UPD-Zigamibanga situé en commune urbaine de Rohero vient d'être mis à sac. Tous les équipements (machines, documents, chaises, divans, etc.) ont été soigneusement volés. Chovineau Mugwengwezo, porte-parole du parti, se dit outré. « C'est ridicule car ces biens ont été volés sous l'œil complice des policiers qui assuraient la garde de notre permanence hermétiquement fermée, le plus grave est que selon les témoins, ces policiers ont aidé à embarquer ces biens volés à bord d'une camionnette, nous allons porter plainte, mais nous savons déjà que c'est un ridicule coup organisé par le pouvoir CNDD-FDD », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse organisée le 2 janvier 12 à Bujumbura.

UPRONA/ POLICE & FDN vis à vis du CNDD-FDD
Un officier de police prend le large et dénonce la tyrannie du pouvoir CNDD-FDD
Bujumbura le 04 janvier 12 (SurviT-Banguka)
Après plusieurs mois de chantage et de menace de lynchage, le colonel (OPC2) Didier Nyambariza, officier de la police nationale du Burundi (Marine) a décidé de se barrer ou se mettre à l'abri dans un pays étranger. A partir de son pays d'accueil que l'on préfère taire pour l'instant, Didier Nyambariza se lâche et déballe tous les secrets (qui ne sont plus que de polichinelle) du pouvoir sanguinaire, tyrannique et autoritaire de Pierre Nkurunziza.
Il affirme que tout remonte au lendemain des élections générales de l'année dernière

volontairement truquées par le parti CNDD-FDD qui fait toujours croire au monde qu'il les a gagnées haut la main. « En réalité, la police, en particulier la documentation, me soupçonnait toujours de collaborer avec le FNL d'Agathon Rwasa et le MSD d'Alexis Sinduhije ; j'étais même faussement considéré par le pouvoir comme un officier chargé des renseignements au sein de l'ADC-Ikibiri (..)
... la police présidentielle (Documentation Nationale) l'a récemment interpellé pour lui dire qu'il aurait aidé le major Libère Nzeyimana (un ancien officier de l'armée burundaise) à se soustraire de l'hôpital BUMEREC en mairie de Bujumbura.

UPRONA (contre la réforme de la Constitution)
Touche pas à ma constitution !
Bujumbura le 06 janvier 12 (SurviT-Banguka)
C'est déjà dit, mais vaut mieux le ressasser pour attirer l'attention des acteurs politiques burundais dangereusement englués dans une léthargie maladive : pour une deuxième fois consécutive, le Chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, vient d'exprimer publiquement son intention de déconstruire la loi fondamentale pour en faire peut-être une constitution taillée sur mesure, comme l'ont déjà fait bien avant lui, de nombreux autres despotes africains simplement obsédés par une imminente et imparable fin de règne.
Théophile Bamwumva

ADC IKIBIRI/DIASPORA MSD & UPRONA/DIASPORA (affaire Richard Delvaux Ciramunda)

Richard Delvaux Ciramunda mis en demeure
Bujumbura le 08 janvier 12 (SurviT-Banguka)
Richard Delvaux Ciramunda vient de lancer une alerte sur son site: il "serait menacé" par trois responsable de sites internet burundais: KABURAHE Antoine, RUKINDIKZA Gratien et de KIROMBO Gaspard. En réalité, les trois responsables de site internet ont simplement saisi un avocat pour mettre fin au piratage éhonté de leurs articles par M. Delvaux.
Trois sites internet burundais ont décidé d'attaquer en justice Richard Delvaux Ciramunda pour "publication illégale de leurs articles".
[=> RUKINDIKZA Gratien (MSD) et de KIROMBO Gaspard (UPRONA)]

ADC IKIBIRI/ UPD (FRD-TABARA)

Les présumés terroristes encore à la barre!
Bujumbura le 09 janvier 12 (SurviT-Banguka)
Les 23 prévenus, soupçonnés d'avoir perpétré, en novembre dernier dans les communes de Cankuzo, une fulgurante attaque à dimension terroriste comparaissent pour une troisième fois consécutive le 11 janvier 12 au tribunal de Grande Instance de Cankuzo à Cankuzo. La convocation est officielle. Mais curieusement, elle est lancée au lendemain de leur transfert à la prison centrale de Ruyigi à partir des différents cachots de la police à Cankuzo où ils étaient détenus depuis plus de 40 jours.
Lors de la dernière comparution, le 5 janvier, 14 détenus avaient refusé de s'exprimer devant les juges, arguant qu'ils subissent des menaces d'assassinat de la part des policiers. Ils avaient plutôt demandé d'être transférés dans une prison officielle. « C'était totalement illégal de continuer à les garder dans les cachots de la police pendant plusieurs dizaines de jours », déclare Maître Onésime Kabayabaya, avocat du journaliste de la radio Bonesha-FM. C'est l'association de défense des droits de l'homme et des personnes détenues qui a dû donner le carburant pour assurer leur transfert.
Selon Maître Bonaventure Niyoyankana, tout semble indiquer qu'un sérieux risque d'assassinat pèse toujours sur ces détenus. «Ils doivent quitter la prison de Ruyigi pour aller comparaître au tribunal de Cankuzo, c'est inédit dans l'histoire de la justice ; car en principe, c'est le siège qui se déplace pour se rapprocher des détenus et non l'inverse, maintenant, qu'on décide de promener ces prévenus, c'est sûr qu'on veut organiser leur lynchage en cours de route », explique-t-il.
Complices ou terroristes supposés, ces prévenus sont en réalité poursuivis pour être de mèche, directement ou indirectement, avec un prétendu mouvement rebelle dénommé FRD-TABARA.
Parmi les détenus se trouve un certain Hassan Ruvakuki, journaliste à la radio Bonesha-FM et correspondant de la radio France Internationale.